JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnement à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1962-1963

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 3^e SEANCE

Séance du Jeudi 9 Mai 1963.

SOMMAIRE

1. — Demande de constitution d'une commission spéciale. — Décision de l'Assemblée (p. 2809).
MM. Lemaire, président de la commission de la production et des échanges ; Cazenave.
Scrutin sur la demande de constitution de la commission spéciale. — Adoption.
2. — Politique économique et financière. — Débat sur la déclaration du Gouvernement (p. 2811).
MM. Lemaire, Defferre, Peretti, Abelin, Catroux, Waideck Rochet, Briot, Pillet, Boisdé.
Renvoi de la suite du débat.
3. — Dépôt d'un projet de loi (p. 2828).
4. — Dépôt de rapports (p. 2828).
5. — Ordre du jour (p. 2828).

PRESIDENCE DE M. RAYMOND SCHMITTLEIN,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

* (1 f.)

— 1 —

DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPECIALE

Décision de l'Assemblée.

M. le président. L'ordre du jour appelle la décision de l'Assemblée sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises.

Ont seuls droit à la parole : le Gouvernement ; l'auteur ou le premier signataire de l'opposition : M. Lemaire, président de la commission de la production et des échanges ; l'auteur ou le premier signataire de la demande : M. Cazenave ; les présidents des commissions permanentes intéressées.

La parole est à M. Lemaire, président de la commission de la production et des échanges.

M. Maurice Lemaire, président de la commission de la production et des échanges. Mes chers collègues, la question qui vous est soumise est très simple.

La commission de la production et des échanges, de laquelle j'ai reçu mandat d'intervenir dans ce débat, s'est prononcée contre la constitution d'une commission spéciale, dans sa réunion d'avant-hier, à la majorité de 70 voix contre zéro et 4 abstentions.

Quatre commissaires appartenant à quatre groupes de l'Assemblée sont intervenus dans le court débat qui a eu lieu à ce sujet.

L'argumentation est d'une parfaite simplicité : la commission, ont exposé les orateurs, ne saurait accepter qu'un texte qui entre aussi directement dans sa vocation et dans sa compétence ne soit pas soumis à ses délibérations. Certains ont même ajouté — sans tout de même qu'il faille attacher trop d'importance à ce propos — qu'on pourrait voir là, en somme, une légère marque de défiance à l'égard de cette commission dont la vocation est d'étudier les problèmes agricoles et, singulièrement, les problèmes forestiers.

Dans ces conditions, mes chers collègues, je vous convie à voter contre la constitution de cette commission spéciale, au nom de la commission de la production et des échanges qui m'a donné le mandat de faire cette déclaration ici même. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Mesdames, messieurs, je veux rassurer tout de suite M. le président de la commission de la production et des échanges : notre demande ne traduit nullement une défiance à son égard. Je le connais et je sais lui rendre hommage.

En déposant sur le bureau de l'Assemblée la demande de création d'une commission spéciale pour examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, j'ai voulu m'éloigner de toute considération politique pour ne chercher que la prospérité de la forêt, le bien de ceux qui vivent par elle, et donc un accroissement de la productivité de toutes les zones forestières de notre territoire, productivité qui doit évidemment être portée à son maximum pour satisfaire, d'une part la consommation nationale et, d'autre part, une fraction importante des besoins de l'Europe.

La liste des soixante signatures que j'ai eu l'honneur de recueillir de la part de députés inscrits à tous les partis est à cet égard suffisamment éloquent pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur le caractère apolitique de mon intervention. J'exprime, en outre, le regret que le court délai qui m'était donné aux termes du règlement ne m'ait pas permis d'en recueillir davantage. Je prie ceux de mes collègues qui auraient souhaité participer à cette action de m'excuser.

Mes chers collègues, il me paraît inutile de souligner la gravité du texte qui sera soumis à l'Assemblée et qui fera l'objet d'un important débat. J'estime cependant, comme tous les signataires, qu'il est nécessaire de procéder à son sujet à une étude encore plus poussée.

Je tiens à rendre hommage aux services de M. le ministre de l'agriculture qui ont eu pour principal souci de préserver notre magnifique patrimoine forestier ; nous ne pouvons que les féliciter et les suivre dans cette voie, mais nous sommes obligés de nous montrer plus réservés quant à certaines modalités particulières du texte qui nous est aujourd'hui proposé.

Ce projet, en ses 17 articles, traite notamment de l'organisation de la forêt privée. Il prévoit la constitution de groupements forestiers et reprend les principes relatifs à la vulgarisation et à la protection des forêts contre les incendies. C'est donc tout le sort de la forêt qui est en jeu.

Si la croissance du peuplement est lente, l'évolution du commerce est rapide. Il apparaît nécessaire que toutes les incidences des mesures envisagées soient examinées par secteur de production et par région.

L'administration elle-même en a eu conscience et a prévu de longs délais pour mettre en place ce qui reste imprécis dans le projet de loi. Toutes ces dispositions diverses, rassemblées dans ce texte, mériteraient peut-être d'être scindées et allégées.

Les spécialistes de ces questions, qui sont nombreux dans cette enceinte, n'ont malheureusement pas tous la chance d'appartenir à la commission de la production et des échanges ; mais leurs connaissances n'en sont pas moins réelles. Ils ne demandent qu'à les mettre à la disposition de leurs collègues. C'est la raison pour laquelle, estimant que les plus qualifiés devraient participer à ces travaux, j'ai eu l'honneur de demander la création de cette commission spéciale.

Tel est le premier aspect de la question. Mais il en est un autre qui, aux yeux de certains, paraîtra plus valable.

Dans l'esprit de la Constitution qui est la nôtre, la commission spéciale étale la règle, les commissions permanentes n'ayant dans leurs attributions que la discussion des textes qui n'étaient pas étudiés au sein d'une commission spéciale.

Les choses ont évolué et les six grandes commissions ont conquis la plénitude de leurs attributions, se spécialisant dans ce qui est leur vie même.

Dans le projet qui nous est soumis, trois d'entre elles sont intéressées. D'abord, certes, la commission de la production et des échanges. En deuxième lieu, la commission des finances.

Pourquoi ? Par le fait que l'article 3 du projet permet à la fois la perception d'une taxe assise sur le revenu cadastral et, en contrepartie, l'exonération de la taxe prévue à l'article 1607

du code général des impôts perçue au profit des chambres d'agriculture ; par le fait que l'article 4 tend à modifier l'article 1370 du code général des impôts ; par le fait que, dans l'article 8, des facilités fiscales sont données aux entreprises commerciales ou industrielles désireuses de créer des groupements forestiers ; par le fait que l'article 8, paragraphe III, prévoit une exonération des droits de mutation ; par le fait qu'il s'agit là d'une diminution de ressources.

Cette énumération, bien qu'incomplète, prouve abondamment que la commission des finances est intéressée par ce projet.

En troisième lieu, la commission des lois est également intéressée, en raison des mesures pénales introduites dans le texte ou qui touchent la réglementation des pouvoirs des propriétaires.

Ces pouvoirs, l'article 4, alinéa 3, prévoit leur limitation. L'article 6, dans son premier paragraphe, envisage l'application des peines inscrites à l'article 159 du code forestier. Dans son paragraphe trois, il prévoit, indépendamment des sanctions pénales, l'exécution de reconstitutions forestières.

L'article 7 prévoit que les dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 54-1302 du 30 décembre 1954 sont abrogées et remplacées. Enfin, l'article 11 prévoit la modification du code forestier.

Cet énoncé, comme pour la commission des finances, prouve lui aussi que la commission des lois est intéressée. Il serait d'ailleurs souhaitable que les présidents de ces deux commissions fassent connaître leur opinion aujourd'hui.

Certes, ces deux commissions pourraient se contenter de donner un avis sur le projet. Mais pourquoi compliquer et alourdir cette étude et pourquoi, dans un but de simplification, ne pas réunir toutes les compétences dans une seule commission au sein de laquelle la commission de la production et des échanges serait largement représentée ?

Les commissions spéciales ne sont pas choses nouvelles et, dans un passé récent, ont donné d'excellents résultats. Qu'il me soit permis de rappeler la création de la commission spéciale pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1961, qui a amélioré la solution envisagée pour les problèmes laitiers, et de la commission spéciale pour l'étude du projet de loi complémentaire agricole, en 1962, qui, dans son texte, avait déjà compétence pour le problème dont nous discutons aujourd'hui.

Ces commissions spéciales, réunissant des techniciens de tous horizons, ont su creuser les problèmes et proposer des solutions concrètes que ni le Gouvernement ni le pays n'ont eu à regretter.

Malgré le peu de temps qui m'a été donné, je veux espérer que j'aurai réussi à convaincre ceux qui restent persuadés qu'il vaut mieux discuter un texte de loi avant sa création que de le critiquer après son vote.

C'est pourquoi je demande à mes collègues, en dehors de toute position politique, de se prononcer en faveur de cette commission spéciale face à un problème de compétence, notre but étant la détermination d'une politique forestière nationale. (*Applaudissements sur plusieurs bancs.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte l'Assemblée sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, présentée par M. Cazenave et combattue par M. Lemaire.

Je suis saisi par le groupe du rassemblement démocratique d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

.....

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(*Il est procédé au scrutin.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	432
Nombre de suffrages exprimés	422
Majorité absolue	212

Pour l'adoption	238
Contre	184

L'Assemblée nationale a adopté.

Le projet est donc renvoyé à une commission spéciale. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Dans ces conditions, aux termes de l'article 34 — alinéa 2 — dur èglement, MM. les présidents des groupes voudront bien faire connaître à la présidence, avant demain vendredi 10 mai, à dix-huit heures, les noms des candidats qu'ils proposent, étant entendu qu'il ne pourra y avoir parmi eux plus de quinze membres appartenant à la même commission permanente.

En application de l'article 4 de l'instruction générale du bureau, MM. les députés n'appartenant à aucun groupe doivent faire parvenir leur candidature dans ce même délai.

— 2 —

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Débat sur la déclaration du Gouvernement.

M. le président. L'ordre du jour appelle le débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique économique et financière.

En application de l'article 132 du règlement, j'ai organisé ce débat dans le cadre des séances fixées. L'ordre et la durée des interventions sont affichés.

La parole est à M. Lemaire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Maurice Lemaire. Messieurs les ministres, mes chers collègues, il y a deux jours M. le ministre des finances disait à cette même tribune : « L'inflation ? Non. La récession ? Non ; un cheminement difficile conduisant au progrès au milieu des obstacles qui, de tout temps, ont menacé la croissance économique et, dans ce cheminement, l'économie française a besoin d'être conduite. »

Nous sommes parfaitement d'accord. Ce qui importe c'est de briser les tendances inflationnistes où qu'elles apparaissent, mais aussi et surtout de ne pas diminuer nos capacités compétitives sur l'échiquier mondial, singulièrement à l'intérieur du marché commun.

Les aspects du problème sont divers et on s'est posé notamment la question suivante : Faut-il maîtriser l'expansion pour freiner les prix, ou faut-il maîtriser les prix pour servir l'expansion ?

Nous craignons qu'ainsi posé le problème ne soit pas soluble. L'expansion en soi ne peut être, en effet, la cause de la hausse des prix ; tout au contraire, c'est un élément essentiel de baisse des coûts de revient. On le voit dans de nombreux secteurs tels — je cite au hasard — les frigorifiques, les automobiles où, nonobstant l'amélioration de la qualité et de la valeur du service, les prix de vente sont restés, depuis dix ans, inférieurs à la hausse des indices généraux. C'est sans doute que, dans ces domaines comme dans d'autres, l'influence se manifeste de la concentration des entreprises et de la production en grandes séries voire de la production de masse.

Quant à la stabilité des prix, si c'est une condition nécessaire à l'expansion harmonieuse, ce n'est pas une condition suffisante pour l'expansion continue. Un blocage généralisé des prix n'engendrerait que stagnation et récession.

On accuse cependant l'expansion vigoureuse de conduire au suremploi, entraînant les salaires dans la spirale ascendante où les prix s'engageraient à leur tour.

Mais il y a à cela des remèdes techniques. C'est l'accroissement des investissements, l'amélioration du matériel, la meilleure organisation et, suprême remède, l'automatisation, dont il faut bien reconnaître que, dans de nombreux secteurs, on ne la voit répondre ni aux nécessités, ni aux possibilités actuelles.

Enfin, ne négligeons pas cet important remède naturel qui s'offre de plus en plus à nous : un million d'emplois à créer d'ici 1965, 2 millions avant 1975 pour la jeunesse qui monte et qui veut sa place au travail.

Par contre, il nous faut tenir compte de cette soif de pouvoir d'achat qui apparaît un peu partout et à tous les horizons. Pour la modérer, ne conviendrait-il pas d'augmenter ce qu'on pourrait appeler « le pouvoir de satisfaction » ? La question se pose, en effet, de mesurer le progrès social dont les perspectives sont si vastes et parmi lesquelles il faut encore faire un choix ; ne pas trop s'abandonner, en somme, à cette forme sociale, un peu primaire sans doute, de la seule amélioration du pouvoir d'achat à l'état brut ; ne pas seulement donner des salaires en hausse, mais orienter la consommation vers les buts les plus essentiels dont, pour ne donner qu'un exemple frappant, on peut dire d'emblée qu'en tout premier plan figurent la multiplication et l'amélioration du logement.

Un autre point majeur du contexte prix-salaires, c'est le prix des denrées alimentaires dont la tendance haussière est nécessairement constante en raison de nos structures agricoles. Or l'alimentation intervient pour 50 p. 100 environ dans l'indice des prix.

Et ne voyons-nous pas que, malgré toutes les défenses, le prix du bifteck a continué de poursuivre sa course ascendante ? Mais ce n'est là qu'une facette. Le bifteck n'est pas tout ; c'est même une exception dans la perspective agricole, car, ici, la demande tend constamment à dépasser l'offre.

Dans l'ensemble, le problème des prix agricoles présente, en effet, un aspect inverse de celui du secteur des automobiles et des réfrigérateurs, que je citais à l'instant. Il s'agit, en agriculture, de produire moins plutôt que de produire plus dans un temps où nous n'arrivons pas à écouler nos surplus à des prix normaux. Et cela ne facilite pas l'accessibilité du but que nous nous sommes assigné : donner à nos agriculteurs la parité économique et sociale avec les salariés de l'industrie.

C'est d'ailleurs pourquoi nous avons des prix garantis et même des prix garantis en hausse, ce qui est notamment le cas de la viande.

Déjà, dans l'ensemble, les subventions directes ou indirectes à l'agriculture ont dépassé 6.400 millions de francs en 1962. Et ce n'est là, probablement, qu'un début que je ne critique d'ailleurs pas. Mais vous en connaissez les raisons : c'est une des conditions de l'expansion de notre économie qu'il faut bien regarder en face.

Si l'on examine les choses de plus près, on constate qu'il s'agit, en agriculture, d'augmenter non seulement la productivité de l'homme mais surtout celle de l'unité d'exploitation. C'est là, en effet, la politique du plus haut rendement financier humain et social et c'est pour la France la condition d'une expansion harmonieuse et continue.

En somme, il faut regrouper en priorité la multitude de nos petites exploitations dont la moitié, c'est-à-dire plus d'un million, ont des superficies de moins de dix hectares chacune avec une moyenne de 4 hectares et demi ne représentant au total que 16 p. 100 des surfaces cultivées.

Si l'on ne remédait sans tarder à cet anachronisme singulier, l'application stricte de la loi d'orientation agricole ne pourrait conduire qu'à des surcharges excessives pour le budget et tout droit dans l'impasse de l'inflation. Ou bien ce serait la nécessaire élévation progressive des prix agricoles et le résultat serait le même.

Dans ce vaste cadre, la France a une très grande chance et elle court un risque grave. Sa chance est de posséder la moitié des terres cultivables de l'ensemble des pays de la Communauté européenne. Son risque est de conserver 25 p. 100 de sa population active dans l'agriculture, alors que le pourcentage est de 19 p. 100 aux Pays-Bas, de 13,8 p. 100 en Allemagne, de 12 p. 100 en Belgique et — je le signale à titre indicatif — de 4,9 p. 100 seulement en Grande-Bretagne.

Si le transfert de nos excédents de population agricole s'opérait dans le cadre d'une poussée dynamique des industries de transformation, nous pourrions tout à la fois exporter davantage et acquérir des matières premières, et surtout l'énergie qui nous manque et nous manquera toujours davantage, conserver un large équilibre de nos échanges internationaux ; augmenter nos possibilités de consommation nationale, notamment en produits agricoles ; marcher ainsi vers cette parité économique tant réclamée à juste titre par le monde agricole et obtenir un jour, peut-être plus très lointain, le renversement de la tendance des prix à la production, grâce à l'augmentation rapide de la productivité humaine et technique dans cette branche majeure de l'économie française qu'est et que restera notre agriculture.

Citons aussi le problème de la distribution dont on parle toujours mais où les progrès se révèlent d'une lenteur qui désespère. Il est clair que la distribution recouvre un vaste champ qui, bien qu'exploré de toutes parts, reste presque partout en friche.

Comment veut-on que le coût de la distribution baisse si le nombre des emplois du commerce augmente à la même cadence que la population ? C'est le cas pour la France, comme il ressort des chiffres inscrits dans le IV^e Plan.

Ainsi le secteur du commerce est aujourd'hui le seul grand domaine de l'activité nationale où l'accroissement global de la productivité apparaît nul ou quasi nul.

Et l'on rejoint ainsi un problème analogue à celui que nous venons de décrire pour l'agriculture. Tout se tient et les remèdes — soyez-en persuadés — sont proches.

Mes chers collègues, après ces quelques traits, voyons les réalités de plus près.

Comment lutter contre l'inflation ?

A long terme, le remède le plus efficace et qui recouvre toute la perspective, c'est l'aménagement du territoire. C'est pourquoi nous nous y arrêtons tout particulièrement.

Qu'est-ce que l'aménagement du territoire ? Tout d'abord, c'est le concept généralement invoqué par tous ceux qui aspirent à voir leur village, leur cité, leur province prospérer harmonieusement dans les divers domaines, économique, social et humain, mais c'est là, il faut en convenir, une vue quelque peu utopique.

En pratique, l'aménagement du territoire offre plusieurs aspects essentiels : l'équilibre entre population et emploi, une répartition raisonnable du logement, la création et l'harmonisation de l'infrastructure — télécommunications, routes, chemins de fer, canaux, terrains d'aviation — et, dans le même cadre, l'équipement touristique et hôtelier. C'est enfin l'implantation d'usines et d'industries nouvelles là où il y en a déjà et où l'on craint la stagnation ou la récession et là aussi où il n'y en a pas encore et où l'on craint l'extension du vide.

Cependant, en raison des deux millions d'emplois à créer d'ici 1975, sans compter les transferts de main-d'œuvre à partir des activités en voie d'étiollement vers des activités nouvelles, il y aura nécessairement des mutations et des mouvements dans les industries et dans les entreprises, comme chez les personnes.

Ce qu'il s'agit de savoir, c'est si ces transformations se produiront comme par le passé, suivant la pente naturelle ou accidentelle, ou si, au contraire, la nation, prenant conscience du social comme de l'économique, voudra contrôler, corriger et diriger l'action.

Le problème n'est pas simple. Quelques exemples vous feront mieux saisir l'entreprise.

Aménager le territoire, c'est, par exemple, évaluer les conséquences du nouveau complexe sidérurgique de Dunkerque ; c'est supputer les chances ou la nécessité d'un complexe semblable à l'embouchure de la Loire, d'un autre à Marseille ; c'est définir aussi l'expansion de la sidérurgie lorraine et celle du centre de la région lyonnaise ; ou même, tout simplement, s'opposer à la création de tout nouveau complexe, l'expérience prouvant que l'expansion pourrait quelquefois se faire à moindre frais par l'extension sur place des moyens existants ; c'est placer encore dans cette perspective l'intérêt de la liaison Mer du Nord-Méditerranée.

Faudra-t-il faire descendre l'acier vers Lyon et Marseille, ou, au contraire, faire remonter vers le Nord l'acier produit à Marseille ou seulement les minerais riches de Mauritanie ou de l'Ouzenza ?

C'est enfin situer dans ce cadre l'avenir de l'industrie des plastiques et certaines de ses applications, car il serait imprudent de ne pas tenir compte des possibilités de la macromolécule et de ses dérivés qui ne cessent d'empiéter sur le domaine du métal.

Dans le secteur de l'électronique, il faut vigoureusement aller de l'avant, car nulle industrie n'est plus apte à soutenir dans les années qui viennent une cadence exceptionnelle de la création de l'emploi.

Ainsi, créer la deuxième chaîne de télévision constitue, dans les perspectives de l'expansion, un acte capital et urgent de l'aménagement du territoire.

Le Sahara, mes chers collègues, n'est plus français. Nous n'avons plus désormais à le peupler de nos rêves.

S'il conserve ses mirages et si nous gardons la nostalgie de ses immensités, il reste le théâtre des travaux prodigieux de nos pionniers dans le domaine du pétrole et du gaz naturel.

Songer à l'aménagement français, voire à l'aménagement européen sans y placer en très bon rang la carte saharienne, quelles que soient nos incertitudes, serait négliger une option fondamentale.

Ainsi le désert à ses risques et il a ses vertus et la France aussi a son désert. Elle en a même plusieurs, comme la Russie, comme les Etats-Unis ont les leurs. Cela est vrai de tous les pays.

La France a une densité moyenne de population de 78 habitants au kilomètre carré, l'Allemagne, 213, la Belgique, 297, les Pays-Bas, 365.

Ainsi, à l'intérieur de la communauté européenne, la Hollande est le pays, et de loin, le plus peuplé.

Pourtant, que voyons-nous ?

Les Pays-Bas n'ont-ils pas mis en œuvre depuis plusieurs années un certain nombre de mesures souvent plus coûteuses que celles qui sont utilisées chez nous pour créer de nouveaux emplois dans les provinces réputées stagnantes ou insuffisamment développées ?

On voit ainsi que, dans la conception du désert, il y a des degrés suivant le point de vue. Il y a, dans l'interprétation, du relatif autant que du subjectif.

Que dirions-nous, en effet, chez nous particulièrement, pour prendre un exemple, de notre département de la Lozère, avec ses 82.000 habitants et une densité moyenne de 16 personnes au kilomètre carré ?

Pratiquement, aucune industrie.

Peut-on songer, dès lors, à industrialiser la Lozère ?

Non, sans doute. Du moins dans de courts délais.

Point n'est besoin, en tout cas, de décrire tout ce qui ferait obstacle à une telle entreprise.

Devons-nous abandonner les Lozériens pour autant ?

Non plus.

Une politique de facilité confinerait ici à l'iniquité et n'engendrerait que désespoir.

C'est pourquoi la voie est claire : donner priorité à la Lozère sur tous les plans valables, développement des moyens touristiques, reforestation, restructuration agricole accélérée. Donner, en outre, à ce département sa part normale de logements neufs, implantés dans le cadre d'une revitalisation des bourgs comme du remembrement rural. Il faut aussi y créer un nombre suffisant de centres d'enseignement, surtout technique, pour permettre aux jeunes Lozériens l'épanouissement de leur personnalité, de leur jugement et de leurs capacités.

Nous avons évalué que, pour une dépense de 150 millions de francs consacrés à ces tâches que je viens d'énumérer, en dix ans, la Lozère s'acheminerait progressivement vers une sorte de paradis terrestre.

Mesdames, messieurs, nous avons pris l'exemple de la Lozère qui est particulièrement typique. Mais il y a, certes, toute la gamme des intermédiaires entre le cas de la Lozère et celui des départements les plus peuplés.

Dans chaque département, il existe des zones de concentration faisant contraste avec des zones à faible peuplement.

Chaque département a son désert et pour tous, grands ou petits, la thérapeutique est la même.

Qu'on aménage chaque espace suivant sa dimension, ses ressources propres, son relief, son climat, sa vocation.

Peupler ainsi les déserts de toutes les oasis que la nature confère

Chacun pourra y connaître les bienfaits et les commodités de la civilisation à la dimension de ses capacités et de son travail.

Il apparaît bien dès lors que le problème rural vient sans conteste en tête des impératifs de l'aménagement du territoire. Nous y reviendrons dans quelques instants à propos de la politique des prix.

Quant au logement, que j'ai déjà cité, c'est un élément fondamental du comportement humain et social.

C'est pourquoi, faire du logement, le faire en quantité suffisante, lui donner le confort de notre temps et le répartir comme il convient, c'est encore au premier chef faire de l'aménagement du territoire.

Sans entrer dans les détails, il est avéré que, pour les besoins français, c'est au minimum quatre cent mille logements par an qu'il faudrait construire, c'est-à-dire cent mille logements de plus annuellement que le chiffre atteint ces dernières années. Nul doute que cet essor nouveau se traduirait par de nombreux avantages sur le plan économique, notamment dans le domaine de l'emploi des jeunes et surtout des jeunes issus des milieux ruraux et agricoles qui devraient trouver de nombreux emplois sur place.

S'il faut, en effet, réduire considérablement la population à vocation agricole, il est nécessaire de rénover en même temps que les structures des exploitations celles de l'habitat de nos villages qu'il convient de remodeler sans tarder.

C'est là que le logement est le plus vieux, le moins adapté, le moins confortable.

Reconstruisons progressivement certaines fermes, certains de nos hameaux comme on l'a fait pour tant de nos villes après les destructions de la guerre. C'est là un impératif à la fois économique et social.

Ainsi s'opérera le nécessaire repli de nos populations rurales, non dans l'anxiété, mais dans la joie.

Mais où faut-il construire le logement ?

Faut-il construire dans les secteurs géographiques à l'économie bouillonnante ou bien construire là où apparaissent les suppléments de population ?

Nous touchons ici à une donnée de base de l'aménagement du territoire.

S'il semble souhaitable, dans la ligne de l'équité et du sentiment, de tenter de retenir sur place la plus grande partie de la jeunesse montante, il semble cependant que l'on ne peut conclure qu'à l'inéluctable accentuation du déséquilibre humain entre certaines régions privilégiées à forte densité de population et celles de faible peuplement.

Sur la ligne d'attraction, nous voyons surtout les grandes villes et, parmi elles, surtout Paris qui s'estompe tous les jours davantage dans son immense nébuleuse.

C'est ici, mesdames, messieurs, le règne du secteur tertiaire toujours plus dévorant. Il draine vers ses innombrables cellules la masse des jeunes hommes et des jeunes femmes en quête des professions les plus diverses, dans les bureaux, les commerces et les grands magasins, les administrations, les banques et les facultés.

Pour ces centres tentaculaires, tout peut aller fort bien jusqu'à un certain niveau de population ou jusqu'à un certain taux de croissance.

Au-delà, les difficultés commencent, qui peuvent être inextricables si l'on n'a pris, à temps, les mesures d'urbanisme nécessaires.

On se demande déjà si les limites n'ont pas été franchies pour une ville comme Lyon, centre de la deuxième agglomération de France dont le contexte géographique réclame sans plus attendre l'aménagement de tout l'espace allant de Villefranche à Vienne et de Bourgoin à Tarare.

On se demande aussi ce qu'il adviendra demain à une ville comme Nancy si le couronnement de la cité par des ensembles neufs n'est pas compensé par une aération de la ville ancienne. Et il ne s'agit ici que d'exemples qui peuvent être multipliés à l'envi.

Quant à la région parisienne, elle détient de loin la palme de la croissance tant rapide que désordonnée et personne ne peut nier qu'il y ait menace d'asphyxie.

C'est que, depuis la montée fulgurante de l'automobile, un nouveau facteur apparaît qui tend à devenir prépondérant : la circulation.

Jusqu'à une certaine densité, la circulation se traduit par un apport bénéfique tant pour l'économique que pour le social.

Mais, ce cap franchi, tout le mouvement est freiné et peut se bloquer.

En 1550, il n'y avait dans Paris que trois carrosses dont celui de Catherine de Médicis et celui du seigneur de Laval.

En 1594 il n'y en avait encore que huit pour une population de 400.000 âmes environ.

En 1901, l'agglomération parisienne comptait 3.765.000 habitants et pratiquement pas de véhicules automobiles.

En 1931, 5.745.000 habitants et 353.000 automobiles.

En 1962, il y avait 8.403.000 habitants et 1.931.000 véhicules.

Ainsi, dans les trente dernières années, le taux d'accroissement de la population a été de 46 p. 100 et celui des véhicules de 447 p. 100.

Et chacun de se demander : jusqu'où va-t-on monter ?

Le problème, mesdames, messieurs, est posé et il est important.

Si, comme on paraît l'admettre, Paris doit compter en l'an 2000 de 10 à 15 millions d'habitants, deux à cinq fois plus de voitures, deux à trois fois plus de voyageurs dans les transports en commun, nous devons avoir le courage de dire ici que ce problème ne sera jamais résolu ou qu'il le sera mal.

Paris est deux fois plus dense que Londres, quatre fois plus que Berlin.

Or nous constatons que la population du grand Londres et celle du grand New York n'augmentent pas, qu'aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, le nombre des habitants des plus grandes villes a diminué au cours de ces dernières années.

Aux Etats-Unis, depuis 1950, Chicago, Philadelphie, Baltimore, Detroit, Cleveland, San Francisco, Boston ont perdu des habitants. Seule Los Angeles en a gagné.

En Grande-Bretagne, sur les sept villes de plus de 400.000 habitants, seule Leeds est légèrement en progrès.

Les causes de ce recul sont nombreuses. Des quartiers entiers de taudis ont été détruits à Liverpool et à Manchester et la densité des zones reconstruites est très inférieure à celle de jadis.

Non, mesdames, messieurs, l'accroissement continu de la population de l'agglomération parisienne n'est pas inéluctable.

S'en consoler en pensant que, par son exceptionnelle envergure, Paris sera à l'échelle de l'Europe de demain n'est pas aisément concevable.

Moscou poursuit l'application d'un programme d'urbanisme grandiose. Plus près de nous et pour changer de pôle, Madrid apparaît, pour un temps encore, comme une ville bien équilibrée. Supposons qu'au lieu du fluet Manzanarès ce soit la Seine majestueuse qui traverse Madrid. Qu'on plante par la pensée sur ses rives Notre-Dame, le Louvre, les Tuileries, la Concorde, les Champs-Élysées, l'Etoile, Madrid serait une étonnante capitale.

Maia, mesdames, messieurs, qui d'entre vous a eu la bonne fortune, un samedi récent, veille de Pâques, de se promener dans Paris ?

Paris désencombrée et toute rayonnante n'avait-elle pas repris ce jour-là son visage de plus belle capitale du monde ?

Qu'apportent, en effet, à la gloire de notre grande capitale tant de quartiers à démolir et que lui apporte cette vaste banlieue qu'il faut débroussailler et qui, pour l'instant, l'enserme et tend à l'étouffer ?

Oui, certes, Paris doit rester un centre de direction d'affaires et de tourisme. On doit même largement amplifier ce rôle et d'autres encore mais il faut la décongestionner et la desserrer.

Au-delà de ces problèmes urbains, on peut dire que l'aménagement du territoire consiste encore à reprendre certaines bases de la politique des voies de communication.

Un inconvénient du réseau actuel, soit ferroviaire, soit routier, c'est sa convergence excessive sur Paris.

C'est le problème des circulations dans l'agglomération parisienne transposé cette fois à l'échelle nationale.

Nous avons maintes fois appelé l'attention sur le réseau d'autoroutes projeté qui fait une part insuffisante aux grands itinéraires transversaux. Ces itinéraires transversaux sont pourtant un impératif indiscutable pour l'équilibre économique, social et humain de la nation.

Ajouterons-nous l'intérêt de doter la France d'un réseau de voies navigables amélioré et d'un réseau aérien non centré, lui aussi, exclusivement sur Paris et desservant de plus en plus de villes moyennes ?

Les efforts à accomplir pour nos communications sont immenses mais c'est là la rançon de la civilisation de notre temps.

L'humanité, après être entrée dans l'ère industrielle a été précipitée — je dis « précipitée » — dans l'ère des circulations, celle du mouvement des hommes et des marchandises, facteur de plus en plus important de la production moderne.

La majorité de nos concitoyens pour ce qui les concerne ne semblent pourtant pas se complaire dans un mouvement de fourmilière qui va chaque jour grandissant et auquel ils participent à leurs dépens.

En tout cas, ce qui est apparent, c'est qu'il ne les intéresse pas d'aller à pied et c'est ce qui complique toute l'affaire, si bien que l'équilibre économique n'engendre pas directement l'équilibre social.

C'est pourquoi tant que n'apparaîtra pas une finalité moins exigeante à ces activités turbulentes que la réussite de la production pure, nous devons tendre nos volontés pour que, parmi tous les équilibres, ce soit cet équilibre social qui l'emporte sur tous les autres.

C'est là, nous en sommes convaincus, un moyen de choix pour combattre l'inflation et même, vous le voyez, toutes les inflations.

Mais, nous l'avons laissé entendre, il y a des moyens plus immédiats, par exemple les moyens traditionnels monétaires et fiscaux, les emprunts, les prix. M. le ministre des finances a exposé la politique du Gouvernement à ce sujet. Nous l'acceptons, bien que nous formulions certaines réserves et que l'on attendrait en vain un enthousiasme délirant.

Ces moyens, c'est certain, visent à réduire les tendances inflationnistes en abaissant le niveau général de la demande et en réduisant les tensions de suremplei.

Mais chacun sait qu'il est difficile de se tenir à la limite. On est en quelque sorte sur une lame de couteau et, en tout cas, personne aujourd'hui ne considérerait comme possible un chômage qui ne saurait pour quiconque constituer un remède acceptable.

Dès lors, l'économie se refusant de marcher d'un seul tenant, on se trouve constamment au voisinage du plein emploi et il y a, nous le savons, des industries en état de surtension qui peuvent perturber l'équilibre ou qui risquent de le faire.

Chacun a fini par apprendre les difficultés qu'il y a dans chaque entreprise à maintenir la montée des salaires à l'intérieur du taux d'augmentation de la productivité et qu'en pratique l'ensemble des salaires se met un jour ou l'autre à la remorque des entreprises dynamiques avec, pour corollaire, un entraînement des prix.

C'est pourquoi il ne semble plus possible, sans mettre notre système économique en danger, de distribuer dans l'immédiat, pour ces entreprises, le montant intégral des avantages et toutes les récompenses correspondant au bon résultat de la gestion.

Une méthode pourrait consister à limiter la distribution en numéraire de l'augmentation de salaires à un taux délibéré et convenu d'avance — supposons 3 p. 100, pour la commodité — dans un contexte de stabilité d'ensemble des prix. Pour le surplus, les salariés des industries de pointe pourraient recueillir des participations diverses, suivant des procédés à définir dans le cadre des activités propres à chaque entreprise ou dans un cadre national, ces méthodes s'inscrivant d'ailleurs dans une politique générale de meilleure distribution des revenus.

Les modalités sont nombreuses et doivent être étudiées entre Gouvernement, patronat, syndicats, et comités d'entreprises.

Ainsi jouerait le freinage à l'accroissement exagéré de la disparité des rémunérations ainsi qu'à une pression excessive de la consommation.

Participation des salariés à l'autofinancement, intéressement du personnel, familiarisation avec des formes d'épargne favorables au crédit de l'Etat et à la baisse du taux de l'intérêt, toutes mesures et tendances dont l'effet serait nettement anti-inflationniste et favoriserait en même temps une saine expansion économique.

Quant au cas de l'agriculture — j'y reviens — il nécessite une attention toute particulière, eu égard à l'importance propre de ce secteur économique.

Il paraît normal, tout d'abord, que les agriculteurs puissent atteindre, eux aussi, le même relèvement annuel de rémunérations que les salariés de l'industrie sans d'ailleurs qu'il paraisse nécessaire d'exercer un contrôle particulier à cet effet.

Cet accroissement parallèle est possible grâce à l'augmentation de la productivité moyenne prévisible dans les prochaines années et en raison des possibilités techniques actuelles.

Mais, pour atteindre la parité économique avec les salariés de l'industrie il faudrait ajouter un rattrapage que l'on pourrait également fixer à 3 p. 100 chaque année, ce qui constituerait un rattrapage global de 25 p. 100 pour les dix années à venir. Il faudra bien finalement en venir là. Or, si ce rattrapage devait se faire par les augmentations du prix des produits agricoles, ce serait à coup sûr l'écrasement de la digue anti-inflationniste que nous voulons bâtir.

C'est pourquoi ce rattrapage des rémunérations dans l'agriculture ne saurait être obtenu que par le retrait progressif d'un contingent adéquat de membres de la profession. Un calcul simple montre que, pour un rattrapage moyen de 3 p. 100, ce retrait porterait sur 125.000 agriculteurs annuellement dans les premières années.

A priori, une telle cadence ne semble pas excessive, eu égard à l'âge des exploitants agricoles, dont 44 p. 100 ont aujourd'hui plus de cinquante-cinq ans.

Encore faudrait-il que cette rétraction ne se fasse pas au hasard. Nous avons vu que plus d'un million de nos exploitations agricoles ont une superficie évaluée à 10 hectares, avec une moyenne de 4,5 hectares, et ne représentent au total que 16 p. 100 de la superficie nationale cultivée.

Il est clair dans ces conditions que, pour le rendement social maximum de l'opération, c'est surtout dans cette catégorie de petites exploitations que devrait s'exercer l'incitation au départ des vieux agriculteurs. Le rattrapage serait ainsi beaucoup plus rapide pour les moins favorisés.

Les terres cédées par ces vieux agriculteurs qui recevraient, non seulement le fruit de leur vente mais un élément de retraite complémentaire, seraient dévolues et cédées de préférence à de jeunes agriculteurs auxquels seraient proposés à cet effet des prêts à très faible intérêt et remboursables en quinze ans ou plus.

Quant aux terres faiblement productives qui seraient susceptibles d'être vouées à la forêt, elles seraient cédées comme telles pour augmenter notre potentiel de production de cellulose.

Peut-être pourrait-on objecter la dépense annuelle ou le volume des crédits nécessaires. Or, pour l'ensemble de la France, on peut admettre que, compte tenu du mouvement des remboursements, les crédits globaux ne dépasseraient jamais dix milliards de francs 1963, soit environ le quart de l'augmentation moyenne annuelle du produit national brut pendant les prochaines années et moins que le maximum atteint par le plafond des prêts du crédit foncier pour le financement des « logecons ».

Cette politique activement menée contribuerait certainement au transfert harmonieux des excédents de population agricole vers des activités beaucoup plus rentables pour la nation.

Quant à l'effet sur les prix à la production agricoles, il serait important et il orienterait ceux-ci, à terme, vers des zones où pointerait, comme je l'indiquais, le renversement des tendances, à condition toutefois aussi, je le souligne avec vigueur, qu'on ne continue pas plus longtemps de confondre, comme on le fait trop souvent, les prix agricoles à la production avec les prix alimentaires.

Voilà, mes chers collègues, rapidement évoqués, quelques moyens de lutter efficacement contre l'inflation et pour la poursuite de l'expansion.

Bien sûr, leur application ne peut se généraliser d'un seul coup. Cependant, dans ce domaine, le champ est largement et directement ouvert à l'Etat. Je fais allusion ici aux industries nationalisées, pour lesquelles des modalités de participation et d'intéressement seraient, nous en sommes convaincus, d'une élaboration et d'une application plus aisées.

Seul le cas des charbonnages se heurterait à des obstacles sérieux. Ici le problème présente des analogies avec celui de l'agriculture. Mais, dans les charbonnages, les effectifs globaux sont trente fois moins importants et les incidences financières seraient d'autant moins lourdes.

Une caractéristique, qui est un inconvénient, c'est que la productivité des charbonnages tend à croître moins vite que celle de l'agriculture.

Une autre, qui est un avantage, c'est que, normalement, la production de nos charbonnages ne peut conduire à des surplus. Au contraire, notre pays risque, plus encore que certains de nos partenaires européens, de connaître de graves difficultés dans l'avenir pour son approvisionnement énergétique.

La situation de nos charbonnages nous incite ainsi à la prudence, bien qu'il apparaisse d'ores et déjà difficile, pour des raisons techniques, de remettre en cause le principe de la réduction des programmes d'extraction.

Quant à l'évolution des prix, elle peut avoir aussi son importance. Mais elle s'inscrit dans le cadre des prix de l'énergie en général et résulte encore de la volonté d'expansion économique

des principaux détenteurs des ressources énergétiques, qui peuvent être en conséquence plus ou moins vendeurs de thermies ou de kilowatts.

Notons à ce sujet la détermination récente du gouvernement polonais, d'abord d'augmenter les prix dans une mesure très importante, ensuite de réduire de 7 millions de tonnes les exportations. Notons aussi le fait qu'en Allemagne une hausse spectaculaire du prix du fuel de chauffe s'est produite depuis quelques mois.

A côté de ces facteurs de hausse conjoncturelle, il y a des motifs techniques.

Aux Etats-Unis, sur 825 milliards de tonnes de charbon récupérable, 20 milliards de tonnes seulement sont considérées comme exploitables au prix de 1960. Or les U. S. A. comptent doubler leur production charbonnière d'ici à quinze ans, et on estime que, pour faire passer la production de 400 à 700 millions de tonnes, une hausse moyenne de prix de 36 p. 100 au départ de la mine se révélerait nécessaire.

D'autre part, pour ce qui concerne les produits pétroliers, les prix restent très aléatoires du fait de l'instabilité politique des pays producteurs et de leur appétit croissant dans la participation aux bénéfices.

Quant à l'énergie atomique, enfin, elle est toujours sous le coup d'incertitudes importantes.

On le voit, mesdames, messieurs, le problème prospectif est ardu. On peut déjà en déduire que, pour nos charbonnages, la bataille en retraite qui aura lieu devra se faire dans la stricte mesure où cette retraite sera inéluctable. C'est le moral de la troupe et des cadres qu'il faudra sauvegarder, en offrant des objectifs valables.

Une mesure impérative, en tout cas, s'impose. Dans les secteurs où les gisements, notamment en raison de leur épuisement progressif, sont voués à une fin prévisible, les pouvoirs publics doivent développer, bien avant la fermeture des mines, l'implantation d'industries de transformation dynamiques où les fils et les filles des mineurs pourront concourir dans l'espoir à la reconversion à laquelle leurs frères ou même leurs pères seront eux-mêmes appelés à participer, l'heure venue. C'est là encore, mes chers collègues, un aspect saisissant de l'aménagement du territoire.

J'arrive à la fin de mon propos. J'ai voulu montrer que, dans la lutte contre l'inflation et pour l'expansion continue, tout se ramène, jour après jour, à une politique du choix.

Mais qui doit choisir ? Dans ce domaine général de l'aménagement économique, le choix et la décision reviennent incontestablement à l'Etat, après confrontation des éléments au niveau des diverses forces économiques et sociales.

C'est dans les opérations de développement, les implantations nouvelles, les décentralisations, les localisations industrielles, la restructuration agricole et rurale, que l'Etat doit manifester sa pleine efficacité. (Applaudissements.)

A la mise en œuvre des instruments de la production, l'Etat doit, au contraire, donner une large liberté de manœuvre justifiée par la volonté commune des chefs d'entreprises privées ou nationalisées, comme des syndicats, de réaliser les plans de développement conformes aux principes et aux buts prévus par la loi.

La frontière est facile à discerner, bien que les limites de naguère ne soient plus celles d'aujourd'hui. Industries nationalisées et industries privées montrent beaucoup de points communs. Capitalisme et communisme laissent poindre des convergences parmi les divergences. L'objectif du choix n'est donc plus entre les extrêmes : la politique du kolkhoze ou celle des surplus, la nationalisation du commerce ou la toute-puissance d'intérêts médians. Initiative et discipline doivent partout être conciliées, comme l'avantage de la personne et l'avantage du groupe.

Mais pour que l'enjeu soit clair et que nos concitoyens s'y intéressent, il faut qu'ils sachent qu'il n'est plus possible désormais de construire sur le sable et que la V^e République est définitivement résolue à maintenir la monnaie. (Applaudissements sur quelques bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

C'est ainsi qu'on pourra poursuivre l'expansion, source de prospérité et de bien-être.

C'est ainsi que nous travaillerons le mieux pour les humbles, les déshérités, pour les vieux qui nous ont faits ce que nous sommes et pour les jeunes à qui nous devons non seulement l'espoir, mais la certitude des lendemains.

La V^e République nous a déjà apporté d'autres stabilités. Pour le maintien de la monnaie et des prix nous demandons au Gouvernement de redoubler d'efforts.

Nous affirmons que, dans cette perspective, il doit et peut compter sur nous. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Defferre. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Gaston Defferre. Mesdames, messieurs, nous avons entendu avant-hier un remarquable discours de M. le ministre des finances, et digne du grand talent que nous lui connaissons.

Mais nous avons noté dans ce discours des omissions et des contradictions. Or, quand on connaît l'intelligence de M. Giscard d'Estaing, on ne peut pas penser qu'il s'agit d'omissions ou de contradictions involontaires. De plus, la radiodiffusion nationale nous a fait savoir que les grands thèmes de ce discours avaient été soumis au conseil des ministres. Monsieur le Premier ministre, quelles que soient nos oppositions politiques, je vous sais trop intelligent aussi pour avoir ignoré ces omissions ou ces contradictions ; il s'agit donc d'une volonté délibérée du Gouvernement.

En ce qui concerne les omissions, M. Giscard d'Estaing nous a expliqué que la politique économique et financière formait un tout complexe, difficile, mais il a omis de nous parler d'un aspect du problème qui concerne pourtant des dépenses extrêmement importantes, les dépenses militaires, qu'elles soient de caractère atomique...

M. Louis Briot. Nucléaire.

M. Gaston Defferre. ...nucléaire si vous préférez, mon cher collègue, ou qu'il s'agisse des dépenses de l'armée conventionnelle ; il n'a pas davantage parlé des dépenses de prestige.

En ce qui concerne les contradictions, le ministre des finances a commencé son discours en disant : « Inflation, non ; récession, non ! » Et, tout au long de son exposé, il a affirmé qu'il n'y avait pas d'inflation. Et pourtant, dans le même discours, il a annoncé toute une série de mesures — emprunt, impôts, augmentations de tarifs — qui ont précisément pour objet d'arrêter l'inflation et d'éviter qu'elle ne s'aggrave. (Applaudissement sur les bancs du groupe socialiste.)

Ceux qui n'ont pas eu, comme nous, le privilège d'écouter le discours de M. Giscard d'Estaing, qui n'ont pas été sous le charme de sa parole, ne retiendront de ses propos, croyez-moi, que les mesures annoncées, c'est-à-dire les impôts, les augmentations de tarifs et l'emprunt. Il y a donc une contradiction très nette entre l'affirmation qu'il n'y a pas d'inflation et les mesures qui sont envisagées pour juguler la hausse des prix et l'inflation.

D'ailleurs — et je comprends le ministre des finances qui a le devoir d'essayer de rassurer l'opinion — son discours, qui se voulait rassurant, avait cependant un caractère très différent des discours satisfaits, optimistes et rassurants qui nous avaient été prodigués au cours des mois précédents.

Le 8 novembre 1962, en demandant aux électeurs et aux électrices de voter pour les candidats qui s'étaient prononcés en faveur du oui au référendum du 28 octobre, le général de Gaulle employait une formule qui depuis — je dois le reconnaître — a fait fortune. « Les caisses sont remplies », disait-il. Et, après avoir déclaré que le franc était plus fort qu'il ne le fut jamais, il ajoutait : « La situation de la France est maintenant bien établie au-dedans et au-dehors ».

Vous-même, monsieur le Premier ministre, devant l'Assemblée nationale, le 13 décembre 1962, le jour de la présentation de votre gouvernement, vous nous avez dit : « Il convient d'assurer le maintien de l'expansion économique. Jamais sans doute la situation n'a été plus encourageante ». Et d'ajouter : « Malgré le surcroît de charges consenti au profit des rapatriés, notre budget sera en équilibre sans impôts nouveaux, et même en maintenant les aménagements prévus de la surtaxe progressive, qui profitent essentiellement aux salariés, notamment aux salariés de la fonction publique. »

Ces aménagements, nous savons ce qu'il en est advenu puisqu'on nous a annoncé que le demi-décime serait maintenu.

En matière sociale, avez-vous dit, « le Gouvernement continuera à pratiquer à l'égard des syndicats la politique de liberté et de coopération qui est la sienne ». Nous avons vu ce qu'il en était au moment de la grève des mineurs. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Vous avez ajouté : « En matière sociale comme ailleurs, il vaut mieux prévenir que guérir ».

A dire vrai, monsieur le Premier ministre, nous n'avons pas l'impression que ce soit exactement ce que vous avez fait. (Sourires.)

Tout cela s'était traduit, dans le langage populaire, par une série de slogans qui ont été répandus dans le pays par vous-même et par vos amis : les caisses sont pleines ; l'Etat pourra donc faire face aisément à tous les besoins, ceux des fonctionnaires et ceux des employés des entreprises nationales ; l'année 1963 sera l'année sociale — on nous l'a répété à plusieurs reprises — car nous avons un gouvernement fort, respecté, obéi.

Moins de six mois après ces propos rassurants, que constatons-nous ? L'inflation et la hausse des prix sévissent. L'expansion, en 1963, n'atteint pas le niveau annoncé. L'exécution du plan est compromise. La balance commerciale, dont le Gouver-

nement faisait si grand état, est déficitaire. L'impasse budgétaire a dépassé les prévisions.

Quant à l'année sociale, elle a été caractérisée par une série de grèves, notamment par celle des mineurs qui a duré quarante-trois jours malgré l'ordre de réquisition signé par le chef de l'Etat et daté de Colombey-les-deux-Eglises — car là où est le général de Gaulle doit se trouver l'Etat français ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Le Gouvernement, qui s'annonçait fort, n'est ni obéi ni respecté. Et, à vrai dire, il n'est même pas informé. Au moment de la grève des mineurs, en effet, il a dû recourir à un comité des sages pour savoir enfin ce qui était dû aux mineurs, aux cheminots, au personnel d'Electricité et de Gaz de France.

Ainsi, après presque cinq années de stabilité politique, d'une politique financière injuste qui a pesé sur les moins fortunés, nous nous apercevons que cette triste situation est due à un fait sur lequel je reviendrai tout à l'heure, à savoir que vous avez voulu faire face tout à la fois aux dépenses écrasantes d'une force de frappe dite nationale, aux dépenses d'une armée conventionnelle et aux dépenses civiles inévitables.

La France, mesdames, messieurs, n'a pas les moyens de tout faire.

Mardi dernier, M. le ministre des finances, parlant de l'inflation, nous a dit qu'il existait un lobby de l'inflation, composé d'hommes qui semblent se cacher dans l'ombre pour tramer de noirs desseins, de complices plus ou moins conscients ou inconscients, et d'un grand nombre de victimes — ce que nous savions.

Cette définition me paraît un peu romantique et elle m'a surpris venant d'un homme pour l'intelligence duquel j'ai beaucoup d'estime et qui, par-dessus le marché, sait mieux que moi, étant donné qu'il est à la fois polytechnicien et inspecteur des finances, ce qu'il y a à faire. Cette définition du phénomène de l'inflation me paraît donc, je le répète, un peu romantique.

En vérité, les choses se présentent autrement. Si la France connaît de nouveau les affres de l'inflation, c'est parce que l'Etat dépense trop dans le domaine des investissements stériles et ne dépense pas assez dans le domaine des investissements productifs. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du rassemblement démocratique et sur quelques bancs du centre démocratique.)

Vous avez voulu votre force de frappe. Je ne sais pas si vous l'aurez, car j'ignore si vous viendrez à bout des difficultés que vous rencontrerez en chemin, et pas seulement sur le plan financier. Mais, ce que je sais, c'est qu'on fait des économies dans de nombreux domaines — je reviendrai plus en détail sur les insuffisances en matière de construction de logements et de locaux scolaires, en matière d'investissements économiques ou sociaux — mais qu'on ne fait jamais d'économies quand il s'agit des dépenses militaires, notamment de la fameuse force de frappe.

Or, mesdames, messieurs, il faut choisir. On ne peut pas tout faire, et c'est de ce choix que dépendra l'avenir de notre pays.

Vous avez, messieurs du Gouvernement, été mis en présence d'une décision prise par le chef de l'Etat. Vous avez pensé, sincèrement j'en suis convaincu, que vous ne deviez pas vous y opposer — peut-être n'avez-vous pas osé vous y opposer — mais vous n'avez pas su tirer toutes les conséquences de cette décision qui vous a été imposée par le général de Gaulle.

M. Giscard d'Estaing, il y a quelques mois, dans un discours prononcé à la tribune disait : « En matière économique, ce sont toujours les faits qui ont le dernier mot et on dirait presque qu'ils se vengent d'autant plus sévèrement qu'ils ont été plus ignorés ». Eh bien ! aujourd'hui, les faits se vengent et apportent un démenti cinglant aux déclarations optimistes que vous faisiez il y a quelques mois et qui étaient assorties à l'époque de propos méprisants, parfois même insultants, à l'égard de ceux qui se permettaient de douter de la réussite de la politique que vous aviez entreprise.

Est-il nécessaire, à ce propos, de rappeler qu'on trouve de plus en plus fréquemment dans les allocutions prononcées par le général de Gaulle des sarcasmes irrités qui, d'ailleurs, ne démontrent rien, car nous savons tous en France qu'une insulte n'est pas un argument. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

Quant à la politique de facilité, eh bien ! les faits démontrent, je m'excuse de vous le dire, que c'est précisément celle que vous avez choisie.

En matière sociale, revenons quelques instants sur cette grève des mineurs qui a duré 43 jours. Vous avez signé le décret de réquisition collective, sans doute parce que la C. G. T., au début de la grève, avait annoncé une grève de quarante-huit heures seulement. Vous avez cru que c'était la solution facile. Une signature illustre, un Etat fort, un gouvernement stable, obéi : le travail devait reprendre ; il n'a pas repris.

Vous avez rencontré alors les premières difficultés. Vous êtes venu, monsieur le Premier ministre, à la télévision. Vous avez

parlé de la menace d'inflation, cette « maladie insidieuse », avez-vous dit, dont il faut se méfier, et vous avez déclaré, confirmant ainsi des propos qui avaient été tenus antérieurement, que les pourparlers ne seraient repris que quand le travail aurait recommencé. C'est-à-dire que, ce jour-là, à la télévision, vous avez indiqué en clair, avec beaucoup d'habileté, je dois le souligner, que tant que la grève durerait les pourparlers ne recommenceraient pas.

En vérité, le Gouvernement a cédé, puisque les pourparlers ont repris avant que la grève ne soit terminée. Oh ! certes, vous avez camouflé votre retraite en utilisant le comité des sages, puis les dirigeants des entreprises nationales, mais tout le monde savait bien que c'était le Gouvernement qui prenait la décision.

Comme nous sommes maintenant loin de l'époque glorieuse où l'on pouvait dire : « Le gouvernement ne recule pas ! » (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

D'autre part, quand on regarde les chiffres, on s'aperçoit que vous avez accordé aux mineurs — mon ami M. Darchicourt apportera à ce sujet d'autres précisions — une partie de ce que vous leur aviez refusé avant la grève. On peut donc dire non seulement que vous portez la responsabilité de cette grève, mais qu'elle a coûté cher à l'économie nationale et qu'elle a coûté beaucoup de souffrances sur le plan humain.

Elle a coûté cher aussi à la popularité du général de Gaulle... (Interruptions sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. André Fanton. Ne soyez pas inquiet pour lui !

M. Gaston Defferre. ... qui, si l'on en croit les statistiques de l'Institut français d'opinion publique, est tombée à 42 p. 100 après l'erreur qui a été commise. (Exclamations sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T. — Mouvements divers.)

M. Albert Marcenet. C'est pour mieux remonter !

Plusieurs voix sur les bancs socialistes. Il a réquisitionné les mineurs !

M. André Fanton. Et les C. R. S. de Jules Moch !

M. le président. Monsieur Fanton, donnez le bon exemple. Je vous en prie, gardez votre sang-froid.

Monsieur Defferre, veuillez poursuivre votre exposé.

M. Gaston Defferre. Je le ferais volontiers, monsieur le président, si mes collègues voulaient bien m'écouter.

M. le président. Ils vous écoutent avec attention.

M. Gaston Defferre. Cette grève et la façon dont elle a pris fin ont d'ailleurs démontré que le Gouvernement, qui refuse d'engager la conversation avec les intermédiaires, surtout quand ils sont élus, n'aborde les problèmes et ne les résout que lorsqu'il se trouve en présence de manifestations de rues comme celles des paysans, il y a quelques mois, ou de grèves très importantes, comme celle des mineurs ces dernières semaines. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Cette politique de facilité est illustrée également par votre attitude à l'égard de la quatrième semaine de congés payés. Quand on a commencé à parler de cette quatrième semaine et qu'elle a été octroyée dans certaines professions, le Gouvernement s'est prononcé contre. Mais, quand elle a été étendue, le Gouvernement, tout en continuant à se prononcer contre, n'a pas osé prendre carrément parti contre son extension.

M. Achille Peretti. Mon cher collègue, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Gaston Defferre. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Peretti, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Achille Peretti. Je vous remercie, mon cher collègue, de m'autoriser à vous interrompre.

Je tiens à vous faire remarquer qu'il y a dans vos propos une certaine contradiction. Vous avez rendu responsable le Gouvernement des décisions prises par la direction des Charbonnages de France. Il faudrait alors le créditer de la décision, prise par Renault, d'accorder la quatrième semaine de congés payés. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Gaston Defferre. Je répondrai à mon collègue et ami M. Peretti — je peux employer ce mot car nous nous sommes connus dans la clandestinité — qu'il n'y a aucune contradiction dans mes propos. Il aurait été logique de la part du Gouvernement de se prononcer pour ou de se prononcer contre la quatrième semaine de congés payés. Si Renault a accordé cette quatrième semaine c'est, je pense, avec l'accord du ministre de tutelle, et par conséquent du Gouvernement. Il aurait donc fallu que le Gouvernement en autorise l'extension au lieu de chercher à la

freiner, comme il l'a fait. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Diomède Catroux. C'est d'ailleurs une semaine de quatre jours.

M. Gaston Defferre. Dans le domaine économique nous constatons, contrairement à ce qui a été dit, que nous sommes en inflation. J'ai sous les yeux un document fort intéressant : le compte rendu des opérations de la Banque de France pour l'exercice 1962. Sa lecture nous apprend qu'en deux ans la circulation monétaire a augmenté de près de 11 milliards de francs, soit près de 30 p. 100, alors que, nous dit le gouverneur de la Banque de France à la page 33 de son rapport, la production n'a pas augmenté dans les mêmes proportions pendant les trois dernières années.

À la page 34, le gouverneur de la Banque de France constate qu'en plus de cette augmentation de 11 milliards de circulation monétaire il faut tenir compte des autres moyens de paiement qui sont disponibles et qui représentent, dit-il, 40 p. 100.

Par conséquent, sur le plan monétaire, son diagnostic est formel : nous sommes en période d'inflation.

J'avoue que la publication et la lecture de ce document m'ont rajeuni. Cela m'a rappelé l'époque où d'autres gouverneurs de la Banque de France, s'adressant à d'autres gouvernements de ce que l'on appelle maintenant le régime de malheur, leur disaient : attention, il y a trop de circulation monétaire, vous allez tomber dans l'inflation.

Vous le constatez, mesdames, messieurs, la V^e République se retrouve, à bien des égards, dans des situations que vous avez pourtant vivement critiquées et que vos prédécesseurs ont connues, pour des raisons que d'ailleurs j'exposerai tout à l'heure et qui expliquent l'inflation qui a pu se produire alors.

Cette inflation sur le plan monétaire s'est répercutée sur d'autres plans, et notamment celui qui est le plus cruel pour les consommateurs, c'est-à-dire sur les prix.

L'augmentation des prix en France a battu en 1962 tous les records ; elle a été supérieure à celle qu'ont connue les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique. Le seul pays où les prix ont augmenté un peu plus qu'en France c'est l'Italie. En Belgique, ils ont augmenté de 2 p. 100 seulement, en France de 5,1 p. 100.

Quand on regarde le détail des 250 articles, on s'aperçoit qu'une des denrées dont le prix a augmenté le plus est la viande...

Sur les bancs socialistes. Suivez le bœuf !

M. Gaston Defferre. Le prix du bifteck a augmenté à Paris de mars 1962 à mars 1963 de 10,2 p. 100.

Le Gouvernement, en vérité, n'a pas fait d'effort sérieux pour empêcher les prix de monter. La France est l'une des nations de l'Europe qui a enregistré le record de la plus forte augmentation des prix.

Mais, nous a-t-on dit, si les prix ont monté, la production a augmenté elle aussi. Voyons ce qu'il en est. Il y a lieu d'abord de noter — et je ne crois pas être contredit — que la France a profité de la haute conjoncture européenne. Vous avez, messieurs du Gouvernement, bénéficié de la mise en application du Marché commun que les gaullistes de l'époque avaient pourtant combattu vigoureusement.

La production en 1962 s'est relevée surtout en fin d'année, ce qui a permis, lors des discours de novembre et de décembre, de faire état de situations qui, projetées sur l'avenir, semblaient nous promettre des années merveilleuses. Or depuis, l'expansion industrielle et la production ont ralenti.

Mais, avant de citer quelques chiffres sur ce sujet, je voudrais revenir sur un passé un peu plus ancien pour faire justice d'un certain nombre de calomnies qui ont été répandues en ce qui concerne les années qui ont précédé 1958.

De 1954 à 1958, la production industrielle a augmenté de 41,8 p. 100 ; de 1958 à 1962, elle n'a augmenté que de 24,8 p. 100. Par conséquent, grâce aux efforts qui ont été faits sous la IV^e République, l'expansion industrielle a été une réalité beaucoup plus tangible que sous la Cinquième.

Depuis le début de la présente année, l'expansion industrielle s'est ralentie et même dans certains secteurs, elle est en recul.

Si nous prenons par exemple l'industrie du bâtiment, nous constatons que le nombre de logements construits en France n'a pas cessé de diminuer depuis 1959. En 1959, on a construit 320.000 logements ; le chiffre est tombé à 306.000 seulement en 1962 et, si j'en crois la déclaration qui a été faite au journal *Le Monde* le 13 mars dernier par le président des promoteurs, les dispositions qui ont été prises sont telles qu'il est à craindre que seulement 250.000 logements soient construits en 1963.

Le retard dans le domaine des constructions scolaires est également très important. Dans celui des constructions d'auto-

routes il est considérable. Au début de 1962, il existait en France 225 kilomètres d'autoroutes. On en a construit — écoutez bien — 15 kilomètres en 1962 et l'on doit en construire 100 kilomètres en 1963. Or le plan prévoyait la construction de 800 kilomètres d'autoroutes pour une période de quatre ans.

Le rythme de la production a donc ralenti. Dans quelques mois nous constaterons certainement une véritable récession économique. Mais il est bien d'autres domaines encore pour lesquels les belles affirmations énoncées voici quelques mois se sont volatilisées, en particulier celui de la balance commerciale.

Certaines exportations ont considérablement diminué, notamment les exportations de biens d'équipement, celles de la sidérurgie — la sidérurgie traverse une crise actuellement — et celles de la métallurgie de première transformation.

Il y a quelques jours on nous disait : « La balance commerciale d'avril sera meilleure que celle de mars ». Oui, c'est exact, la couverture des exportations par rapport aux importations est un peu meilleure en avril qu'en mars. Mais, ce qu'il faut préciser c'est que si la balance commerciale française est déficitaire, ce n'est pas un simple accident, ce n'est pas un moment dans la vie économique française. Cela dure depuis cinq mois : les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars et avril ont été déficitaires, c'est-à-dire près d'une demi-année.

Cette balance commerciale dont on a tellement parlé, dont on nous a tellement dit que grâce à la V^e République elle était définitivement rétablie, nous la voyons donc à nouveau gravement compromise.

Si j'en viens maintenant au problème des salaires, je note que quelques hausses de salaires ont été accordées, mais, en quelques mois, elles se sont révélées vidées de leur contenu par la hausse des prix qui s'est manifestée depuis le début de l'année et dont la signification est par conséquent très claire : elle prouve que vous avez absorbé en quatre mois la marge que vous vous étiez réservée pour un an.

Si je me réfère aux documents qui nous avaient présenté le budget, je m'aperçois que vous aviez prévu une hausse de prix modérée étalée sur douze mois. En quatre mois la totalité de la hausse a été absorbée et d'ici la fin de l'année les hausses de prix vont se poursuivre, car les remèdes que vous proposez sont tout à fait inefficaces. L'inflation va se développer de plus en plus vite.

Certes, les majorations de salaires qui ont été accordées auraient pu, si elles avaient été supérieures à la hausse des prix, avoir un effet heureux sur l'expansion économique mais, à partir du moment où elles sont inférieures aux hausses des prix, non seulement l'expansion n'est pas soutenue, mais elle est freinée.

On peut donc dire que l'avance qui avait pu être prise au cours des années précédentes a été reperdue et qu'en 1963, il est maintenant certain que vous ne pourrez pas atteindre les objectifs que vous aviez fixés. L'année 1964 sera sans doute encore plus difficile.

Je me demande alors où vous trouverez les plus-values fiscales qui étaient si commodes pour financer la rallonge de la force de frappe par les moyens indolores de collectifs budgétaires discrets.

En vérité, le plan tel qu'il est conçu actuellement ne donne pas les moyens d'orienter le développement de l'économie française vers les priorités essentielles. Il se borne à coordonner et à harmoniser les tendances de l'économie libérale, tendances qui se portent naturellement vers la création de biens de consommation, si bien que la demande solvable, pour des biens de consommation et d'équipement, est le seul moteur possible de l'expansion spontanée de notre économie ; quand cette demande plafonne, l'économie, l'expansion ralentissent.

La preuve est donc faite que ce type de planification a cessé d'être efficace.

Vous devriez, si vous voulez, pour l'avenir, agir avec efficacité, comprendre que la production à des fins sociales doit prendre le pas sur la production à des fins privées. L'intérêt général doit l'emporter sur les intérêts privés.

Le plan devrait aussi présenter un caractère plus démocratique. La représentation des différents intérêts lors de la préparation du plan est assez surprenante. Elle comprend 40,7 p. 100 de chefs d'entreprise et de syndicalistes patronaux, 47 p. 100 de fonctionnaires et d'experts, 7,9 p. 100 de syndicalistes ouvriers et de cadres, 3,4 p. 100 d'agriculteurs et 1 p. 100 de syndicalistes paysans.

De plus, si vous voulez que le plan ait un caractère démocratique, il doit être soumis au Conseil économique et social et au Parlement avant d'être établi définitivement. Il faut que le Parlement dispose du droit d'amendement et non pas que le plan lui soit soumis comme un traité international qu'il ne peut qu'adopter ou rejeter en bloc, ce qui a été le cas lors de la

discussion du dernier plan. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

M. André Fanton. Sous la IV^e République on ne soumettait rien de tout au Parlement !

M. le président. Monsieur Fanton, vous n'avez pas la parole !

M. Gaston Defferre. Monsieur Fanton, je peux vous répondre très aisément !

M. le président. Monsieur Defferre, je vous prie de ne pas le faire.

M. Gaston Defferre. Monsieur le président, permettez-moi de répondre à M. Fanton.

M. le président. Si vous le voulez, mais je ne voudrais pas que s'instaure un dialogue.

M. Gaston Defferre. M. Fanton a été particulièrement sage aujourd'hui puisque c'est la première fois qu'il m'interrompt. (Rires sur de nombreux bancs.)

M. le président. C'est très bien !

M. Gaston Defferre. Je peux lui répondre que la IV^e République a eu le très grand mérite d'inventer le plan...

M. Georges Pompidou, Premier ministre. C'est inexact. Il a été institué par le général de Gaulle.

M. Louis Vailon, rapporteur général. En effet.

M. André Fanton. En 1945 !

M. Gaston Defferre. Au fur et à mesure que les plans ont été présentés, ils ont été perfectionnés.

Je ne pense pas, monsieur Fanton, que vous demandiez maintenant d'en revenir au type du premier plan que nous avons connu, le devoir de chacun étant de perfectionner l'instrument créé et de le démocratiser. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

M. Henri Duviollard. C'est ce qui se fait !

M. André Fanton. Mais c'est nous qui le faisons et pas vous. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. L'incident est clos. Poursuivez votre exposé, monsieur Defferre.

M. Gaston Defferre. Vous m'excuserez, mes chers collègues, de faire trois remarques à propos des remèdes qui nous sont présentés par le Gouvernement.

Je constate d'abord que ces remèdes, qui nous sont présentés pour arrêter l'inflation et la hausse des prix, n'ont pas le mérite de la nouveauté. La V^e République nous offre des moyens que l'on pourrait qualifier, pour employer une terminologie chère à certains de nos collègues, de « remèdes de jadis » car, l'emprunt, les hausses de tarifs, les aménagements fiscaux, termes employés pour cacher pudiquement les augmentations d'impôts, ont été bien souvent utilisés dans le passé. La V^e République ne me paraît pas faire preuve de beaucoup plus d'imagination que ses devancières dans ce domaine.

En deuxième lieu, ces remèdes sont frappés du caractère de la facilité, je vais le démontrer.

Ils seront, enfin, sans aucune efficacité, pour une raison bien simple : au lieu de s'en prendre aux causes de l'inflation, ils s'attachent à ses effets et à ses conséquences. C'est, je crois, le principal reproche que l'on peut leur faire. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

L'inflation continuera, et ce que je dis là n'est pas une affirmation de caractère personnel.

Le ministre des finances a cité l'autre jour l'opinion de deux personnalités sur l'inflation et il l'a fait avec beaucoup d'humour et d'ironie. Certains d'entre nous ont cru reconnaître, à travers ses citations, quelques noms. Je ne crois pas me tromper, et je voudrais, à mon tour, citer deux passages dont je révélerai, cette fois, les auteurs.

Le premier est M. Rueff. M. Rueff est un économiste libéral ; il est même présenté comme le type de l'économiste libéral classique. Or, il a dit, parlant de l'inflation, des augmentations de salaires et des prix : « Les augmentations de salaires depuis 1958 ont suivi mais non précédé la montée des prix ».

Cette affirmation a été confirmée par un autre homme, qui n'a rien de socialiste, M. Gingembre, président des petites et moyennes entreprises qui a dit : « Le blocage des prix pas plus que le blocage des salaires ne peuvent constituer un remède parce que l'évolution des uns et des autres est la conséquence et non la cause de l'inflation ».

Je voudrais, avant d'insister sur cet aspect de la question, attirer votre attention sur ses conséquences.

L'inflation continuera à exercer ses ravages, les prix continueront de monter; la course entre les prix et les salaires s'accroîtra; les travailleurs, les vieux, ceux qui ont des revenus fixes, qui ne possèdent pas de capital, seront, comme toujours, les premières et les plus grandes victimes.

Or, aucune réforme sociale, aucune réforme économique, aucune politique de grandeur ne peut se fonder sur l'inflation. Dites-vous même, messieurs du Gouvernement, qu'aucune popularité ne peut résister à l'inflation.

Cependant, une des thèses officielles consiste à soutenir que si l'inflation existe, c'est parce que la masse des salaires a trop augmenté par rapport à la production. L'augmentation de salaires serait donc génératrice de l'inflation! Vous avez constaté que M. Rueff et M. Gingembre démentent cette affirmation que les faits contredisent également.

La réalité, c'est qu'en 1963 la cause essentielle de l'inflation est l'excès de dépenses de l'Etat dans certains domaines. Il est absolument évident que la France, en voulant tout à la fois faire face à un minimum de besoins d'investissements économiques et sociaux, aux dépenses ruineuses de la force de frappe nucléaire, d'une armée conventionnelle et aux dépenses de prestige, vit au-dessus de ses moyens et que le véritable lobby de l'inflation dont on a parlé est l'Etat, le Gouvernement qui, en dépensant trop, crée l'inflation. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Ce n'est pas la consommation privée qu'il faut réduire, c'est la consommation publique. Sinon, vous irez de crise monétaire en crise monétaire et de crise sociale en crise sociale. (Interruptions sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.).

C'est dans le secteur productif qu'il faut investir davantage et dans le secteur stérile qu'il faut dépenser moins. Or c'est le contraire que vous faites, et cette situation sera aggravée par les remèdes que vous proposez, qui ont pour objectif d'essayer de diminuer la consommation des salariés.

Il est pourtant clair que, dans la course entre les salaires et les prix, ce sont les prix qu'il faut arrêter les premiers. Si vous ne le faites pas, vous apprendrez bien vite à en supporter les conséquences, car vous irez de crise sociale en crise sociale.

Je sais — un collègue le remarquait tout à l'heure — qu'on peut nous répondre qu'il y a eu aussi de l'inflation avant 1958.

M. André Fanton. C'est le moins qu'on puisse dire!

M. Gaston Defferre. Comme le groupe socialiste a l'habitude d'aborder les problèmes de front et de ne pas chercher à éluder les responsabilités qui peuvent être les siennes, je vais m'expliquer sur ce point.

Oui, il y a eu de l'inflation avant 1958. Quelles en ont été les causes? C'est cela qui est intéressant à rechercher.

Au lendemain de la Libération, les gouvernements qui ont assumé la responsabilité de conduire la France ont décidé de poursuivre la reconstruction de notre pays dans les plus courts délais. Celle-ci a été achevée et financée en moins de dix ans, alors que tous les économistes et tous les financiers savent que cette charge aurait dû être supportée par plusieurs générations.

M. le rapporteur général. Et l'Allemagne?

M. Gaston Defferre. L'Allemagne, mon cher collègue, n'a pas du tout financé sa reconstruction comme nous. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur de nombreux bancs du rassemblement démocratique et du centre démocratique.)

Puisque vous posez la question, je vous réponds qu'en Allemagne il n'y a pas eu de dommages de guerre comme en France! (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Une des causes de l'inflation française, c'est que l'Etat a accepté de payer les dommages de guerre à 100 p. 100. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Cette inflation fut, dans une certaine mesure — je me permets de le dire — une inflation saine (Rires et exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.), parce que ce fut une inflation productive.

M. André Fanton. C'est merveilleux!

M. Gaston Defferre. Elle a permis, en effet, de relancer l'économie française et d'éviter que ne se poursuivent trop longtemps les misères et les destructions de la guerre. (Très bien! très bien! sur les bancs du groupe socialiste.)

M. André Fanton. Il n'y a pas un Français qui puisse entendre ce langage sans rire!

M. Gaston Defferre. Monsieur Fanton, vous avez été assez calme jusqu'à maintenant. Je vous demande de continuer à l'être. Sinon, je serais obligé de vous dire des choses désa-

gréables, ce qui conduirait sans doute M. le président à me rappeler à l'ordre.

M. le président. Nous sommes toute ouïe, monsieur Defferre!

M. Gaston Defferre. M. Fanton s'est fait une spécialité d'interrompre de son banc, alors que la tribune lui est ouverte comme à nous tous.

M. Albert Marcenet. Que M. Defferre change de propos tout de suite!

M. Gaston Defferre. Mon cher collègue, je comprends que mes propos ne vous plaisent pas. Si je n'avais pas été interrompu, je ne les aurais pas tenus.

M. Albert Marcenet. Vous n'avez pas à prendre position ainsi contre un collègue.

M. Gaston Defferre. Quand la reconstruction fut achevée, notre pays dut faire face aux guerres coloniales, notamment à la guerre d'Indochine et à la guerre d'Algérie.

Quitte à vous surprendre, mes chers collègues de la majorité, je vous dirai que, nous socialistes, nous reconnaissons au chef de l'Etat le mérite d'avoir su mettre fin, dans des conditions qui auraient pu être meilleures, à la guerre d'Algérie.

M. Gabriel de Poulpique. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait quand vous siégiez au Gouvernement?

M. Gaston Defferre. Mais, au lendemain de la signature de la paix en Algérie, alors que des économies importantes pouvaient être réalisées sur des dépenses improductives, nous avons eu la tristesse de constater que les dépenses militaires augmentaient, au point que vous allez perdre sur le plan économique, messieurs de la majorité et du Gouvernement, le bénéfice de la fin de la guerre d'Algérie. (Mouvements divers sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.).

L'Etat, par ses excès de dépenses, a déclenché le processus inflationniste. Une des causes principales, je l'ai dit, c'est la force de frappe et, pour être sûr de ne pas commettre d'erreur dans l'évaluation de son coût, je me suis référé à un document que, je pense, vous ne contesterez pas, un article de M. Joël Le Theule, député U. N. R., qui a paru dans le numéro 47 de la revue *France-Forum*.

Dans cet article, M. Le Theule évalue la première partie de la force de frappe, c'est-à-dire le prix des avions et de la bombe à dix milliards de francs. La deuxième partie, c'est-à-dire le prix de la plate-forme dont on ne sait d'ailleurs pas encore ce qu'elle sera, à 15 milliards de francs.

M. René Sanson. Etalés sur combien de temps?

M. Gaston Defferre. Jusqu'en 1970, mon cher collègue.

Une marge d'approximation de 30 à 40 p. 100 porte le total à 40 milliards de francs.

Or ces dépenses, cette source d'inflation n'ont pour contrepartie aucune amélioration, aucun enrichissement de la nation. Ce sont des dépenses improductives. Mieux, l'augmentation des commandes militaires dans les secteurs industriels — et vous le savez mieux que moi, mon cher rapporteur général, qui paraissez protester — où se trouvent les fournisseurs de la force de frappe, ne fait qu'accélérer le processus inflationniste.

Si cette politique est poursuivie, il est facile d'annoncer sans être deviné que l'inflation s'aggravera, que la hausse des prix se poursuivra, que le Gouvernement demandera ou imposera s'il le peut de nouveaux sacrifices aux travailleurs, aux classes moyennes, à tous ceux qui ont des revenus fixes.

M. Diomède Cotroux. Me permettez vous de vous interrompre?

M. Gaston Defferre. Je vous demande de me laisser terminer mon exposé, mon cher collègue. Vous pourrez intervenir immédiatement après.

M. André Fanton. Pendant cinq ans M. Leenhardt nous a tenu le même langage.

M. Gaston Defferre. Alors, mesdames, messieurs, le choix est clair.

Où le Gouvernement continuera à imposer à la nation des dépenses excessives et improductives pour l'armement nucléaire et pour les dépenses de prestige et, dans ce cas, l'inflation ira en s'aggravant. Vous serez amenés sans doute, après avoir ruiné l'économie française...

M. le Premier ministre. N'exagérez pas!

M. Gaston Defferre. ... à renoncer, comme l'ont fait d'autres pays, à construire votre force de frappe. Mais entre-temps, les Français auront subi les conséquences de cette politique.

Où vous changerez de politique, ce qui suppose non seulement un changement de politique financière et économique,

mais aussi un changement de politique étrangère, de politique européenne, de politique de défense nationale.

M. André Fanton. Le pays a répondu !

M. Gaston Defferre. Vous ne cherchez plus à vivre au-dessus de vos moyens et vous emploierez les crédits dont vous disposez à des investissements productifs économiques et sociaux.

Notre pays pourra s'engager alors de façon durable dans la voie du progrès, de l'expansion dans la stabilité. La France deviendra une nation forte, prospère, respectée, dans laquelle pourront régner la justice et la paix sociale.

M. Robert Colmejean. Vous retardez d'un discours électoral !

M. Gaston Defferre. La politique de facilité consiste à ne pas faire ce choix, à tenter de mener de front toutes les tâches en poursuivant un rêve de grandeur et en fermant les yeux sur la réalité.

Je reconnais, monsieur le Premier ministre, que pour vous peut-être plus que pour tout autre, ce choix est cruel, dramatique même ; mais il doit être fait car ce qui est en cause, c'est tout l'avenir de notre pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste, du rassemblement démocratique et quelques bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Abelin. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. Pierre Abelin. Quel plaisir de vous retrouver, monsieur le Premier ministre, après plusieurs semaines pendant lesquelles vous avez eu à affronter de très sérieuses difficultés, sans nous.

A vrai dire, vous ne recherchez guère notre société. (Sourires.) Mais la plus haute autorité de l'Etat a, si j'ai bien lu les journaux, décidé de nous convier à dire, au cours d'un débat public important, ce que nous pensons de la politique du Gouvernement.

Au mois de décembre — je suis de l'avis de M. Defferre — nos considérations et nos réserves n'avaient pas été parfaitement accueillies et, cependant, ce n'est pas parce que nous occupons la Montagne alors que le plus grand nombre siège dans les vallées du pouvoir que nous avons l'intention de formuler des critiques injustes ou systématiques (Sourires sur les bancs du centre démocratique et sur plusieurs bancs.)

D'ailleurs, monsieur le Premier ministre, nos propos étant très faiblement enregistrés par la télévision française conservent un caractère semi-confidentiel, ce qui nous donne encore une plus grande liberté d'expression. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

Que de changements survenus depuis Noël et cette déclaration ministérielle du gouvernement Pompidou, le quatrième de la V^e République, dans laquelle étaient énoncés tous les bienfaits que le Gouvernement apporterait à la nation ! Depuis lors, cette œuvre doctrinale a été complétée par certains penseurs officiels.

Je citerai d'abord M. Albin Chalandon qui, de longue date, a des titres à occuper le ministère des finances, et puis notre rapporteur général, M. Vallon, que je m'excuse de mettre en cause en son absence. Mais j'ai appris, alors que le débat venait de s'engager ici, que la radiodiffusion, pour une fois, organisait un débat contradictoire entre le rapporteur général du budget qui n'est donc pas à son banc, et un membre éminent de l'opposition qui n'a précédé à cette tribune.

Nous nous félicitons que ce débat ait lieu mais nous regrettons tout de même l'absence du ministre des finances qui est à Bruxelles, celle de M. le rapporteur général qui, lui, s'exprime devant le petit écran.

Ont été également formulées un certain nombre de recommandations très généreuses par M. le ministre du travail, M. Gilbert Grandval, et par le président Michel Debré lui-même.

Nous verrons tout à l'heure ce que sont devenus ces projets si intéressants dans leur principe.

Le premier grand thème économique du Gouvernement était, M. Defferre l'a déjà souligné, l'expansion dans la stabilité. D'une formule brillante à un slogan, il y a la distance qui sépare l'échec du succès. Nous n'en sommes pas encore au slogan mais il faut bien reconnaître, monsieur le Premier ministre, que nous en approchons à grands pas.

A vrai dire, on pourrait croire que j'exagère, mais n'est-ce pas M. Giscard d'Estaing lui-même qui, dans son intervention d'hier, nous disait que l'opinion avait l'impression tout intuitive de retrouver l'ensemble trop connu des années qui ont suivi la guerre, à savoir : déficit, impôts et inflation ?

Je ne vois pas en quoi le public français fait preuve d'intuition ; il constate tout simplement ce qui est.

M. Giscard d'Estaing précise qu'en 1958, l'une des années les plus difficiles que nous ayons eu à surmonter, le franc était déprécié, par rapport à sa valeur légale, d'environ 20 p. 100.

Mais, depuis le 1^{er} janvier 1959, nous avons connu une hausse de prix de 19 p. 100 et on ne peut pas dire que cette hausse constitue une donnée seulement psychologique. Il s'agit bien d'une dévaluation interne de notre unité monétaire.

Nous estimons donc — et sur ce point je ne serai pas d'accord avec M. le ministre des finances — que le public a fait preuve, pendant ces années-ci, d'une très grande discipline en raison des impératifs de la guerre d'Algérie et, si nos concitoyens réagissent au fait, aujourd'hui, il convient, semble-t-il, de ne pas les en blâmer trop facilement.

En termes économiques, après l'expansion dans la stabilité, nous en sommes à la deuxième étape, c'est-à-dire à une expansion en recul.

Si je suis bien informé, les services de la statistique de la France évaluent ce recul pour 1963 par rapport à 1962, à 15 p. 100 au moins.

D'autre part, nous constatons une pression inflationniste qui n'est pas nouvelle mais qui s'affirme.

La troisième étape pourrait être, si nous n'y prenons pas garde, l'inflation sans expansion. Il ne s'agit pas là d'une boutade ; c'est M. le ministre des finances lui-même qui nous en prévient puisqu'il précise aussi dans sa déclaration, avec une certaine solennité, que « nous devons tout mettre en œuvre pour assurer le sauvetage de l'expansion ».

Voyez-vous, plusieurs conditions étaient nécessaires pour obtenir l'expansion dans la stabilité. C'est, tout d'abord, une monnaie qui inspire une confiance durable. Sur ce point, monsieur le Premier ministre, le nécessaire a été fait et nous avons déjà dit ici que la dévaluation de 1958 a été une opération monétaire bien réussie. Il fallait aussi financer les investissements nécessaires par des procédures qui ne soient pas inflationnistes. Il convenait enfin de pratiquer une politique de prix très serrée dans les secteurs où l'équipement et la productivité le permettaient.

Or, il faut bien reconnaître, et sans aucune méchanceté, que les circuits qui devraient permettre le financement des investissements et tout particulièrement des investissements privés, n'ont pu être établis.

Lorsque vous vous plaignez de liquidités monétaires trop importantes ou d'épargne liquide en quantité démesurée, cela vient dans une très large mesure — et vous le savez — du fait que les circuits n'ont pas permis, en dépit de la majesté de la V^e République et du caractère de pérennité du Gouvernement (Sourires), de créer ce climat de confiance ou en tout cas cette croyance à l'investissement productif qui est indispensable.

Quant aux prix, après M. Gaston Defferre, je n'insiste pas puisqu'il eût fallu une fois encore que, dans les secteurs où cela était possible, une politique sévère et précise des prix fût instaurée. C'était nécessaire aussi pour que ce phénomène des ciseaux entre prix agricoles qu'il fallait redresser à la production et prix industriels ne soit pas plus préoccupant maintenant qu'il l'était il y a trois ou quatre ans.

Enfin, il fallait réaliser une formation professionnelle massive et je n'aurai pas la cruauté d'insister sur ce point. Chacun sait que pour des raisons qui tiennent à des traditions administratives et à tout autre chose, la formation professionnelle n'a pu être assurée comme il eût été très souhaitable.

Alors, où en sommes-nous ? Je ne veux pas reprendre les résultats qu'a cités M. Gaston Defferre. Il est évident que le progrès de l'équipement industriel en France a été très insuffisant par rapport à ce qu'il a été, par exemple, en Allemagne fédérale où ce progrès, de 1958 à 1961, si on en croit le rapport de la commission économique pour l'Europe, a été de 45 p. 100.

En France, pendant les trois années qui ont suivi la dévaluation de 1958, il n'a atteint que 17 p. 100. L'investissement privé, d'après l'institut de la statistique, sera en recul de 5 à 7 p. 100 de 1962 à 1963.

L'investissement public est encore insuffisant. Prenons l'exemple de l'éducation nationale : à la fin de 1963, sauf dans le cas où des crédits nouveaux et importants seront présentés au Parlement, le plan ne sera exécuté qu'à 42,5 p. 100 alors qu'il devrait l'être à 50 p. 100.

Enfin chacun sait que les masses monétaires budgétaires croissent beaucoup plus vite que les productions et les salaires et que les salaires réels, au cours de l'année écoulée, ont monté davantage en Allemagne et en Italie qu'en France.

Le déficit commercial ? Il a réapparu ! Je ne vais pas non plus faire de longs commentaires sur ce point.

Ce qui nous frappe davantage, c'est l'incertitude générale qui est due pour une part importante au Gouvernement lui-même.

Lors de la première présentation du budget de 1963 à la commission des finances, M. Giscard d'Estaing a répondu à une question qui lui était posée par l'un de nos éminents collègues, M. André Burlot.

Le ministre des finances — et je cite le compte rendu de la commission des finances — a déclaré: « La longévité ministérielle, si elle a l'inconvénient de l'usure... » — excusez-moi, monsieur le Premier ministre — (Sourires) « ... à néanmoins l'avantage de permettre un engagement portant sur une certaine durée. Il serait singulier que si pendant quatre ans nous nous sommes efforcés de ne créer aucune ressource fiscale nouvelle nous renvoyions à un collectif en 1963 les impôts nouveaux.

« La charge fiscale française est actuellement lourde et l'effort de l'Etat et des autres collectivités doit tendre à une réduction de cette charge qui ne peut pas être massive — ce serait un leurre — mais qui peut aller dans le sens de la réduction des charges supportées par la collectivité nationale. Nous n'avons aucune arrière-pensée de créer des ressources fiscales dans le collectif de 1963 ».

Le ministre ajoutait — c'est toujours le même d'ailleurs et je m'en félicite: « Je demande à M. Burlot de nous juger sur les preuves que nous avons données dans le passé ». (Rires et applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialistes et communiste.)

M. Georges Pompidou, Premier ministre. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Pierre Abelin. Je vous en prie.

M. le Premier ministre. Je comprends très bien, monsieur Abelin, étant donné le rôle que vous avez joué sous la IV^e République, que vous appeliez longévité ministérielle une durée d'un an mais vous me permettez d'être d'un autre avis. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Pierre Abelin. Nous savons, monsieur le Premier ministre, que les gouvernements de la V^e République, bien que leur composition soit souvent modifiée et leur existence assez fréquemment mise en cause dans un certain nombre de cercles parfois très élevés, parfois moins élevés (Sourires), sont plus durables que ceux de la IV^e et je tiens une fois encore à vous en donner acte en vous souhaitant beaucoup de prospérité pour l'avenir. (Rires.)

Vous me permettez de faire remarquer, car je ne fais que des constatations, que nous en sommes à l'année des trois collectifs. Il ne s'agit pas de trois gouvernements, mais de trois collectifs.

Le premier nous est annoncé et je ne vais pas sur ce point faire des commentaires, nous aurons l'occasion d'en parler à nouveau sans doute. Le deuxième comprendra quelques crédits complémentaires qui concerneront l'équipement mais aussi et sans doute beaucoup de revalorisations de crédits parce que, si je suis bien informé, le seul ministre de l'éducation nationale demande — et c'est naturel en raison de la hausse des prix — une revalorisation de ses crédits d'équipement qui n'est pas inférieure à 10 p. 100.

Enfin le troisième collectif portera sans doute — mais là nous en sommes réduits à des suppositions — sur une augmentation plus ou moins importante des crédits militaires. M. le ministre des finances, et M. Defferre l'a déjà souligné, n'a pas insisté sur ce point.

Comment voulez-vous que l'expansion se poursuive dans ce climat d'incertitude ? Comment de nombreuses entreprises, à moins qu'elles ne pratiquent la fuite en avant, pourraient-elles prendre de nouveaux risques alors que d'abord elles ne peuvent emprunter à long terme — ce fait est bien connu — qu'ensuite elles ne peuvent recourir le plus souvent aux crédits à moyen terme, qu'enfin la pression fiscale risque de s'accroître en dépit des déclarations faites à la commission des finances, à vrai dire à une autre époque mais par les mêmes hommes, et que des mesures de blocage assez sévères ou brutales peuvent être instaurées d'un moment à l'autre ? C'est le cas, en particulier, des industries textiles.

Enfin, puisque nous en sommes au cinquième mois de l'exercice, je vous pose cette question, monsieur le Premier ministre : Ne pouvons-nous vraiment avoir une connaissance des prévisions du Gouvernement et de ses projets pour l'année entière ? Est-ce que la méthode des « petits paquets » constitue vraiment la grande politique que vous avez énoncée dans votre déclaration ministérielle ?

Je suis persuadé que si vous pouviez me répondre tout de suite, avec la compétence qui est la vôtre et à laquelle nous rendons hommage, et aussi, certainement, avec cet esprit critique que vous avez acquis à l'école normale supérieure, vous me diriez clairement qu'il serait bien plus avantageux de faire des prévisions, non pas à long terme, mais au moins pour l'année, que de procéder par ces engagements successifs avec le Parlement ou l'habileté tient une place trop grande. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

Dans la même perspective, l'année sociale a disparu. A vrai dire, cette année sociale dont a parlé M. Defferre, elle était surtout contingente (Rires sur les bancs du centre démocratique) et elle n'a pas beaucoup dépassé la période comprise entre un référendum qui a eu beaucoup de succès (Rires sur les mêmes bancs) et les récentes élections législatives. Mais enfin nous ne sommes plus maintenant dans l'année sociale. C'est un fait.

Et pourtant — car je tiens à faire les constatations favorables qui s'imposent — vous avez augmenté le budget social de la nation et, en quatre ans, celui-ci a certainement gagné en volume. Mais vous savez aussi que, compte tenu des pressions inflationnistes, nous ne sommes pas, en réalité, en année sociale, nous connaissons seulement une année de rattrapage. Cela a été le cas pour les mineurs, cela a été le cas pour les producteurs de lait. Ce sera bientôt le cas pour les infirmes, les vieillards et les rentiers viagers.

A tous ceux qui croyaient au miracle et qui maintenant sont tentés de crier à l'imposture — et parmi eux je range un certain nombre de membres de la majorité, qui ne sont pas très nombreux aujourd'hui sur ces bancs (Rires sur de nombreux bancs) — mais qui sont en tout cas de fortes personnalités (Nouveaux rires) — je donnerai quelques consolations.

M. André Fanton. Je vous fais observer que je suis là ! De quoi vous plaignez-vous ?

M. Pierre Abelin. Quand vous parlerez, monsieur Fanton, ils seront tous présents.

Tout d'abord on n'entendra plus répéter que les caisses de l'Etat sont bien remplies. Je ne développe pas ce point. Un autre orateur en a déjà parlé avant moi.

Ensuite on ne dira plus, j'imagine — M. Giscard d'Estaing ne l'a d'ailleurs pas fait — que cette hausse des prix, cette inflation, tient à notre seul succès et à l'excédent de notre balance des comptes. Sur ce point il ne faut pas exagérer car je pourrais donner des chiffres.

On ne dira pas non plus — du moins je l'espère — que cette pression inflationniste vient essentiellement des rapatriés. Dans ce domaine, M. le ministre des finances et des affaires économiques a peut-être légèrement forcé sa pensée quand il a fait état de la consommation supplémentaire des rapatriés, comme d'une sorte d'élément important de l'inflation actuelle. Franchement, je ne pense pas que dans l'ensemble le sort des rapatriés soit enviable, ni même tellement déterminant dans l'évolution actuelle.

M. Diomède Catroux. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Abelin ?

M. Pierre Abelin. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Catroux, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Diomède Catroux. D'après M. Abelin, le ministre des finances aurait dit que les 750.000 rapatriés d'Algérie ont été une cause inflationniste en France. (Murmures sur les bancs du groupe socialiste), en raison de leurs achats de biens de consommation.

Personnellement j'estime — et sans doute la majorité voudra-t-elle me suivre — que la stabilité monétaire est illustrée par le fait qu'en un an la France a pu accueillir fraternellement 750.000 des nôtres en leur permettant de trouver de nouveaux emplois et que la majorité comme l'opposition s'associe à cette tâche nationale. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Pierre Abelin. Mon cher collègue, je vous donne bien volontiers acte de tout ce que vous voulez. La fraternité a été très grande, mais la générosité l'a été un peu moins.

Dans ces conditions, je ne pense pas — et je me réfère à ce qu'a dit M. le ministre des finances — que la consommation des rapatriés soit un des éléments importants de la situation inflationniste ou en voie d'inflation que nous constatons présentement.

En vérité, mesdames, messieurs, nous sommes convaincus — et mon propos ne s'adresse pas à M. Catroux mais à M. le Premier ministre — que le Gouvernement est maintenant en position de défensive. L'heure n'est plus, semble-t-il, aux grands projets. Nous n'avons pas entendu M. Giscard d'Estaing évoquer des questions telles que le développement de la politique européenne ou celle de la politique des revenus ou encore l'annonce d'un plan social qui cependant était désiré et même fort raisonnablement par nous.

Nous n'avons pas entendu dire par M. le ministre des finances que le programme de constructions s'élèverait à 350.000 ou 400.000 logements par an, comme cela était annoncé par des personnalités officielles il y a encore si peu de temps.

Nous n'avons pas entendu déclarer que le chiffre annuel des kilomètres d'autoroutes à construire serait porté à 250 ou 300 au lieu des modestes 175 actuels. L'hydraulique agricole elle-même a un peu disparu dans les sables.

Vous allez nous entretenir, monsieur le Premier ministre, de politique concertée, de contrats ; vous allez nous parler — vous voyez, je m'efforce de deviner ce que vous allez dire, ce qui prouve que je m'y intéresse beaucoup (*Sourires*) — de contrats, de quasi-contrats. Une fois de plus, la politique économique et sociale va dériver vers les questions institutionnelles.

Nous savons que vous utiliserez de telles formules, monsieur le Premier ministre, mais pour séduisantes qu'elles soient elles ne peuvent pas — vous le savez — masquer certaines réalités.

Après la fin des opérations en Algérie, vous étiez placé en face de grandes échéances, notamment l'échéance sociale, déjà citée, celle de la jeunesse, celle de l'adaptation à un marché européen et mondial élargi. Il eût fallu, d'une part, renseigner l'opinion, d'une façon peut-être plus objective et plus complète sur les très grands préjudices et sur les retards dans notre développement qu'avaient causés quatre années supplémentaires de guerre en Algérie, après l'euphorie du mois de mai 1958.

D'autre part, il eût été indispensable de nous entendre dans une atmosphère de confiance avec nos partenaires de la Communauté économique européenne et ne pas compromettre un mécanisme combien délicat. Il eût fallu tendre à une action européenne de défense comprenant la Grande-Bretagne.

C'est tout le contraire qui a été fait, chacun le sait ici.

Vous qui parlez si souvent d'espérance, monsieur le Premier ministre, qu'offrez-vous à la jeunesse, sinon l'image d'une France fière sans doute, mais isolée et incomprise, dont les charges s'accroîtront d'année en année et dont les ambitions verbales masqueront de moins en moins les occasions perdues. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

Nous ne mettons pas en cause votre bonne volonté. Nous savons que, comme vos collègues du Gouvernement, vous êtes des hommes désireux de bien faire et tous ceux qui sont ici, s'ils n'emploient pas les mêmes méthodes, ont pour partie des objectifs communs. Le vôtre est certainement de bien servir la France. Je souhaite que, quelle que soit la chaleur de nos propos, vous n'ayez pas le sentiment que ce qui est dit contre la politique gouvernementale, les déclarations qui sont faites pour vous mettre en garde constituent forcément un acte d'hostilité attentatoire à l'Etat, à la souveraineté du peuple...

M. André Ferton. La souveraineté du peuple ! Le peuple a parlé.

M. Pierre Abelin. ... et aux intérêts bien compris du pays.

Notre bonne volonté est aussi grande que la vôtre. Nous aimerions pouvoir vous suivre plus souvent et vous croire bien davantage. Il faut admettre que les destins sont ainsi faits que nos routes s'éloignent le plus souvent, beaucoup plus souvent qu'elle ne se rapprochent. Nous le regrettons.

C'est dans ces conditions qu'au nom de mes amis du centre démocratique je vous dis de la façon la plus nette que nous n'approuvons pas présentement votre politique économique, sociale et financière. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Waldeck Rochet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Waldeck Rochet. Mesdames, messieurs, en abordant ce débat nous ferons une première constatation : c'est que le langage tenu aujourd'hui par les hommes du pouvoir n'est plus le même que celui d'hier.

Chacun a encore en mémoire les proclamations prometteuses faites lors du dernier référendum et des élections. De Gaulle déclarait :

« Nous n'avons jamais connu pareille prospérité. Les caisses sont pleines. »

« Nous mettrons en œuvre une politique hardiment sociale », surenchérisait le secrétaire général de l'U. N. R.

Enfin, lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier, le général de Gaulle parlait de « transformer la condition de l'homme en rendant de plus en plus accessibles tous les biens matériels et spirituels auxquels chacun aspire ».

Mais, depuis la grève des mineurs et le développement des luttes revendicatives de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires et les quatre semaines de congés payés, le ton a changé.

Aujourd'hui, on demande aux Français de ne pas se laisser aller à la facilité et le Gouvernement, reconnaissant le danger de l'inflation, qui s'exprime dans les hausses de prix, décide d'augmenter les tarifs de chemins de fer et d'électricité et lance un emprunt pour remplir les caisses qui se seraient dé garnies.

Afin de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé de céder de l'autre, le Gouvernement voudrait accrédi ter l'opinion selon laquelle le danger de l'inflation tirerait sa source des modestes augmentations de salaires que les travailleurs ont imposées par leurs luttes. Mais, ce faisant, il trompe le pays, car il n'ignore pas que ce sont les prix qui restent en avance sur les salaires et non l'inverse, de telle sorte que les salariés sont les victimes et non les bénéficiaires de la politique gouvernementale.

Il en est d'ailleurs de même de la masse des petits et des moyens exploitants agricoles qui font les frais du décalage entre prix industriels et prix agricoles et reçoivent 37 francs anciens pour un litre de lait vendu 70 francs au consommateur parisien.

Pour accrédi ter l'opinion d'une expansion et d'une prospérité générales qui seraient profitables aussi bien aux travailleurs qu'aux capitalistes, M. Giscard d'Estaing a confondu hier, volontairement, les notions d'augmentation de la production et d'élevation du niveau de vie. Or, il ne peut ignorer qu'il s'agit de deux notions absolument différentes. En effet, l'expérience montre que la production peut augmenter sans que le niveau de vie des travailleurs s'élève. C'est précisément ce qui se produit sous le règne des monopoles capitalistes et du pouvoir gaulliste.

Par exemple, d'après les chiffres mêmes du Gouvernement, la production intérieure française a augmenté de 67 p. 100 en dix ans. Mais chacun sait que le pouvoir d'achat des salaires, qui est un des éléments importants du niveau de vie, n'a pas suivi la même évolution. Sans doute, par leur lutte, les salariés ont-ils obtenu des majorations de salaires ; mais, depuis 1958, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 32 p. 100, celui des transports de 40 p. 100 à 50 p. 100, les loyers et les charges locatives de 73 p. 100.

Il s'ensuit que, malgré l'augmentation des salaires nominaux, le pouvoir d'achat actuel des salaires n'a même pas retrouvé son niveau de 1957.

De plus, on ne peut ignorer le fait que, pour subvenir à leurs besoins, de très nombreux travailleurs sont obligés de faire quarante-huit, cinquante et cinquante-cinq heures par semaine, ce qui nous ramène à trente ans en arrière. De tous les grands pays la France est, en effet, celui où la semaine de travail est la plus longue.

C'est pour toutes ces raisons que M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé de poser la question essentielle, celle de savoir pourquoi l'augmentation de la production obtenue avant tout par l'intensification du travail ne s'accompagne pas d'un relèvement correspondant des salaires et d'une réduction du temps de travail.

M. Giscard d'Estaing n'a pas posé la question parce qu'il sait bien que la seule réponse valable est celle-ci : les travailleurs ne bénéficient pas de l'augmentation de la production et de la productivité parce qu'une partie toujours plus considérable du revenu national, c'est-à-dire du produit du travail, est accaparée par les grandes sociétés capitalistes sous forme de superprofits et par l'Etat pour ses dépenses improductives croissantes, essentiellement pour les crédits militaires et la force de frappe atomique.

De tout ce que nous venons de dire, il ressort qu'il est possible de relever les salaires sans augmenter les prix, mais à la double condition de réduire, d'une part les profits exorbitants des grandes sociétés capitalistes, d'autre part les multiples taxes fiscales qui grèvent les prix et sont prélevées pour couvrir les dépenses improductives.

C'est ce que nous n'avons cessé de réclamer. Mais nous sommes obligés de constater que le pouvoir gaulliste fait exactement le contraire. Toute sa politique tend à accroître les profits et les dépenses militaires au détriment du niveau de vie des travailleurs.

Jamais les profits des grands trusts n'ont été aussi élevés que depuis l'avènement du pouvoir gaulliste. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que les bénéfices avoués au bilan des 500 premières sociétés sont passés de 135 milliards d'anciens francs en 1958 à 204 milliards en 1961, soit une progression de 51,4 p. 100. Et encore, à ces bénéfices avoués s'ajoutent ceux qui sont camouflés aux chapitres des réserves, des provisions et des amortissements.

Quant aux dépenses militaires, que la fin de la guerre d'Algérie aurait dû réduire, elles dépassent officiellement le chiffre record de 2.000 milliards d'anciens francs, car la force de frappe atomique exige des sommes toujours plus considérables.

A ce sujet, le journal financier *La Vie française* du 12 juillet 1962 a indiqué qu'à elle seule l'usine atomique de Pierrelatte coûtera 350 milliards d'anciens francs, auxquels il faut ajouter 100 milliards pour les essais et la mise en service.

Ce sont évidemment les masses travailleuses qui sont finalement appelées à régler la note, tandis que les grands monopoles de l'industrie et de la banque tirent des profits énormes d'une telle politique. C'est le cas, en particulier, des grands trusts industriels et des banques qui sont directement inté-

ressés à la réalisation de l'armement atomique et aux commandes de l'Etat. On sait que parmi ceux-ci se trouvent notamment les trusts Pêchiney, Ugine, Saint-Gobain, Schneider, Râteau, Air Liquide, Kuhlman, Thomson-Houston, Hispano-Suiza, Babcock, Dassault, ainsi que la banque de Paris et des Pays-Bas et le groupe Rotschild.

Il faut préciser que les bénéfices de ces trusts sont d'autant plus considérables que l'Etat les favorise aussi du point de vue fiscal car, sous le pouvoir gaulliste, le budget de l'Etat est avant tout l'instrument destiné à faire payer les travailleurs et à dégrever et subventionner les sociétés capitalistes sous différentes formes. C'est ainsi que l'analyse des recettes fiscales montre que le montant des impôts indirects, c'est-à-dire des taxes qui font la vie chère, est évalué par la loi de finances à 4.900 milliards d'anciens francs pour 1963, soit 69 p. 100 du total des recettes fiscales de l'Etat. Encore faut-il ajouter que, sur les 1.800 milliards d'impôts directs, plus de 60 p. 100 proviennent des impôts sur le revenu frappant les salaires et les traitements, ce qui veut dire que les sociétés capitalistes et les privilégiés de la fortune ne paient presque rien.

Mais, mesdames, messieurs, à qui ferait-on croire que l'intérêt du pays exige que le niveau de vie des travailleurs soit ainsi sacrifié aux privilèges des monopoles et à la préparation à la guerre atomique? Nous pensons, au contraire, que les richesses nationales devraient être soustraites à l'emprise de ces trusts. A cet effet, le groupe communiste a déposé plusieurs propositions de loi qui visent à la nationalisation des grands monopoles de l'industrie, des banques d'affaires et des compagnies d'assurances.

En matière de politique économique et sociale, nous considérons, en effet, que l'augmentation de la production résultant des progrès techniques et de l'accroissement de la productivité du travail, doit permettre de promouvoir le progrès social, c'est-à-dire de relever le niveau de vie de toute la population et de développer l'économie nationale sur des bases saines. C'est pourquoi, lors de la dernière session parlementaire, le groupe communiste a déposé trois propositions de loi qui tendent : premièrement, à généraliser les quatre semaines de congés payés et les cinq semaines pour les jeunes; deuxièmement, à revenir aux quarante heures par semaine sans diminution de salaire; troisièmement, à avancer l'âge de la retraite à soixante ans et à cinquante-cinq ans pour les femmes; quatrièmement, à garantir aux personnes âgées un minimum de ressources égal à 60 p. 100 du salaire minimum interprofessionnel garanti, soit environ 20.000 anciens francs par mois et par personne, grâce à l'institution d'un prélèvement sur les plus-values boursières des sociétés.

La situation des vieux est, en effet, particulièrement pénible, puisque plus de deux millions d'entre eux doivent vivre avec des allocations d'un montant d'environ 350 anciens francs par jour. C'est pourquoi nous eussions aimé que M. le ministre des finances nous donnât des explications plus concrètes sur une éventuelle majoration des allocations de vieillesse.

Nous croyons aussi que les conditions actuelles de la production exigent que les travailleurs puissent s'organiser à l'intérieur même des entreprises pour défendre leurs droits, exercer pleinement la liberté syndicale, améliorer leurs œuvres sociales. Dans cette intention, nous avons déposé des propositions de loi relatives à l'extension des droits des comités d'entreprise et à la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

Toutes ces réformes figurent dans les programmes des centrales syndicales, mais elles rencontrent l'hostilité du Gouvernement.

C'est pourquoi les travailleurs, qui n'acceptent pas que leur niveau de vie soit sacrifié aux monopoles et à la force de frappe atomique, n'attendront pas passivement les décisions du Gouvernement, mais renforceront leur lutte dans l'unité, afin de faire aboutir leurs revendications et les réformes qui s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Mesdames, messieurs, après avoir évoqué les réformes fiscales, j'insisterai sur deux autres grands problèmes qui attendent également une solution que, jusqu'à maintenant, le Gouvernement s'est révélé incapable d'apporter : le logement et l'éducation nationale.

En ce qui concerne le logement, nous sommes en présence d'un véritable drame national car, dans les grandes agglomérations, telles que celles de la région parisienne, des centaines de milliers de mal-logés ont formulé des demandes de logement en H. L. M. depuis des années et perdent l'espoir d'obtenir un jour satisfaction.

On a calculé que, pour résoudre la crise du logement en France, il faudrait construire cinq cent mille logements par an pendant vingt ans.

Or le nombre des nouveaux logements de toutes sortes terminés en 1962 n'a été officiellement que de 306.000 et pour

les logements H. L. M. à usage locatif le rythme de la construction a baissé de 20 p. 100 depuis 1959. En effet, la construction d'H. L. M. est passée de 82.000 logements en 1959 à 67.000 en 1962 et les mises en chantier pour 1963 ne sont que de 59.000 seulement.

Nous en sommes là parce que le Gouvernement refuse les crédits nécessaires aux offices publics d'H. L. M. afin de favoriser les sociétés immobilières privées qui construisent des logements pour les louer à des prix inabornables pour la majorité des familles ouvrières, alors qu'il faudrait au contraire, comme nous n'avons cessé de le réclamer, dégager des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt beaucoup plus importants pour construire chaque année 200.000 logements H. L. M. à loyers abordables.

En ce qui concerne l'éducation nationale, la situation n'est guère plus brillante. Le Gouvernement prétend qu'il fait un effort considérable. En réalité, par rapport aux besoins qui grandissent d'année en année en raison de l'augmentation du nombre des élèves et de la prolongation de la scolarité, le retard n'a fait que s'aggraver.

Les effectifs scolaires ont été évalués à la rentrée de 1962 à 8.800.000 élèves pour l'ensemble du pays. Or, pour faire face aux besoins en matière de personnel, de constructions scolaires et d'équipement, il faudrait que le budget de l'éducation nationale soit près du double de ce qu'il est actuellement.

Que ce soit dans les classes maternelles et élémentaires, dans l'enseignement du second degré, dans l'enseignement technique ou encore dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, c'est partout la même pénurie de maîtres et de locaux, avec des classes surchargées.

Sur les 15.000 candidats à l'entrée en classe de seconde des lycées de l'académie de Paris, 6.000 ont été refusés en 1962 faute de place et, en même temps, plus de 2.200 postes n'ont pas été pourvus de professeurs titulaires dans l'enseignement secondaire.

Toujours pour l'enseignement du second degré, 53 lycées auraient dû être construits dans la région parisienne depuis quinze ans, mais sept seulement étaient terminés à la fin de 1962 et, en 1963, on n'en construira que quatre.

Enfin, dans de nombreux cas, c'est le décret du 29 novembre dernier qui aggrave les difficultés de construction des lycées en mettant à la charge des communes une part importante des frais de construction qui incombent jusqu'ici normalement à l'Etat.

Pour ne citer qu'un exemple, celui du lycée d'Aubervilliers dans ma circonscription, je précise qu'en application de ce décret on demande 350 millions d'anciens francs de participation au budget communal, soit, avec l'achat des terrains, plus de 600 millions d'anciens francs, ce qui représente évidemment une charge insupportable pour la commune.

C'est pourquoi nous demandons instamment que les frais de construction des lycées soient pris en charge par l'Etat.

Quant à la recherche scientifique, nous rappelons simplement que, le 25 avril dernier, les personnels intéressés et les étudiants ont fait grève pour réclamer l'augmentation des crédits d'équipement et des traitements.

Dans son dernier congrès, la fédération de l'éducation nationale réclamait à nouveau une véritable réforme de l'enseignement comportant notamment :

Premièrement, des crédits suffisants pour la construction et l'équipement des locaux scolaires et universitaires, ainsi que le recrutement massif de maîtres qualifiés à tous les niveaux et le reclassement prioritaire de la fonction enseignante ;

Deuxièmement, la gratuité effective de l'enseignement à tous les degrés, ce qui suppose, avec la gratuité des fournitures, l'institution de véritables bourses et d'allocations d'étude ;

Troisièmement, le rétablissement de la laïcité de l'école.

Ces demandes, qui tendent à assurer l'avenir de la jeunesse française et celui de la nation tout entière ont notre soutien le plus total.

Enfin, je ne voudrais pas terminer sans rappeler que le budget du ministère de la santé publique ne représente qu'un peu plus de 2 p. 100 des dépenses budgétaires totales alors que notre pays manque d'hôpitaux et de personnel hospitalier.

Je sais bien que, pour tenter de justifier la politique antisociale poursuivie par son gouvernement dans tous les domaines, le général de Gaulle, dans son allocution radiotélévisée a dit : « Les sous et les crédits que l'on réclame de toutes parts ne peuvent être alloués que si nous les possédons ».

En réalité, le pouvoir qui prélève des sommes considérables sous forme d'impôts, dispose de grands moyens financiers, mais il refuse néanmoins les crédits nécessaires à l'école, au logement, à la santé publique, à l'agriculture parce qu'il consacre en priorité les ressources qu'il possède au financement de la force de frappe atomique.

Il est vrai que cette force de frappe est présentée comme l'instrument de l'indépendance et de la grandeur françaises et

le général n'a pas craint de traiter « d'attardés et d'écervelés » tous ceux qui n'admettent pas la nécessité pour un pays comme le nôtre d'accumuler à chaque époque de son histoire les armes les plus modernes afin de « faire face ».

Mais cette tentative de justifier la course aux armements atomiques ne saurait nous empêcher de considérer que la force de frappe atomique est une entreprise aussi dangereuse pour la sécurité française et pour la paix que ruineuse pour le pays.

En effet, loin de garantir la sécurité française, elle ne peut qu'accroître le danger de guerre thermonucléaire en favorisant la prolifération des armes atomiques dans le monde et, en cas de conflit, en attirant sur la France des représailles qui signifieraient son anéantissement.

Pour garantir la paix nous pensons qu'il faut, au contraire, lutter pour supprimer les bombes atomiques qui existent et non en accumuler de nouvelles. C'est d'ailleurs une exigence exprimée avec force par les milieux les plus divers, y compris le chef de l'église.

En tous cas, en ce qui nous concerne, notre choix est fait. Nous sommes contre les attardés dangereux qui favorisent la course aux armements atomiques et avec tous ceux qui veulent la paix, car c'est en s'engageant dans cette voie et en réalisant l'union de toutes les forces démocratiques du pays que nous pourrions faire triompher une véritable politique de progrès social et assurer réellement la prospérité et la grandeur françaises. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Briot. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Louis Briot. Mesdames, messieurs, hier, dans son remarquable exposé, M. le ministre des finances a déclaré : « Les hausses sur les prix résultent des décisions destinées soit à augmenter le revenu agricole, soit à rétablir l'équilibre dans les entreprises publiques ».

Le revenu agricole, mes chers collègues, est fondamentalement déficitaire et, de plus, cette année, il était conjoncturel.

En ce qui concerne les entreprises publiques, elles courent après les salaires des entreprises privées, et je n'irai pas jusqu'à dire qu'elles ne se suffisent pas à elles-mêmes. C'est une simple constatation.

Et nous assistons à un paradoxe. L'hiver fut rigoureux et entraîna incontestablement une hausse sur les prix alimentaires, sur les produits alimentaires verts surtout qui venaient de l'importation. Et cela provoqua, pour les ouvriers, un épuisement de ressources puisque ces produits étaient très chers, et pour cause.

Par ailleurs, pour des raisons inverses, les agriculteurs frappés l'année dernière par la période sèche, que tout le monde a connue, frappés cette année par un hiver très rigoureux, avaient très peu de produits à mettre sur le marché. Et le Gouvernement intervient donc, d'une part, pour remédier aux méfaits de la hausse qui n'est pas son fait, qui est la conséquence d'un fait patent et, d'autre part, pour soutenir les agriculteurs qui sont les victimes précisément des raisons qui provoquent la hausse sur les marchés alimentaires.

Ainsi, lorsque le ministre des finances disait qu'il y avait un fait psychologique, incontestablement ce fait existe bien. Et lorsqu'il ajoutait qu'il y avait en France une psychose d'inflation, il avait raison ; et peut-être certains la souhaitaient-ils.

D'autre part, en cette année 1963, c'est-à-dire dix-huit ans après l'année 1945, nous avons 10 millions d'habitants supplémentaires. Nous sommes devenus un pays très largement exportateur et, si nous connaissons un marasme agricole, il est dû à différentes raisons.

Nous sommes bien obligés de constater que beaucoup d'entreprises ne veulent pas apporter tellement de réformes à leurs structures et à leurs habitudes pour affronter les marchés extérieurs.

Il faut que la France soit bâtie pour exporter ; en effet, quelles que soient les méthodes que l'on puisse inventer, les systèmes que l'on puisse créer, les réalisations que l'on voit fleurir un peu partout et qui sont d'ordre dirigiste ou autres ne suffiront pas à apporter à l'agriculture un revenu valable.

Vous comprendrez aisément qu'un pays qui, depuis quatre ans, a des excédents en permanence, doit trouver forcément des débouchés et si le Gouvernement actuel se bat comme un forcené — nous pouvons le dire — ce qui lui vaut parfois l'opprobre, soit au marché commun, soit ailleurs, c'est tout simplement parce qu'il est dans l'obligation de conquérir des marchés extérieurs, faute de quoi l'agriculture française serait asphyxiée. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Nous sentons bien que ce pays, en matière agricole, est en pleine expansion ; mais, s'il est en pleine expansion, encore

lui faut-il conquérir les marchés extérieurs. Vous voyez bien là l'origine de la grande querelle, qu'il s'agisse de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun ou de la loi de commerce américaine dite « trade expansion act ».

Cela résulte tout simplement de ce que la concurrence sur les marchés extérieurs des produits agricoles devient de plus en plus sévère. C'est pour quoi, à mon avis, la première chose à organiser sur notre territoire, c'est une structure qui puisse faire face aux marchés extérieurs dont nous pouvons dire qu'ils deviennent la vocation de la France. Il nous faut donc faire des produits élaborés, des produits du type exportation.

Cela m'amène à dire que tous les gouvernements — celui-ci comme ceux qui pourront lui succéder — sont condamnés à se battre sur les marchés extérieurs pour conquérir la place qui nous est due en matière agricole.

D'ailleurs il y a longtemps déjà qu'ils le sont ; et les gouvernements qui ont précédé celui-ci lorsque, par exemple, ils ont signé le traité de Rome, n'ont pas déterminé une politique agricole puisqu'ils ont déclaré qu'elle devait être élaborée dans les deux années qui suivraient. C'est donc que déjà des difficultés apparaissaient. Le texte du traité de Rome prévoyait qu'une politique agricole devrait être mise sur pied deux ans après, et nous ne pensions pas alors que celle-ci serait contrebalancée par l'influence de l'Angleterre et par celle des Etats-Unis, car nous pensions à l'Europe des Six puisque l'Angleterre ne voulait pas à l'époque entrer dans le Marché commun. Elle avait fait mieux encore : elle avait inventé la zone de libre-échange pour le combatre.

Lorsque nous avons discuté au sein du Marché commun des règlements pour l'Europe, nous avons bien senti la difficulté de les faire admettre à nos cinq associés.

Nous nous sommes bien rendu compte qu'il a fallu — l'histoire le prouve — que le ministre de l'agriculture de notre pays se batte puisque l'on a dû arriver au 14 janvier 1962 pour que, par une espèce de forcing, le ministre de l'agriculture français impose à ses collègues la décision, c'est-à-dire l'acceptation, sous peine de ne pas passer à la seconde étape, des règlements en cause.

Alors, nous constatons que personne ne croyait au Marché commun, les Anglais les premiers. Mais lorsqu'ils ont senti venir la réussite, ils ont demandé leur adhésion. La Norvège l'a demandée également, ainsi que la Suède. Tout le monde frappait à la porte du Marché commun... peut-être pour mieux l'étouffer.

Nous avons vu, au Parlement britannique, M. Mac Millan intervenir pour presser ses collègues de demander l'adhésion de la Grande-Bretagne. Il a été chargé d'explorer, de négocier, d'examiner. Et le chef de la délégation britannique, lord Heath disait : « Nous sommes chargés de négocier », alors qu'il n'en avait pas le mandat. Déjà commençait l'équivoque.

Finalement, après plus de quinze mois de négociations, où en étions-nous arrivés ? On avait échoué sur les approches du traité. On avait échoué dans les négociations sur les principes. On avait échoué dans les négociations sur les produits et l'on sentait que tout se diluait sous certaines pressions et que certains de nos partenaires déjà mollissaient.

Durant le même temps — cela se passait le 11 octobre 1962 — le congrès des Etats-Unis donnait au président Kennedy, dans la « loi de commerce », le pouvoir de négocier à des conditions telles que si, par malheur, la France avait voulu imposer les mêmes elle n'aurait pas manqué de s'attirer l'opprobre du monde.

Alors, si vous le voulez bien, mes chers collègues, examinons les raisons de l'échec de Bruxelles.

L'agriculture française tout entière approuve la politique agricole du Gouvernement ; elle est unanime à suivre et applaudir le Gouvernement à ce sujet et je n'exagère rien ce disant parce que l'agriculture sent bien que, pour elle, là est la condition de sa survie, de son expansion et de son épanouissement sur les marchés extérieurs.

Que nous proposait l'Angleterre ?

L'Angleterre demandait son entrée dans le Marché commun. Bien sûr. Et elle acceptait tout. Mais, à peine avait-elle accepté qu'elle imposait des préalables. Elle demandait l'entrée du Commonwealth, le maintien des privilèges de sa propre agriculture et elle défendait les Etats de la zone de libre échange. Autrement dit, elle était la représentante de la moitié de l'univers. Elle demandait son entrée dans le Marché commun alors que, en réalité, les négociations le prouvent, elle souhaitait plutôt que ce soit le Marché commun qui entre en Angleterre. Elle soutenait l'agriculture anglaise, soit, mais là une précision s'impose pour éclairer le débat.

En effet, il y a une dizaine d'années, l'Angleterre organisait son marché pour faire face à ce grand ensemble économique que représentent le Royaume-Uni et le Commonwealth, c'est-à-dire qu'elle aidait son agriculture par des conventions pour l'achat

des produits qui lui étaient nécessaires. Mieux encore, elle garantit à ses producteurs un prix et la différence entre le prix des produits mis sur le marché et le prix des produits taxés, elle la combla par des subventions. Il s'agissait là de quelques centaines de milliards par an d'anciens francs. C'est ce qu'on appelle les *deficiency payments*.

En réalité, tous les consommateurs anglais bénéficiaient d'un privilège de prix qui faisait qu'avec des salaires moindres les ouvriers anglais, tous les consommateurs anglais avaient un pouvoir d'achat égal exactement à celui des ouvriers français payés beaucoup plus cher, car les produits alimentaires étaient à des prix plus élevés. Cela permettait à l'Angleterre d'avoir des prix de revient industriels largement inférieurs aux prix industriels des pays européens, de sorte qu'il s'agissait là, messieurs, d'une concurrence déloyale qu'il fallait absolument endiguer. Et la rupture des négociations avec l'Angleterre a représenté le plus grand service qui fût jamais rendu à la fois à l'agriculture française et à l'économie tout entière car il est possible que nous eussions vu passer dans les six Etats de l'Europe du Marché commun les 800.000 chômeurs anglais, le déficit de la trésorerie anglaise et nous aurions été inondés de produits agricoles. Cela aurait provoqué, ce qui n'aurait pas manqué de se produire, de véritables jacqueries. En effet, si des produits agricoles importés s'étaient présentés sur le marché à un prix deux fois moins élevé que ceux qui y sont actuellement pratiqués, je n'ai pas besoin de dire quels sont ceux qui auraient pu réagir. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

Et ceux qui s'élèvent aujourd'hui contre la rupture des accords de Bruxelles se gardent bien de justifier auprès de leurs électeurs agricoles les véritables raisons qui font que le chef du Gouvernement français a pris cette décision. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Nous avons eu également des réactions des autres Etats et nous les avons vus, comme par hasard, se retirer tels des papillons qui s'en vont lorsque la lumière s'éteint. Nous les avons vus s'écarter au moment où l'Angleterre manifestait qu'elle n'avait plus les moyens de discuter pour entrer dans ce Marché commun.

Je constate également qu'au terme de treize mois de discussions se soldant par un échec l'Angleterre n'a pu se mettre d'accord avec ses interlocuteurs du Marché commun, alors que, lorsqu'il est allé aux Bahamas, Macmillan, en l'espace de quarante-huit heures, a donné son assentiment aux Etats-Unis.

Il existait donc une certaine relation entre les deux négociations et il semble bien que, lorsque les Américains ont accordé au président Kennedy de tels pouvoirs, ils pensaient que l'Angleterre jouerait au sein du Marché commun le rôle du cheval de Troie.

D'ailleurs, mesdames, messieurs, si la loi d'expansion du commerce des Etats-Unis, dont je rappellerai les caractéristiques essentielles, avait été présentée par notre pays, elle aurait, je n'ai pas besoin de le souligner, provoqué dans le monde une véritable colère.

Cette loi est rédigée de telle manière qu'elle donne aux Etats-Unis des avantages invraisemblables sur le plan de la protection de leurs agriculteurs et qu'elle impose, ou du moins cherche à imposer, sur le marché mondial, des méthodes et une manière de voir qui constituent une tentative de diktat.

Je comprends cette attitude, car les Etats-Unis connaissent, comme l'Angleterre, de grands ennuis.

Si notre pays verse par voie budgétaire, pour l'aide à son agriculture — pour la commodité, je m'exprimerai en anciens francs — 600 ou 700 milliards, l'agriculture, en Angleterre, bénéficie de près de 2.000 milliards.

Et, mesdames, messieurs, s'agissant d'un des impératifs de la politique américaine — il faut tout de même le dire, puisqu'on a parlé tout à l'heure des recherches spatiales, et je voudrais que vous reteniez et méditez ces chiffres — savez-vous que les Américains dépensent plus pour le soutien des prix agricoles que pour les recherches spatiales ?

Voici quelques chiffres du prochain budget américain : le soutien des prix agricoles, en 1963, s'élèvera à 5.256 millions de dollars, alors que les dépenses pour les recherches spatiales ne s'élèvent qu'à 4.367 millions de dollars. C'est dire qu'aux Etats-Unis le soutien de la politique agricole est supérieur en valeur aux sommes consacrées à la recherche spatiale.

Ne soyez donc pas étonnés que les Etats-Unis soient intervenus aussi durement dans la présentation de la loi relative à l'expansion du commerce. Ils ont d'ailleurs indiqué dans cette loi des impératifs qui sont, à mon sens, irrecevables pour un Européen.

D'ailleurs, à ce sujet, comme je suis intervenu à Strasbourg pour défendre les intérêts de notre pays et pour expliquer les

raisons de la rupture de Bruxelles, j'ai reçu une lettre dans laquelle des Américains me disent : « Nous voulons absolument maintenir le volume de nos exportations vers l'Europe et surtout les accroître car nous estimons que votre agriculture n'est pas compétitive ».

C'est peut-être un point de vue, mais vous remarquerez que je jetterai — et beaucoup d'autres le feront avec moi — un regard plus intéressé sur l'agriculture de mon pays que sur l'agriculture des autres, car sa structure est loin d'être la même. En effet, les Américains exportent bon an mal an vers les six Etats d'Europe pour 1.700 millions de dollars de produits. Ils veulent en augmenter le volume. Mais, dans la mesure où ils en augmenteront le volume, notre économie pourra périlchier. Si vous voulez bien me suivre dans mon exposé, je vous indiquerai ce que cette loi comporte.

Les Américains se basent sur le volume d'activité mondiale. Puis ils disent : « Nous excluons immédiatement le commerce avec les pays de l'Est ; nous excluons immédiatement le commerce entre les six pays de la Communauté économique européenne ; nous ne retenons que le volume de commerce des Etats du Commonwealth et des Etats-Unis, ce qui représente 80 p. 100 du commerce mondial. »

Je les comprends très bien.

Mais ils disent encore : « Nous voulons la réduction des droits de douane. »

Ils oublient de dire que, dans le même temps, ils ont, eux, des droits de douane qui vont jusqu'à 60 p. 100 et même 70 p. 100, alors que nos propres droits n'atteignent que 10 p. 100 à 20 p. 100. Si les droits de douane étaient respectivement baissés de 10 p. 100, la différence subsisterait et les Américains seraient toujours les plus favorisés.

Mieux encore. Comme la Yougoslavie et la Pologne font partie du bloc de l'Est, que les Américains récusent, ils viennent de déposer un amendement à la loi, parce que la Yougoslavie s'est élevée contre cette méthode et qu'elle veut être incluse dans les avantages que peuvent donner les Américains.

Bien plus, les Etats-Unis par l'aide qu'ils accordent aux pays insuffisamment développés, leur ont fait cadeau de céréales et, qui plus est, leur en ont fait cadeau à un prix mondial qui est en réalité un prix de dumping, ce qui leur a permis d'« élaborer » des volailles et de produire de la viande qui sont aussi vendues sur les marchés étrangers, ce qui oblige les Américains à élever les droits de douane pour se protéger contre eux, c'est-à-dire pour empêcher l'entrée sur leur territoire, à des prix dérisoires, de produits élaborés avec des céréales dont ils avaient fait cadeau.

Vous reconnaîtrez avec moi que la situation est pour le moins curieuse.

Et si je m'élève contre ces méthodes, c'est tout simplement parce que, dans le même temps que nos collègues du Marché commun accusaient la France de ne pas vouloir respecter le traité, ils évaluaient des taxes compensatoires aux frontières de leur pays, à l'intérieur du Marché, commun, pour anéantir précisément les mesures que l'on prenait collectivement.

Il en est résulté que l'Italie a demandé l'autre jour, dans le projet présenté à la commission pour le rapprochement des prix, que l'on maintienne l'orge au prix le plus bas d'Europe, c'est-à-dire 26 francs le quintal, pour ne pas gêner ses producteurs, car l'Italie importe des poulets et de la viande bovine de Yougoslavie et de Pologne pour avoir des prix alimentaires bon marché, ce qui lui permet d'avoir une production industrielle à des prix plus bas et de faire de la concurrence dans notre propre pays.

Alors vous reconnaîtrez, mesdames, messieurs que l'on ne peut s'étonner que le Gouvernement français élève une protestation sur une situation qui est la conséquence d'un état de fait et que mes collègues du groupe U. N. R. - U. D. T. m'ont demandé de venir ce soir défendre à la tribune.

J'ajoute que j'ai trouvé curieux que, dans les pouvoirs spéciaux, à l'alinéa c, pour les produits tropicaux, les Américains déclarent : Nous ne voulons pas compter les produits tropicaux en provenance de pays situés entre le 20° degré de latitude Nord et le 20° degré de latitude Sud. Si vous réfléchissez un instant, il s'agit là de produits élaborés en provenance précisément de dix-huit pays qui viennent de demander leur association au Marché commun. Le 20° parallèle Nord commence au Sud du Sahara et le 20° parallèle Sud se termine au Sud du Congo belge.

On peut dire qu'il est un peu fort d'imposer, avant de négocier, de telles conditions. L'autre jour, un des vice-présidents de la commission exécutive nous déclarait que nous devions considérer qu'il fallait absolument, au sein du G. A. T. T. à Genève, le 13 mai prochain, accueillir les Américains qui vont venir discuter leur point de vue pour la prise en considération

de cette loi de commerce. Je dis: non! car les intérêts américains, aussi respectables qu'ils soient, sont égaux, en valeur, aux intérêts de l'Europe, qu'il s'agisse de la Communauté ou d'autres intérêts. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

En définitive, messieurs, de quoi s'agit-il?

Qu'on le veuille ou non, s'il en est qui protestent contre le général de Gaulle, c'est qu'ils se rendent bien compte que le Président de la République est le personnage qui domine l'Europe et les cris que l'on profère ne sont que les applaudissements du cortège. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

J'irai même plus loin.

De l'autre côté de l'Atlantique, celui qui s'élève, précisément, contre cette nouvelle organisation de l'Europe, c'est le président des Etats-Unis qui n'a jamais rien dit du tout à son égard car il sent bien que, sur bien des points, le général de Gaulle a raison.

Un député socialiste. Kennedy à l'U. N. R.!

Un député U. N. R.-U. D. T. Blum chez Franco!

M. Louis Briot. En définitive, la partie qui se joue c'est une partie de subordination ou d'insubordination. C'est de cela qu'il s'agit. Il s'agit de savoir si nous serons un pays qui sera satellite ou qui sera libre et j'ai eu l'occasion de dire: certains nous proposent de nous défendre avec des armes nobles; aujourd'hui, par le Trade expansion act, on nous propose de nous nourrir. Demandons donc une retraite. La vie de rentier, voilà ce qu'il nous faut puisque tous se ruent à nos côtés pour nous défendre et nous nourrir.

Ce que nous voulons dans toute cette affaire, c'est garder notre liberté. Je voudrais tout de même rappeler que nous sommes maintenant une nation de 50 millions d'habitants, que nous avons une grande place en Europe. Mais pourquoi sinon, précisément, parce que nous y sommes revenus.

Lorsque nous étions engagés dans toutes ces aventures d'outre-mer, lorsque la puissance française, l'énergie française, la puissance créatrice française s'exerçaient dans tous les territoires d'outre-mer, nous étions éloignés d'Europe.

Nous sommes revenus et ce qu'on appelle l'hégémonie, ce qu'on appelle le réveil du nationalisme français, c'est tout simplement, mesdames, messieurs, le retour en Europe. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Nous ne demandons pas la place des autres. Nous demandons tout simplement à reprendre la place que nous n'aurions jamais dû abandonner.

Lorsqu'on examine tout cela, on s'aperçoit que jamais l'Europe ne fut mieux défendue que par le général de Gaulle. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Sans vouloir blesser personne, mesdames, messieurs, lorsque d'une part on me parle d'intégration et que d'autre part on m'explique qu'il faut que tout soit dilué dans l'alliance atlantique, je m'aperçois qu'entre les deux thèses il y a quelque antinomie.

Alors, en définitive, que faut-il faire? Il faut que nous soyons, pour traiter, à égalité.

Je comprends très bien les nécessités américaines car les Etats-Unis ont de lourdes charges; je comprends très bien les impératifs anglais car ils ont des ennuis mais je comprends aussi les impératifs français et tous les orateurs de l'opposition qui m'ont précédé à cette tribune les ont tous soulignés. Tous ont dit que c'était une suite. Bien sûr, c'était une suite et si l'on veut échapper à la suite, il faut peut-être sortir des sentiers battus.

Mais nous essayons d'en sortir et, pour cela, nous ne devons pas nous diviser et venir dire à la tribune que nous sommes un pays ruiné, soumis à l'inflation et à l'agitation. Il faut que nous disions que nous sommes un pays qui renaît car, si le pays est écrasé aujourd'hui, c'est parce qu'il possède dix millions d'habitants de plus qu'il y a quinze ans, ce qui pose des problèmes d'écoles et de travail, des problèmes difficiles à résoudre.

Mais j'aime mieux, quant à moi, avoir des problèmes difficiles à résoudre dans une telle conjoncture que de voir un pays sous-peuplé, comme nous étions devenus, et les riches terres de France risquer d'être occupées demain par ceux qui cherchent à y venir.

En effet, ce pays, de Dunkerque à Marseille et de Strasbourg à Brest, est d'une grande richesse et nos seuls ennuis viennent de l'abondance. Nous n'avons pas le droit de nous plaindre, mais nous devons mettre cette richesse en valeur et montrer au monde le fruit de notre effort. Nous devons conquérir des débouchés par la richesse de nos produits, alors que le monde

est submergé de produits de mauvaise qualité. Au lieu de nous plaindre, cherchons donc ces débouchés car la richesse réside, non dans les lamentations, mais dans l'activité d'un peuple qui tend à revivre.

Ceux qui sont à la tête du pays ne doivent pas se plaindre lorsque chacun cherche à vivre dans ce pays riche où il n'y a qu'à se pencher pour que la richesse soit créée, alors que tant d'autres pays plus pauvres trouvent la richesse par le travail et l'opiniâtreté. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Pillet.

M. Paul Pillet. Monsieur le Premier ministre, l'exposé d'une politique économique et financière appelle un corollaire indispensable.

Ce corollaire, c'est l'examen des répercussions sociales de cette politique car cela constitue un tout et ce tout ne peut pas être dissocié.

S'il en était autrement, les mouvements sociaux récents dans la période que nous venons de vivre auraient été là pour nous le rappeler et pour constituer un avertissement.

Toutes décisions économiques ou financières, en effet, agissent directement sur les hommes, sur leur vie matérielle, sur leurs moyens de culture, sur leurs possibilités de progression et cette élévation du niveau humain reste la finalité d'une politique générale. Le reste, messieurs, ne constitue que des moyens.

C'est pour cela que je voudrais évoquer quelques points, quelques points seulement — mais que je considère comme essentiels — des conséquences sociales de la situation actuelle.

Cette situation est caractérisée par un élément qui a été mis en valeur par toutes les interventions qui se sont produites soit au banc du Gouvernement, soit à la tribune. Et cet élément patent, indiscutable, c'est la hausse des prix. Il faut donc que nous envisagions quelles sont ses conséquences. Et ses conséquences générales, c'est précisément un appauvrissement de la masse des Français, appauvrissement qui est constitué par la diminution permanente de leur pouvoir d'achat.

Cette diminution du pouvoir d'achat a pour conséquence inévitable une demande d'augmentation des salaires, précisément pour que la masse des travailleurs puisse conserver le pouvoir d'achat indispensable à son niveau de vie antérieur. Ce pouvoir d'achat revalorisé en fonction même de la hausse des prix doit s'ajouter à la part devant légitimement être réservée au travail dans l'augmentation de la production.

Ces éléments peuvent être considérés comme les causes d'entrée dans un processus à caractère inflationniste, quoique, en ce qui concerne l'incidence des hausses de salaires sur les risques d'inflation et de hausses de prix, les avis soient très partagés.

En effet, M. Jacques Rueff écrit à ce sujet: « Les revendications sociales ne sont pas cause d'inflation; les causes en sont surtout dans une politique de crédit aberrante et dans un système monétaire inadapté ».

Cet avis diffère de celui de M. Chalandon, qui estime que la hausse des prix est provoquée, pour une large part, par la hausse excessive des salaires.

M. le ministre des finances, quant à lui, semble avoir renoncé à trancher entre ces deux doctrines. En effet, dans la déclaration qu'il a faite mardi à la tribune, il a indiqué que « le progrès ne devrait nous apporter que des hausses de rémunérations. Il nous apporte à la fois des hausses de rémunérations et des hausses de prix et il serait tout à fait vain de rechercher celui de ces facteurs qui entraîne l'autre: ils sont étroitement liés ».

Je pense d'ailleurs, comme M. le ministre des finances, que ce processus n'est pas inévitable. Mais nous sommes aujourd'hui devant une constatation et nous devons tirer les conséquences de la situation telle qu'elle se présente véritablement à nous.

La hausse des prix, surtout lorsqu'elle affecte des produits de consommation courante, frappe très inégalement les citoyens; à égalité de consommation, la hausse est beaucoup plus lourde pour le pauvre que pour le riche, pour le chargé de famille que pour le consommateur sans enfants.

Cette constatation me conduit à évoquer le problème des allocations familiales.

Pour la grande majorité des familles françaises, les allocations familiales constituent un élément essentiel de ressources. C'est pourquoi il n'est pas juste que ne leur soit pas appliquée une règle analogue à celle dont bénéficient les autres catégories de revenus.

Quelle est la situation actuelle des revenus familiaux? D'après une étude de l'institut national de la statistique, le taux moyen de salaire horaire calculé par le ministère du travail a atteint en 1962 le chiffre de 158,7. Comme ce taux a augmenté de 2 p. 100 environ par trimestre depuis le milieu de 1962, il

doit se situer actuellement vers 164 ou 165. Pendant la même période, l'indice des prestations familiales est passé à 125,4 pour une famille de deux enfants, 136,9 pour trois enfants, 144,8 pour cinq enfants. Un écart considérable sépare donc l'évolution des salaires telle qu'elle est constatée par l'institut national de la statistique et celle des prestations familiales.

Il est ainsi prouvé que les prestations familiales ont subi, par rapport aux salaires, une dégradation de l'ordre de 15 à 30 p. 100 suivant le type de famille considéré.

Une autre preuve de cette dégradation réside dans le fait que, en 1949, les allocations familiales représentaient 5 p. 100 du revenu national et qu'en 1963 elles représentent toujours 5 p. 100, bien que l'on compte 25 p. 100 de plus d'enfants qu'en 1949.

C'est là une démonstration incontestable de l'appauvrissement des revenus de la famille française, dont l'effectif s'est accru. Actuellement 50 p. 100 de l'effectif scolaire est fourni par des familles de plus de trois enfants.

Je sais que le Gouvernement a décidé une majoration de 4,50 p. 100 des allocations familiales, mais elle n'affecte pas la totalité des prestations familiales puisque l'allocation de salaire unique en est exclue. Celle-ci représentant 30 p. 100 de l'ensemble des prestations, l'augmentation de 4,50 p. 100 n'est donc en fait que de 3 p. 100. C'est dire que nous sommes très loin, en proportion, de l'augmentation des prix, qu'une diminution très nette du pouvoir d'achat résulte des prestations familiales et qu'un rattrapage se révèle indispensable.

La dégradation du pouvoir d'achat des prestations familiales est également évidente si l'on considère les indices.

Les deux chiffres que je vais citer sont traduits en pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat d'une famille de deux enfants, qui était de 100 en 1956, est actuellement de 83,78 ; pour une famille de trois enfants, il se trouve réduit de 100 à 92,8.

Il est donc indiscutable que la revendication des familles françaises, qui persistent à demander un rajustement important des allocations familiales, n'a pas d'autre sens que celui d'un rattrapage — le mot est maintenant couramment employé — et du maintien du pouvoir d'achat que les allocations familiales procuraient à la famille française en 1956.

Financièrement, l'augmentation des prestations familiales est possible. En effet, si l'on considère que, dans le régime général, le volume des prestations familiales représente huit milliards de francs 1963, on peut admettre que la différence entre les cotisations perçues et les prestations fournies est de l'ordre de 800 à 850 millions. Je sais qu'il faut déduire de cette somme l'aide consentie à la mutualité sociale agricole en application de l'article 9 de la loi de finances de 1962 et qui serait de l'ordre de 600 millions ; 200 millions resteraient néanmoins disponibles et pourraient cette année permettre une sensible majoration du taux des prestations familiales.

Enfin, dans ce domaine aussi, une certaine élasticité doit être possible. En décidant la hausse de 4,5 p. 100 des allocations familiales, le Gouvernement en avait fixé le point de départ au 1^{er} janvier 1963, mais il a suffi de l'annonce d'élections générales en novembre 1962 pour que l'application de cette mesure devienne immédiate. Je ne doute donc pas que, compte tenu des chiffres que j'ai cités, on puisse majorer dès maintenant les prestations familiales.

En matière sociale, une deuxième question revêt un caractère d'urgence et de gravité. C'est la situation, bien souvent évoquée à cette tribune, des vieillards, des infirmes, des diminués physiques.

Dans le discours de M. le ministre des finances, nous avons noté avec beaucoup de satisfaction la promesse d'inscription à la loi de finances rectificative d'une somme de plus de un milliard de francs destinée à la revalorisation des allocations aux personnes âgées, aux infirmes et aussi des rentes viagères.

Quelles en seront les répercussions sur leur montant ? Je souhaite qu'elles soient le plus importantes possible. Mais il importe, en tout cas, d'atteindre dans le plus court délai les niveaux qui ont été fixés dans le rapport Laroque.

Je ne crois pouvoir mieux faire que de citer le rapport présenté par notre collègue M. Chapuis lorsque celui-ci a eu la charge, au nom de la commission des affaires culturelles, d'exposer devant l'Assemblée les dispositions du IV^e plan d'équipement :

« De tous ces documents se dégagent quelques idées qu'il convient de rappeler :

« 1^o Nécessité d'une coordination des retraites, si nombreuses, si disparates, injustes par là même, et nécessité d'un relèvement des prestations à un niveau minimum décent à l'âge de soixante-cinq ans. Le rapport Laroque fixait le montant de ce minimum à 1.800 nouveaux francs par an, révisable avec le niveau des salaires. Le Gouvernement vient de faire un premier effort mais qui est encore nettement en-deçà de ce chiffre. Le rapport Joyon

calculait que ce chiffre ne saurait être inférieur à 1.940 nouveaux francs par an.

« Les sommes à dégager pour le service de semblables rentes sont évidemment considérables. Une remise en ordre des retraites permettrait de mieux dégager les aides indispensables à apporter.

« L'effort fiscal exceptionnel qui s'avérerait cependant indiscutablement nécessaire serait accepté par le pays, si celui-ci était exactement tenu au courant du problème, informé des possibilités de solution et » — je souligne cette dernière phrase — « s'il avait la certitude que les fonds ne soient pas détournés de leur objet. »

Je suis convaincu, mesdames, messieurs, que les conclusions de ce rapport sont toujours valables. Je suis également convaincu que, si le pays prenait une exacte conscience du grave problème humain que pose la situation des vieillards et des infirmes, il serait disposé à consentir l'effort fiscal qu'un gouvernement lui demanderait pour mettre fin à cette misère, étant bien entendu que ce même gouvernement lui apporterait la certitude, réclamée par M. Chapuis, que les fonds ne seraient pas détournés de leur objet. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

L'urgence de telles mesures a déjà été admise par M. le ministre du travail lorsqu'il a déclaré : « Il subsiste aujourd'hui en France, au milieu de la prospérité, d'importants îlots de pauvreté, voire, chez les vieux, de misère ».

Comblen, monsieur le ministre du travail, vous avez eu raison d'insister sur ce point ! Je suis certain que le Gouvernement a toujours une exacte conscience du grave problème qui est ainsi posé, et je souhaiterais que des solutions efficaces et complètes y soient apportées dans les prochains jours.

Enfin, puisque je cite M. le ministre du travail, puis-je rappeler que le Gouvernement avait pris l'engagement de supprimer les zones de salaires, cet anachronisme qui ne correspond plus à une réalité économique ?

Je sais bien que mes propositions peuvent soulever des objections techniques et financières : elles représentent une augmentation importante de la masse monétaire, un engagement dans le processus inflationniste.

Suis-je, selon l'expression de M. le ministre des finances, un agent inconscient du lobby de l'inflation ?

Avant tout il importe de voir la réalité telle qu'elle se présente à nous, parce que si l'on feint de l'ignorer, elle se venge toujours.

La situation où nous sommes résulte des conditions qui ont été évoquées et qui le seront encore au cours de ce débat, mais les conséquences sociales en sont déterminées maintenant une fois pour toutes et il est indispensable d'y faire face, quel que soit le prix qu'il en coûte et qui ne sera, au fond, que le prix réel.

Cette recherche du prix réel est, à mon avis, l'élément de vérité indispensable à tout assainissement financier. C'est d'ailleurs dans ce souci de recherche de la vérité que je n'ai pas donné hier mon accord aux dispositions fiscales d'un emprunt dont j'avais pourtant la certitude qu'il était parfaitement justifié. C'est seulement dans la limite où ces clauses fiscales ne reflétaient pas exactement la situation du marché de l'argent que j'ai voté contre le projet.

Cette notion de recherche de la réalité, aussi bien sur le plan social que sur les autres plans de l'économie française, démontrerait, s'il en était besoin, la nécessité d'un véritable plan social. Il n'est pas possible, en 1963, de faire de l'économie et des finances saines sans plan social.

Celui-ci a été réclamé de longue date. J'ai le souvenir que M. Fontanet, lorsqu'il assumait des responsabilités ministérielles, avait déjà insisté sur la nécessité de ce plan. D'autres également l'ont demandé, tel M. Chapuis, dont je viens de citer un extrait du rapport qu'il avait fait au nom de la commission des affaires culturelles.

Seul un plan social peut donner un sens humain aux actes économiques du Gouvernement, en proposant une répartition équitable des profits et des efforts.

Évitez l'apparition d'un véritable sous-prolétariat auquel sont immanquablement condamnés ceux que l'âge, l'infirmité ou la déficience physique ou intellectuelle tiennent à l'écart de la distribution des profits qui sont la conséquence directe de l'augmentation de la production.

Monsieur le Premier ministre, j'ai été bien souvent parmi les opposants aux actes du Gouvernement, mais je puis vous dire que si, comme je le souhaite, un tel plan était présenté à l'adhésion de l'Assemblée, j'ai la certitude que mes amis du centre démocratique, au nom duquel je parle, et moi-même serions heureux d'y apporter un appui enthousiaste. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Boisdé.

M. Raymond Boisdé. Monsieur le Premier ministre, en attendant d'avoir l'honneur de vous entendre lorsque vous présenterez non pas simplement un compte rendu et l'exposé d'un projet financier, mais une vue d'ensemble de votre politique économique et financière, je voudrais m'adresser à celui que nous avons entendu avant-hier, c'est-à-dire à votre ministre des finances et des affaires économiques.

Je souhaiterais, en effet, que vous veuillez bien lui transmettre les compliments que je tiens, après d'autres, à lui exprimer pour sa maîtrise et aussi pour son courage, maîtrise qui n'a pas manqué d'élégance tout en restant classique et qui nous a fait voir qu'il savait dominer, à une époque où il est tellement question des rapports entre la technocratie et la démocratie, à la fois les problèmes techniques et les problèmes politiques, peut-être d'ailleurs en passant volontairement sous silence la subordination, qu'il est banal de rappeler, entre des finances saines et une bonne politique et, bien entendu, entre le « social » et « l'économique », le premier commandant au second.

Son courage aussi n'a pas manqué de frapper quelques-uns d'entre nous. En effet, il a beaucoup parlé d'inflation, pour démentir sans doute qu'elle existât, mais il a ainsi bravé la légende qui veut que lorsqu'un ministre des finances dément l'existence de l'inflation, il y a lieu, hélas ! de commencer à s'inquiéter.

En vérité, comme il l'a dit, la situation est très complexe ; il ne pouvait en montrer tous les aspects. Les phénomènes inflationnistes ne peuvent pas être isolés. Leur processus découle d'un ensemble de faits. J'ajouterais même, en l'occurrence, qu'ils résultent d'un ensemble international.

En effet, tous les Etats de l'Occident — même les Etats-Unis d'Amérique et, si l'on fait le tour du monde, le Japon n'en sont pas exclus — présentent des symptômes inflationnistes. La cause en est, sans doute, le système de relations monétaires qui veut, comme certain très éminent expert l'a démontré, que les Etats émettent des signes monétaires dont le montant double celui des richesses produites. Mais nous ne pouvons rien dans ce domaine, sauf à essayer de convaincre nos partenaires d'en revenir à un système plus correct et plus sain.

En revanche, il existe des phénomènes matériels spécifiquement français, par exemple l'extraordinaire enflure budgétaire des dépenses fatalement improductives, je dis « fatalement » parce que je ne veux pas porter en cette occasion de jugement de valeur sur leurs diverses justifications.

Mais en fait, il y a, qu'on le veuille ou non, dans notre situation économique et financière actuelle, un grand nombre d'éléments physiques, de facteurs mécaniques, qui poussent à un processus inflationniste en passe d'accélération.

Si bien que lorsqu'on incrimine simplement le dévergondage de certains titres ou commentaires de presse ou bien certaines expressions révélant des tendances malfaisantes, si l'on parle enfin de détérioration psychologique comme seul support à un jugement sur l'inflation actuelle, je ne crois pas que cette analyse soit exacte. D'ailleurs, je m'en réjouis, parce que s'il y avait dans le public une telle psychose d'inflation, nous assisterions à ces désastres que l'histoire nous a fait observer dans différents pays et qui ont failli être observés en France.

Mais enfin, s'agissant d'éléments psychologiques, je pense que nul de ceux qui sont chargés de responsabilités ne peuvent ignorer ce que le maréchal Foch disait : « Commander, c'est convaincre ».

C'est là un commandement qui, à notre époque moderne, ne doit pas être négligé par ceux qui gouvernent, et surtout, ajouterai-je, quand il s'agit, comme c'est le cas, de finances, et des finances publiques en particulier.

Convaincre, c'est aussi comme le disait Pascal, non pas uniquement persuader, mais séduire. Eh bien, pour séduire, quand on gouverne un pays et ses finances, il faut évidemment tenir compte de la sensibilité de l'opinion, de la sensibilité des agents de l'économie, de la sensibilité des catégories sociales qui sont en cause chaque fois qu'intervient une mesure financière.

Dans sa marche à travers les lumières et les ombres, comme l'a dit M. le ministre des finances, parmi tant de négations qu'il a proférées, tant de refus, refus à l'inflation — et il a bien raison — refus à la récession — et il a encore davantage raison — sans doute l'empirisme de sa démarche est-elle apparue ; empirisme d'ailleurs nécessaire.

Mais cet empirisme, qui correspond à ce que l'un des orateurs a appelé ici « la méthode des petits paquets » et que d'autres pourraient appeler « la méthode du coup par coup provoqué par tel ou tel incident », cet empirisme, dis-je, est-il de nature à séduire ? Je ne le crois pas.

Pourtant, il ne s'agit pas de préférer à cet empirisme, souvent efficace, bien sûr, le simplisme des slogans.

Le ministre des finances a raison : mais alors, le slogan même de « stabilité avant tout » n'est-il pas lui-même un peu trop simple ?

Je ne veux pas de malentendu : loin de moi l'idée de contredire ou la volonté de contrarier cette politique, cette ambition de la stabilité. Je ne nierai pas non plus que la stabilité monétaire est un impératif, et même une nécessité. Mais, enfin, la stabilité n'est pas opposée au progrès, au mouvement ! On sait bien que souvent l'équilibre — j'en appelle notamment aux cyclistes — est particulièrement et précisément dû au mouvement. Ainsi, lorsque l'on dit « stabilité », je crois que l'on pense surtout « sécurité ». Et l'on a raison.

Or en économie cette sécurité peut davantage être obtenue dans le mouvement que dans l'immobilité. Que le Gouvernement se garde donc, derrière cette justification de la stabilité, de se laisser aller aux délices de l'immobilisme ! C'est cette tentation qui est la cause, me semble-t-il, d'une omission que nous avons relevée dans les propos gouvernementaux, je veux dire l'absence des motifs d'exaltation, de la perspective de vastes desseins qui, comme il est naturel et humain, seraient de nature à justifier les efforts demandés aux citoyens, aux travailleurs, aux contribuables.

Ici même, le porte-parole de la majorité nous a dit tout à l'heure apporter une adhésion dépourvue d'enthousiasme délaissant.

Je dois dire que dans la vie économique, la vie courante, il ne peut être question de délire, certes ! De l'enthousiasme, ce serait peut-être beaucoup. Mais il conviendrait tout de même que l'on entendît retentir un grand appel à l'action, en vue de l'exécution de grandes choses. Cet appel serait un appel non point au changement à tout prix, mais au mouvement, au mouvement conscient et organisé, oserais-je dire. Car, enfin, monsieur le Premier ministre, votre ministre des finances a mis l'accent sur le fait qu'il ne s'agissait pas pour nous d'austérité, mais seulement de sagesse, — on ne sait d'ailleurs pas aujourd'hui à propos de quel événement et au nom de quel idéal on pourrait appeler patriotiquement tous les Français à consentir de vivre dans l'austérité ; cela ne me paraît guère conforme à leur humeur du moment. Tous ceux qui travaillent comprendraient et admettraient qu'on les appelle à l'action, à condition que ce soit en vue d'objectifs déterminés, attractifs, correspondant à un progrès. Ils consentiraient, ils collaboreraient aux modifications de situation résultant du travail, de l'intelligence, de l'imagination et de l'esprit d'invention des animateurs de l'économie, des travailleurs de tous degrés. Or c'est l'imagination et l'invention qui manquaient un peu trop — au corps défendant sans doute du ministre qui a parié, confiné dans son rôle — dans l'exposé purement financier que nous avons entendu.

Je pense que vous, monsieur le Premier ministre, sans être polytechnicien ni inspecteur des finances, mais un membre éminent de l'université, et qui lui devez la culture générale d'où découle l'aptitude aux changements et aux progrès, vous nous apporterez dans votre exposé un tribut d'invention et d'imagination qui complètera le précédent.

Mais, nous dit-on, si l'on hésite devant la tentation d'agir, devant le mouvement à imprimer aux choses, c'est parce qu'il ne faut pas céder à la facilité, au vertige de l'inflation.

Le ministre nous a parlé du « lobby de l'inflation ». Mais comme il a défini, à juste titre, l'inflation comme se manifestant dans l'augmentation des prix il faudrait peut-être chercher là où on ne l'a pas encore cherché, ce lobby, dont l'action a sinon pour objectif, du moins pour effet d'accroître les coûts, c'est-à-dire d'augmenter les charges de la production et aussi des échanges.

Eh bien ! la raison essentielle de l'augmentation des prix réside dans l'augmentation incessante des coûts. Ce n'est pas un phénomène psychologique, c'est un phénomène physique, matériel. Il résulte notamment de l'accroissement des charges fiscales et des frais généraux de toutes sortes.

Je vous demande de prendre bien garde à ce processus, car cela devrait vous guider dans les choix que vous avez à faire — puisque toute politique, paraît-il, consiste à choisir entre des inconvénients.

Eh bien ! ce que je vous demande en tout cas de ne pas choisir, c'est de tolérer un plus grand retard dans la réalisation de certaines mesures de solidarité indispensables — d'autres que moi viennent de les évoquer plus longuement qu'il ne me reste de temps pour le faire. Il ne s'agit pas de mesures de générosité ou de libéralité, mais de l'expression de la solidarité nationale qui doit jouer en faveur d'un certain nombre de catégories sociales. Je ne les énumérerai pas toutes. Après moi, mon ami M. Boscardy-Monsservin doit, mardi, évoquer en détail les problèmes agricoles. Je voudrais parler des mesures qui

me paraissent présenter la plus grande urgence et concerner les déficiences les plus essentielles qu'il s'agit de corriger.

D'abord la construction de logements, dont on a dit le retard inadmissible, en particulier au regard des prévisions du IV^e plan. Ce retard a des conséquences très importantes, non seulement sur le moral de la population, mais aussi sur sa capacité à produire et même sur les réalisations indispensables à la bonne santé de l'économie, telles que l'expansion régionale. A propos de région, il faudrait aussi d'ailleurs remédier à quelques erreurs, monsieur le Premier ministre, car il a été constitué un peu à la va-vite bien des régions qui ne correspondent pas à la vraie nature des choses...

En même temps que le logement, le problème de la vieillesse est au premier plan de nos préoccupations avec celui du « troisième âge » pour lequel doivent être prévues des occupations nouvelles et des ressources complémentaires. L'application du rapport Laroque s'impose sans autre délai. Mon prédécesseur à cette tribune s'en est expliqué, je partage tout à fait ses suggestions : le minimum de ressources pour un vieillard doit être assuré pour un montant actualisé à 194 francs par mois.

Une troisième déficience qui me paraît menacer de plus en plus est celle qui est relative à la solution des problèmes de jeunesse, de formation technique et d'éducation, aux constructions scolaires scandaleusement en retard, à la promotion professionnelle et aussi au maintien du niveau de vie des familles. C'est avec impatience, monsieur le Premier ministre, que nous attendons les deux premiers collectifs annoncés qui doivent comporter certaines de ces mesures. Je ne parle pas du troisième, consacré, je crois, aux défenses militaires.

Permettez-moi, en allant vers ma conclusion, de regretter qu'interviennent ainsi, presque au hasard, des mesures financières ou fiscales qui, comme toujours, ne font que colmater des brèches antérieurement ouvertes à la suite de différentes périodes et non pas à la suite de modifications découlant de l'application raisonnée d'un plan, d'un programme, d'une manœuvre délibérée et consciente.

Nous assistons au fait que des événements se produisent que vous n'avez pas voulu, que vous n'avez pu prévenir et qui vous placent soudain dans des situations inconfortables et parfois même vous désorientent. Eh bien ! nous voudrions qu'après ces méthodes du coup par coup et ces improvisations, ce soit enfin une politique rationnelle, mais dynamique, de progrès ou simplement d'avenir qui nous soit présentée. Or, ainsi que le modeste emprunt qui a été décidé hier, toutes les mesures qui nous ont été annoncées ne sont ni affectées à un objectif déterminé, ni étiquetées suivant leur nature : on ne voit nullement à quel plan d'ensemble elles pourraient correspondre ni quelle pièce essentielle elles constituent dans un tout. Or, c'est une telle vue d'ensemble, une telle prospective que nous attendons.

Entre-temps, monsieur le Premier ministre, on parle beaucoup ici — et peut-être davantage ailleurs encore — d'économie concertée. Cette évocation devrait d'ailleurs rendre prudent le Gouvernement à l'égard de certaines mesures improvisées et plutôt déconcertantes, comme les blocages qui vont exactement au contresens de l'objectif poursuivi. On parle donc d'économie concertée, mais aussi, de plus en plus — et je m'en félicite — de contrats de progrès social.

Je suis, pour ma part, très satisfait de voir que par ce chemin on se dirige vers cette économie contractuelle dont il m'est arrivé, peut-être trop souvent, de parler mais que je vois avec plaisir petit à petit s'ébaucher, cette économie contractuelle qui correspond à une entente efficace, positive, entre les partenaires de toutes sortes qui sont les agents de l'économie situés aux différents échelons et au sein des différentes catégories sociales, concourant à la production, aux échanges, à ces œuvres collectives d'intérêt national de la vie économique, c'est-à-dire à l'accroissement des richesses d'un pays et à leur distribution de plus en plus équitable.

Bravo ! aurais-je voulu dire à M. le ministre des finances, pour ces premières ébauches d'économie contractuelle et, par exemple, pour l'adjudication entre les organismes de crédit des bons du Trésor, pour l'adjudication entre les organes de placement du taux de commission du futur emprunt.

Cette concurrence, dont on dit parfois du mal mais qui est finalement le régulateur le plus efficace de la justice économique en attendant de l'être de la justice sociale, il faut l'introduire en effet aussi dans les rapports entre l'Etat et ses banquiers, comme il faut également l'introduire dans les négociations avec les organisations professionnelles et les organisations syndicales, suivant branches ou secteurs, problèmes de rémunération ou programmes d'expansion, campagne de stabilisation des prix ou normalisation de la concurrence.

Les négociations qui sont annoncées par le ministre des finances et des affaires économiques me remplissent d'aise, car

je pense que, à l'inverse de beaucoup d'autres promesses, cette fois nous irons jusqu'au bout.

L'économie contractuelle, qui pour moi est la forme la plus moderne et la plus progressive d'une société civilisée, permet en effet de cumuler les bienfaits de la liberté individuelle — en mettant en jeu l'initiative et la responsabilité personnelles — et les bienfaits de la solidarité nationale. L'une et l'autre, liberté individuelle, solidarité nationale, étant les moteurs de la prospérité, leur conjugaison doit permettre d'unir toutes les forces de la nation pour avancer sur la voie du progrès social.

Monsieur le Premier ministre, sur le chemin qui reste à parcourir, je pense que Gouvernement et Parlement devraient collaborer étroitement afin de projeter de plus vives lumières et d'effacer trop d'ombres qui subsistent. (Applaudissements.)

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances et des affaires économiques un projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 226, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 4 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Duperier un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (n° 67).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 227 et distribué.

J'ai reçu de M. Capitant un rapport, fait au nom de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 228 et distribué.

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 10 mai, à quinze heures, séance publique :

Questions orales sans débat :

Question n° 2436. — M. Dusseaux, prenant acte avec satisfaction de la décision prise par M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, comme le lui avait demandé le groupe parlementaire U. N. R.-U. D. T., de donner cette année un éclat particulier à la commémoration de l'anniversaire de la victoire de 1939-1945, lui demande s'il est dans les intentions du Gouvernement de poursuivre dans cette voie afin que les modalités de célébration du 8 mai soient précisées et unifiées dans l'ensemble du pays.

Question n° 243. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail qu'une importante entreprise de la Courneuve, spécialisée dans la construction des moteurs Diesel, est en cours de liquidation totale. Anciennement Etablissements Garnier, puis Société générale de constructions mécaniques, absorbée le 23 novembre 1962 par les Chantiers de l'Atlantique (Penhoët - Saint-Nazaire), cette entreprise, qui avait licencié 200 travailleurs en 1960, a informé son personnel qu'elle ferait totalement ses portes. Plus de 200 travailleurs se trouvent ainsi licenciés entre le 14 décembre 1962 et juillet 1963 et 100 autres à la fin de cette même année. Seuls les bureaux et services d'études sont transférés à Saint-Denis. Il lui demande : 1° quels primes, subventions, exonérations fiscales et prêts à la direction va recevoir ou a reçus de l'Etat, donc des contribuables, pour la fermeture des ateliers de la

Courneuve et le montage d'installations ultramodernes en Bretagne; 2° quelle opération exacte recouvre la création d'une société immobilière et financière qui se trouve être propriétaire des 55.000 mètres carrés de l'entreprise; 3° s'il a l'intention de s'opposer à la liquidation de cette entreprise; 4° dans la négative, les mesures qu'il compte prendre afin d'assurer: a) le réemploi des travailleurs, compte tenu de leur qualification professionnelle et des avantages sociaux et d'ancienneté qu'ils avaient obtenus, et ceci avant d'autoriser les licenciements; b) le versement d'une indemnité de licenciement qui ne soit pas une aumône, car il n'est pas admissible, par exemple, qu'un travailleur, après quinze ans de « bons et loyaux services », perçoive 360 francs, soit l'équivalent de 200 anciens francs, par mois de travail; c) l'attribution d'une indemnité compensatrice aux travailleurs âgés, très difficiles à reclasser, qui leur permette de recevoir leur gain actuel intégralement pendant les quelques années les séparant de la retraite.

Question n° 618. — Mme Prin expose à M. le ministre du travail que, dans la majorité des usines employant de la main-d'œuvre féminine, les règles d'hygiène et de sécurité les plus élémentaires ne sont pas respectées. C'est ainsi que dans une usine du Pas-de-Calais où travaillent près de cinq cents jeunes filles et femmes, il n'existe ni infirmière ni salle de repos, la boîte à pansements tenant lieu de pharmacie et les moyens pour assurer la propreté individuelle — vestiaires, lavabos — y sont plus que rudimentaires. Dans la plupart des usines de tulle, à Calais, les lavabos sont insuffisants ou inexistant, les ouvrières se nettoient dans les seaux, les premières ayant l'eau claire, les suivantes l'eau usée. Dans le bassin minier, une usine en plein développement a prévu des installations de production modernes, mais peu de choses pour que les conditions de travail et d'hygiène des ouvriers soient normales. Elle lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que soient respectées les dispositions du code du travail, spécialement celles du décret du 10 juillet 1913 sur « l'hygiène et la sécurité des travailleurs ».

Question n° 1517. — M. Cassagne expose à M. le ministre du travail qu'un pensionné militaire, bénéficiaire d'un avantage vieillesse, voit, à chaque revalorisation de la pension ou de l'avantage, son allocation supplémentaire diminuée d'un même montant, afin de ne pas dépasser le plafond; qu'en conséquence, toute augmentation de pension ou d'avantage, n'a plus aucun effet sur le total des ressources. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette anomalie qui consiste à reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre.

Question n° 1963. — M. Rabourdin demande à M. le ministre du travail s'il ne lui serait pas possible d'étendre l'attribution des prestations de maladie de la sécurité sociale au profit des personnes âgées de plus de 70 ans, bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'allocation spéciale. Ces personnes, en effet, en raison de leur âge lors de la création des assurances sociales, n'ont pu cotiser suffisamment longtemps à la sécurité sociale et sont les principales victimes de l'inflation qui a souvent anéanti leurs économies.

Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique économique et financière.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Constitution d'une commission spéciale.

Projet de loi n° 213 pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises.

En application de la décision prise par l'Assemblée le 9 mai 1963, il y a lieu de constituer une commission spéciale pour l'examen de ce texte.

A cette fin, aux termes de l'article 34 (alinéa 2) du règlement, MM. les présidents des groupes voudront bien faire connaître à la présidence (service central des commissions, bureau 203), avant le vendredi 10 mai 1963, à dix-huit heures, les noms des candidats qu'ils proposent, étant entendu qu'il ne pourra y avoir parmi eux plus de quinze membres appartenant à la même commission permanente.

En application de l'article 4 de l'instruction générale du bureau, MM. les députés n'appartenant à aucun groupe doivent faire parvenir leur candidature dans ce même délai.

Candidatures à une commission spéciale.

Constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques (n° 199).

Les présidents des groupes présentent les candidatures de :

MM. Bailly. Bonnet (Christian). Calméjane. Charbonnel. Darchicourt. Degraeve. Didier (Pierre). Duffaut (Henri). Duperier. Ebrard (Guy). Fabre (Robert). Fievez. Garcin. Grimaud. Lamps.	MM. Larue (Tony). Lepeu. Marcenet. Matalon. Paquet. Pezé. Poncelet. Rabourdin. Ribadeau-Dumas. Ruais. Sallenave. Tinguy (de). Vanier. Weinman. Zuccarelli.
---	--

Ces candidatures ont été affichées le 9 mai 1963, à 18 h 30. Elles seront considérées comme ratifiées si aucune opposition signée de trente députés au moins n'a été déposée au secrétariat général de la présidence dans le délai d'un jour franc après cet affichage. (Application de l'article 34 du règlement, alinéa 3.)

Bureau de commission.

Dans sa séance du jeudi 9 mai 1963, la commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 175) a nommé :

Président : M. Capitant.

Vice-président : M. Dejean.

Secrétaire : M. Bignon.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

2657. — 9 mai 1963. — M. Maurice Faure demande à M. le Premier ministre pour quelles raisons, contrairement aux engagements pris par M. le ministre de l'Information, le projet de statut de la radiodiffusion-télévision française, ayant pour but d'arriver enfin à l'indépendance et à l'objectivité de celle-ci, ne sera pas soumis à l'Assemblée nationale lors de la présente session.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

2627. — 9 mai 1963. — M. Cermolacce expose à M. le ministre de l'Intérieur que les sapeurs-pompiers professionnels ont pris connaissance avec indignation de l'arrêté du 9 octobre 1962. Cet arrêté n'améliore en rien la situation indiciaire des sapeurs de 2^e classe; pour les autres catégories, il est très en retrait par rapport aux propositions déjà insuffisantes de la commission paritaire nationale qui avait dû être réunie un an auparavant, le 24 novembre 1961, sous la pression des intéressés unanimes. Or, alors que les sapeurs-pompiers subissent, comme tous les travailleurs, l'augmentation du coût de la vie, les sujétions du service se diversifient et s'accroissent, tandis que des qualifications professionnelles plus complexes (brevet de secouriste de la protection civile avec mention « spécialiste en asphyxie ») sont exigées d'eux. Il lui demande s'il entend donner satisfaction aux légitimes revendications des sapeurs-pompiers professionnels, notamment quant à la reconnaissance officielle de la profession, à la révision indiciaire, à la durée du travail à la fixation de l'âge de la retraite à cinquante ans.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

2628. — 9 mai 1963. — M. Pierre Bas expose à M. le Premier ministre que les documents et les statistiques publiés par les différents ministères concernent tantôt les quatre-vingt-dix départements métropolitains (hexagone continental, plus la Corse), tantôt les quatre-vingt-quatorze départements de la République (les précédents, plus les départements d'outre-mer, c'est-à-dire la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion). Il lui demande s'il n'y aurait pas intérêt à ce qu'il pose une règle unique en la matière applicable par tous les ministères et, dans cette hypothèse, s'il ne comptait pas faire en sorte que la seconde formule soit retenue.

2629. — 9 mai 1963. — M. Lucien Bourgeois appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le paragraphe 4 de l'article 3 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955, repris sous l'article 239 bis du code général des impôts, qui prévoit la possibilité pour les sociétés anonymes à responsabilité limitée à caractère familial d'opter, sous certaines conditions, pour le régime fiscal des sociétés de personnes. L'alinéa 3 dudit paragraphe stipule textuellement : « ... elle (l'option) a les mêmes conséquences fiscales que la transformation d'une société de capitaux en société de personnes ». Par ailleurs, l'article 160 du code général des impôts, qui vise à la taxation au taux réduit de 8 p. 100 des plus-values de cession de parts sociales, précise, en son deuxième paragraphe, que cette taxation n'est pas applicable aux membres des sociétés de personnes. Lorsqu'une cession de parts sociales intervient postérieurement au délai de cinq ans prévu par le quatrième alinéa du troisième paragraphe de l'article 3 du décret susvisé du 20 mai 1955, il semble que les plus-values réalisées à l'occasion d'une telle cession dans une société à responsabilité limitée ayant opté régulièrement en temps utile pour le régime fiscal des sociétés de personnes ne soient pas imposables au taux réduit de 8 p. 100 prévu à l'article 160 du code général des impôts. Conformément à la réponse ministérielle déjà faite à M. Boscary-Monsservin (*Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale, p. 1791, n° 2810), une plus-value réalisée dans les conditions ci-dessus exposées serait donc exonérée de tout impôt. Il lui demande : 1° si cette interprétation est exacte ; 2° si la réponse serait différente selon que le degré de parenté du cessionnaire des parts avec les associés restants fait ou ne fait pas perdre le caractère familial de la société en cause.

2630. — 9 mai 1963. — M. Lucien Bourgeois expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la législation de laquelle est tiré le tarif des professions imposables à la patente, modifié par le décret n° 58-1420 du 31 décembre 1958 fixant les redevances à payer pour le traitement, la fourniture et la distribution d'eau potable, établit une distinction entre ces diverses activités pour l'assujettissement à la patente, dont les bases d'imposition sont affectées, dans le cas visé, des coefficients suivants : a) 0,1 pour 1.000 mètres cubes ou fraction de 1.000 mètres cubes d'eau traitée (tableau « C », 3° partie) ; b) 1 pour 1.000 mètres cubes ou fraction de 1.000 mètres cubes d'eau fournie à l'aide d'installations de pompage. Il lui demande : 1° s'il est exact que, dans le cas où l'eau est à la fois traitée et fournie, la taxe applicable à chacune de ces deux opérations fait automatiquement l'objet d'une option de l'administration pour l'application d'une seule de ces taxes, la plus élevée ; 2° dans l'affirmative, quelle est l'autorité qualifiée pour apprécier s'il y a lieu à option dans le cas précis où la taxe de 0,1 (traitement de l'eau) intéresse une commune, et celle de 1 (fourniture de l'eau) concerne une autre ville ; 3° toujours dans l'affirmative, quels motifs s'opposeraient au paiement cumulé des deux taxes en cause, lorsque lesdites taxes paraissent devoir être établies au profit de différentes communes en présence ; 4° au bénéfice de quelle collectivité doit être établie la taxe de 1 pour 1.000 mètres cubes dans le cas où l'eau fournie à une ville de la région est mesurée par un compteur placé à l'usine de traitement, ladite usine étant située sur le territoire d'une autre commune.

2631. — 9 mai 1963. — M. Lucien Bourgeois expose à M. le ministre de l'intérieur que le décret du 7 février 1941 a prescrit des mesures de sécurité en faveur des établissements recevant du public, et notamment des salles de spectacles, après la catastrophe de Ruell. Pour sauvegarder la responsabilité de leurs communes, les maires doivent veiller à l'application stricte des dispositions de ce texte, qui est venu renforcer, en les précisant, les pouvoirs

qu'ils tiennent de la loi du 5 avril 1884. Or, il est fréquent que, dans les écoles, soit pour parfaire les moyens d'enseignement dont il dispose, soit pour satisfaire aux désirs exprimés par les cinéastes ambulants, le corps enseignant fasse donner des séances de cinéma dans des locaux municipaux, des réfectoires par exemple, et ce à titre onéreux et à la charge des élèves. Sans soulever la question du caractère onéreux, qu'un esprit d'enfant assimile à une obligation, qui est discutable et se répercute dans les familles, il lui demande : 1° si l'inspection académique est tenue informée de ces représentations et si elle intervient dans l'organisation de ces séances, soit par autorisation permanente ou tacite, soit par autorisation expresse ; 2° si les communes, étrangères à l'organisation de l'enseignement dans les écoles, en vertu du principe de non-ingérence qu'elles sont tenues de respecter dans ladite organisation, et de plus non averties préalablement de ces représentations, seraient considérées comme responsables en cas de sinistre, étant précisé que les séances de cinéma visées sont données dans un local aux dimensions d'une classe moyenne, où se trouvent enfermés à la fois les effectifs de plusieurs classes (environ 120 élèves par entassement), l'appareil de projection et ses accessoires (bobines), l'opérateur et les membres du corps enseignant qui, en manière de « non » impératif à tout importun, en tiennent la porte verrouillée de l'intérieur ; 3° à qui incomberait la responsabilité évoquée dans le cas où la commune en serait exclue ; 4° si les maires sont habilités à interdire lesdites séances de cinéma scolaire, données dans les conditions relatives ci-dessus ; motif pris de ce que les mesures de sécurité indispensables ne sont pas assurées.

2632. — 9 mai 1963. — M. Signon expose à M. le ministre des armées qu'un certain nombre de jeunes gens ont rejoint les forces françaises libres en Grande-Bretagne dès l'âge de dix-sept ans, mais que leurs services ne comptent qu'à partir de l'âge de dix-huit ans. L'article 64 de la loi du 31 mars 1928 spécifie cependant que « pourront également être admis à contracter en temps de guerre, des engagements... les jeunes gens âgés de dix-sept ans révolus ». D'autre part, des décisions individuelles semblent avoir été prises à l'égard des élèves cadets, dont la date effective d'engagement a été reportée à la date où ils ont atteint l'âge de dix-sept ans. Les services des pensions n'ont tenu aucun compte de ces décisions, et soutiennent que le statut des forces françaises libres du 7 août 1940 ne permet pas de prendre en compte les services accomplis dans l'armée de terre avant l'âge de dix-huit ans. Il y a là, outre une injustice à l'égard des jeunes qui ont répondu généreusement à l'appel du chef de la France libre, une contradiction formelle entre les différents régimes appliqués, selon que l'on ait appartenu aux forces françaises libres ou aux forces françaises de l'intérieur. Il lui demande s'il n'y a pas lieu d'examiner de nouveau la situation des jeunes gens ayant rejoint les F. F. L. avant l'âge de dix-huit ans.

2633. — 9 mai 1963. — M. Signon expose à M. le ministre du travail qu'il résulte de la réponse qu'il a faite à sa question écrite n° 486 du 11 janvier 1963 (*Journal officiel*, débats A. N., du 14 février 1963), que la pension que recevront les anciens militaires, par application du décret de coordination du 20 janvier 1950, est nettement inférieure à celle que leur donnerait le régime général. En effet, au titre du régime général, un assuré social totalisant 130 trimestres d'assurance, dont 43 accomplis postérieurement au 30 juin 1930 au titre du régime spécial, et 87 au titre du régime général, recevrait, à l'âge de soixante ans, une pension égale aux quatre-vingt-sept cent-trentièmes de 20 p. 100 du salaire annuel de base et, à l'âge de soixante-cinq ans, une pension égale aux quatre-vingt-sept cent-trentièmes de 40 p. 100, tandis qu'au titre du décret de coordination, cette pension ne serait égale qu'aux quatre-vingt-sept cent-vingtièmes de ces pourcentages. Il y a donc là une contradiction certaine, qui lèse les intérêts légitimes des assurés sociaux de la catégorie indiquée. D'autre part, les retraités sociaux ayant plus de trente années de services continuent à subir des retenues pour leur pension, alors que celle-ci n'est calculée que sur trente années de services. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas d'harmoniser les deux régimes de pension ; 2° les raisons pour lesquelles les pensions des assurés sociaux ne sont pas calculées sur la totalité de leurs années de services.

2634. — 9 mai 1963. — M. Signon expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'un certain nombre d'assistantes sociales ont accompli dans des dispensaires ou autres établissements privés un certain nombre d'années de services, parfois plus de vingt années, avant la transformation de ces établissements en établissements publics, et que, devenues de ce fait fonctionnaires, leurs services antérieurs n'ont pas été validés. Si ces assistantes sociales bénéficient d'une retraite lorsqu'elles atteignent la limite d'âge, cette retraite est pour beaucoup d'entre elles assez insignifiante. Il lui demande : 1° s'il n'est pas possible d'autoriser ces fonctionnaires à revaloriser leur retraite en rachetant une partie des services accomplis antérieurement dans ces mêmes établissements ; 2° dans la négative, si ces services privés seront obligatoirement rémunérés à l'âge de soixante-cinq ou soixante ans par une retraite de la sécurité sociale.

2635. — 9 mai 1963. — M. Signon expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, lors de leur classement dans la grille de la fonction publique, les agents administratifs dépendant des diverses administrations étaient à parité, et que depuis divers

décrets ont revalorisé ces fonctions, sauf en ce qui concerne les agents administratifs de l'inscription maritime, qui ont été maintenus à leurs indices originels. Il y a là une situation anormale et injuste. Il lui demande s'il n'envisage pas d'adresser au ministère des finances un projet de décret tendant à relever les indices des agents administratifs de l'inscription maritime, pour les remettre au même niveau que leurs collègues des administrations de l'air, de la marine militaire et de l'armée de terre.

2636. — 9 mai 1963. — M. Roger Evrard demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° si une municipalité peut réserver aux seuls élèves des écoles publiques le bénéfice des prestations scolaires à caractère social (fournitures, cantines, etc.) ou si au contraire, aucune discrimination, autre que celle fondée sur la situation de fortune des parents, ne pouvant être admise en raison même de la nature « sociale » de ces avantages, la municipalité doit en faire bénéficier également les élèves des écoles privées; 2° dans le cas d'une réponse négative au deuxième terme de cette alternative, quels sont les fondements juridiques de ces dispositions restrictives.

2637. — 9 mai 1963. — M. Miossec expose à M. le ministre de l'agriculture que la loi n° 60-791 du 2 août 1960, relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles prévoit, notamment en son article 4, qu'un effort particulier serait fait pour améliorer le régime d'attribution des bourses aux enfants issus du milieu rural. Il serait particulièrement nécessaire que soient définis, à l'intention des commissions départementales, régionales et nationale, ayant compétence en la matière, des critères précis qui tiendraient compte, non du capital, mais des revenus réels des familles. Il lui demande s'il compte faire en sorte que la révision des critères soit assurée dans les meilleurs délais, afin de tendre vers une parité effective entre les familles agricoles et les autres pour ce qui est de l'attribution des bourses.

2638. — 9 mai 1963. — M. Chérasse appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'application faite du décret n° 54-535 du 26 mai 1954 (*Journal officiel* du 27 mai 1954) créant des échelons exceptionnels de solde pour les colonels (indice 630, devenu indice réel 760 depuis le 1^{er} septembre 1962) et pour les lieutenants-colonels (indice 525, devenu 597). Le décret n° 55-410 du 12 avril 1955 fixe les conditions d'attribution de ces échelons exceptionnels. Des officiers supérieurs de ces grades, en retraite, ont demandé la révision de leur indice de pension (art. 26 du code des pensions civiles et militaires) qui leur a été refusée par l'administration. L'un d'eux a introduit un recours au Conseil d'Etat. Celui-ci (décision n° 38-084 du 29 février 1960) a donné droit au demandeur et l'a renvoyé « devant le ministère des armées et le ministère des finances pour y être procédé à un nouvel examen de ses droits à pension en conformité des décisions contenues dans la présente décision ». A la suite de cette décision d'autres demandes de révision, visant à l'attribution de ces nouveaux échelons de solde, sont demeurées sans suite. Il lui demande quelle mesure il envisage de prendre pour permettre aux officiers supérieurs en retraite intéressés d'accéder aux échelons exceptionnels prévus par les textes précités.

2639. — 9 mai 1963. — M. Chérasse appelle l'attention de M. le ministre des armées sur l'application faite du décret n° 54-535 du 26 mai 1954 (*Journal officiel* du 27 mai 1954) créant des échelons exceptionnels de solde pour les colonels (indice 630, devenu indice réel 760 depuis le 1^{er} septembre 1962) et pour les lieutenants-colonels (indice 525, devenu 597). Le décret n° 55-410 du 12 avril 1955 fixe les conditions d'attribution de ces échelons exceptionnels. Des officiers supérieurs de ces grades, en retraite, ont demandé la révision de leur indice de pension (art. 26 du code des pensions civiles et militaires) qui leur a été refusée par l'administration. L'un d'eux a introduit un recours au Conseil d'Etat. Celui-ci (décision n° 38-084 du 29 février 1960) a donné droit au demandeur et l'a renvoyé « devant le ministère des armées et le ministère des finances pour y être procédé à un nouvel examen de ses droits à pension en conformité des décisions contenues dans la présente décision ». A la suite de cette décision d'autres demandes de révision, visant à l'attribution de ces nouveaux échelons de solde, sont demeurées sans suite. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour permettre aux officiers supérieurs en retraite intéressés d'accéder aux échelons exceptionnels prévus par les textes précités.

2640. — 9 mai 1963. — M. Chérasse appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation suivante : le département de la Seine-Maritime, eu égard à sa situation géographique, doit faire face à des dépenses particulières que ne subissent pas la majorité des autres départements français. C'est ainsi qu'à son budget sont inscrits des crédits importants pour les passages d'eau, 6 millions; la protection de la voirie et des lieux habités en bordure de la mer, 3 millions; la réfection des berges de la Seine, 2.600.000. En ce qui concerne les passages d'eau, la dépense est entièrement à la charge du département et l'Etat n'a jamais envisagé d'apporter son aide. Pour les travaux de défense contre la mer, le ministère des travaux publics alloue parfois des subventions pour la protection des lieux habités, mais ces subventions limitées à 30 p. 100 restent toujours peu importantes; ainsi, pour 1963, il n'a été octroyé qu'un crédit de 200.000 F au département de la Seine-Maritime. Pour ces deux catégories de dépenses, la charge du département est due uniquement soit à

une situation particulière, soit à des faits naturels normaux (avance progressive de la mer). Par contre, il n'en est pas de même pour les dégâts causés aux berges de la Seine. En effet, ce n'est pas le cours normal du fleuve, ni le mascaret sur un certain parcours qui occasionnent des dégradations. Il est indiscutable que l'aggravation est due : 1° à la vitesse des navires et au batillage provenant de leur passage; 2° à sa charge à la remontée à Rouen des navires d'un tonnage de plus en plus important; remontée maintenant permise par les travaux d'aménagement de l'estuaire; 3° aux travaux de calibrage du chenal de navigation qui ont relevé les cotes atteintes par les eaux. Comme les nécessités impérieuses de l'économie nationale ne permettent pas de réglementer la vitesse des navires en Seine, mais tendent au contraire à accélérer leur rotation, il lui demande s'il compte faire en sorte que l'Etat continue, non seulement à supporter les dépenses d'entretien des digues construites entre la Mailleraye et la mer, en vue de garantir le chenal de navigation et améliorer les profondeurs offertes aux navires, mais également qu'il prenne à sa charge la totalité des travaux de construction de défenses de berges à exécuter en amont de la Mailleraye jusqu'au port de Rouen. Il insiste pour que ce problème soit examiné dans le cadre de la situation actuelle et non dans celui des textes réglementaires actuellement en vigueur, qui auraient besoin d'être actualisés, notamment en ce qui concerne les voies navigables et particulièrement la Seine, dans sa partie maritime. En effet, c'est une loi du 16 septembre 1807 qui fait obligation aux riverains de supporter les dépenses des travaux de défense contre les eaux. Le décret-loi du 12 novembre 1937 apporte peu de chose, puisqu'il se borne à autoriser le département et les communes, sous le contrôle du ministère des travaux publics, à exécuter, à leurs frais, avec ou sans subvention de l'Etat, les travaux à la place des riverains. Il lui demande donc en outre s'il ne lui apparaît pas utile qu'un texte nouveau soit élaboré pour tenir compte des responsabilités de la navigation.

2641. — 9 mai 1963. — M. Rabourdin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la grave situation dans laquelle se trouvent certains organismes à caractère social (centres de diagnostic et de soins, ou dispensaires agréés et conventionnés par les caisses régionales de sécurité sociale) fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 29 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 (art. 271-44 du code général des impôts) et qui sont néanmoins l'objet de poursuites visant le paiement de la taxe sur les prestations de services sur des recettes provenant exclusivement de consultations médicales. Il lui demande si des mesures de tempérament ne pourraient pas intervenir en attendant la publication des décrets qui doivent préciser les conditions auxquelles est subordonnée l'exonération des taxes dont il s'agit.

2642. — 9 mai 1963. — M. Bourgoïn demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si les impôts dus à l'Algérie par les citoyens français au titre des professions ou revenus sur l'année 1961, devant être payés en 1962, sont normalement perceptibles par l'Etat algérien; 2° si les impôts dus à l'Etat algérien, que ce soient ceux visés au paragraphe 1° ci-dessus ou ceux des professions ou revenus de l'année 1962, normalement payables en 1963, peuvent faire l'objet de poursuites ou de saisies sur les biens ou valeurs situés en France, appartenant à des citoyens français, avec l'accord du Gouvernement français, et le cas échéant à quelles conditions le Gouvernement français subordonnerait son accord.

2643. — 9 mai 1963. — M. Edouard Charret appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation suivante : un failli non réhabilité est déchu de tous droits et ne peut notamment exercer aucune activité commerciale, même si le passif est peu important et même si des dividendes ont été versés par le syndic. Par contre, en matière de règlement judiciaire, même si le passif est très élevé et alors même qu'il y a eu clôture pour insuffisance d'actif, le débiteur n'encourt aucune déchéance et peut reprendre une activité commerciale. Il lui demande si une règle identique ne devrait pas s'appliquer en matière de faillite et de règlement judiciaire clos pour insuffisance d'actif.

2644. — 9 mai 1963. — M. Edouard Charret appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur un problème posé par l'une des attributions des greffiers près des tribunaux. Ceux-ci ont qualité pour recevoir les sommes retenues au titre de saisies-arrêts (art. 69 du code du travail). Ils sont ainsi amenés à recevoir en dépôt des sommes importantes, à charge pour eux de les reverser aux ayants droit. Ils restent personnellement et exclusivement responsables de ces dépôts. En cas détournement, aucune caisse de garantie ne se substitue à eux. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées ayant pour effet de ne pas limiter cette responsabilité au seul greffier en cause et si la responsabilité de l'Etat ne pourrait, dans ce cas, être admise.

2645. — 9 mai 1963. — M. Lathière expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'heure actuelle, compte tenu tant des dispositions de l'article 391-5° du code général des impôts que de la jurisprudence du Conseil d'Etat, il semble interdit à un entrepreneur de travaux publics qui cesse son exploitation de constituer une provision quelconque soit de propre assureur, soit pour risques, en vue de faire face aux conséquences de la garantie décennale instituée par l'article 1792 du code civil. La doctrine et la jurisprudence estiment que le risque est purement éventuel,

Toutefois ce risque n'en existe pas moins et, s'il se produit en cours d'exploitation, l'entrepreneur peut amortir sur ses bénéfices annuels la charge qu'il représente tandis qu'après cessation la réalisation du risque se traduit par une perte brutale sans restitution d'impôt en contrepartie. En supposant même que l'administration admette que les débours occasionnés par la réalisation du risque après cessation puisse — dans le cadre actuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques — se déduire des revenus de l'année au cours de laquelle il se réalise, le contribuable en cause peut se trouver très lourdement sanctionné par l'impôt, notamment dans le cas où les bénéfices de l'exercice de cessation ont été très importants et taxés dans les plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, alors que ses revenus postérieurs peuvent n'être que peu importants. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne serait pas plus équitable d'autoriser un entrepreneur qui cesse sa profession à constituer une provision pour responsabilité décennale. Cette provision pourrait être calculée par exemple à raison de 3 F pour 1.000 des travaux exécutés au cours des dix années précédant la cessation et serait rapportée, le cas échéant, aux revenus des dix années suivant la cessation au fur et à mesure où il serait constaté que la tranche antérieure de dix ans est devenue sans objet en tout ou partie. Bien entendu, si une telle solution était adoptée, elle ne pourrait s'appliquer, semble-t-il, qu'aux personnes physiques ou aux anciens associés de sociétés de personnes dissoutes et précédemment non passibles de l'impôt sur les sociétés (sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés) ainsi que, le cas échéant, aux héritiers ou ayants droits desdites personnes ou associés en nom.

2646. — 9 mai 1963. — **M. Lepourry** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si les textes réglementaires relatifs aux groupements agricoles fonciers, prévus à l'article 14 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 et à l'article 5 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, doivent intervenir à brève échéance, de telle sorte que les agriculteurs déjà organisés puissent bénéficier des avantages attachés à la création de ces groupements.

2647. — 9 mai 1963. — **M. Etienne Fajon** expose à **M. le ministre du travail** que la loi du 16 avril 1946 modifiée, relative aux délégués du personnel, les textes d'application et la jurisprudence des tribunaux édictent que : a) les élections ont lieu non pas par entreprise, mais par établissement distinct; b) l'employeur est tenu d'organiser matériellement les élections, de fixer la date ainsi que l'heure du scrutin et d'en informer le personnel; c) la date du renouvellement des délégués doit être fixée dans le mois précédant l'expiration normale de leurs fonctions et, au cas où les élections sont retardées indépendamment de la volonté des organisations syndicales, la pérennité de l'institution étant assurée par la prorogation du mandat des délégués; d) l'employeur n'est pas admis à réglementer l'exercice des fonctions de délégué. Il ne peut s'opposer à une demande d'absence. Le délégué n'a pas à solliciter une autorisation. Il doit seulement avertir son chef direct de son intervention. Or, la direction d'une importante entreprise d'automobiles, qui possède plusieurs établissements dans le département de la Seine, viole délibérément ces dispositions, dont beaucoup sont d'ordre public. Les élections ont lieu sur des listes de candidats valables pour l'ensemble de ses établissements de la Seine. De ce fait, les travailleurs de l'établissement de Saint-Ouen sont appelés à voter pour des candidats des établissements du 15^e arrondissement de Paris, de Saint-Denis, Clichy, Levallois, Nanterre, et vice versa, qu'ils n'ont pas la possibilité de connaître. Pour la plupart d'entre eux, ils ne pourront pas davantage rencontrer les délégués lorsqu'ils auront été élus. En effet, la direction de l'entreprise en cause s'oppose au déplacement des délégués dans l'ensemble de ses établissements de la Seine. Elle interdit même à chaque délégué de se déplacer dans l'établissement où il travaille et dans chaque établissement au-delà des limites du secteur restreint qu'elle lui assigne. Pour exercer son mandat, le délégué doit obtenir l'autorisation d'un chef de section, seul qualifié pour la lui accorder. D'autre part, alors que le mandat des délégués en fonctions est arrivé à expiration et que les élections auraient dû avoir lieu le 8 mai, elle n'a pas encore pris de dispositions pour l'organisation de ces élections. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la législation et la réglementation par l'entreprise susvisée, en ce qui concerne notamment : les élections par établissement, l'exercice par les délégués de leurs fonctions dans l'établissement dont dépendent les électeurs, le droit pour chaque travailleur de faire appel à un délégué de son choix, le libre déplacement des délégués dans les ateliers et services pendant les quinze heures par mois que la loi leur accorde pour l'accomplissement de leur mission, la prorogation du mandat des délégués en fonctions jusqu'aux nouvelles élections, dont la date devrait être fixée à une date très rapprochée et qui doivent pouvoir se dérouler dans des conditions permettant à chaque travailleur de voter librement, sans entrave ni pression d'aucune sorte de la direction ou de ses agents.

2648. — 9 mai 1963. — **M. Odru** expose à **M. le ministre du travail** que, dans certaines professions, la réglementation a institué des « équivalences » entre le temps de présence passé par le salarié sur le lieu du travail et le temps de travail effectif qu'il est censé fournir en moyenne. Dans ce cas, le travailleur perçoit un salaire calculé sur quarante heures de travail effectif, quelle que soit la durée de la présence hebdomadaire qu'il est tenu d'accomplir, en application du décret fixant, pour sa profession, le régime d'équivalence. Par exemple, pour le personnel affecté à la vente

du commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires, le décret du 31 décembre 1938 a précisé qu'une durée de présence de quarante-deux heures par semaine correspond à quarante heures de travail effectif. Très désirable à l'époque où elle a été prise, cette mesure ne peut plus se justifier actuellement en raison des modifications intervenues dans les conditions de travail de ce personnel. En effet, la progression du chiffre d'affaires des établissements considérés, la réduction sensible des effectifs, l'accroissement du nombre des débits effectués par chaque vendeur ou vendeuse, l'extension de nouvelles méthodes de vente (libre service), etc., ont pour conséquence l'intensification du travail du personnel et la disparition de ce qu'on appelait autrefois les « heures creuses ». Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour supprimer les deux heures « d'équivalence » prévues par l'article 1^{er} du décret du 31 décembre 1938 pour le personnel affecté à la vente du commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires.

2649. — 9 mai 1963. — **M. Odru** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que la direction de la Société nationale des chemins de fer français vient de décider cette année encore que les trains des samedis 29 juin et 3 août 1963, au départ de Paris-Austerlitz et de Paris-Lyon, seront interdits aux porteurs de billets populaires de congé annuel. Pourtant, du fait de l'étalement plus grand de la période des congés, les phénomènes de « pointe » pour ces deux jours seront probablement moins sensibles que les années précédentes. Il lui demande s'il entend revenir sur une décision qui, parmi l'ensemble des solutions applicables au problème des grands départs en vacances, a choisi celle la plus préjudiciable aux travailleurs, considérés comme voyageurs de deuxième catégorie.

2650. — 9 mai 1963. — **M. Houël** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que l'article 12 de l'ordonnance n° 59-107 du 7 janvier 1959 a inclus les édifices consacrés à un culte et les établissements scolaires privés dans les zones protégées et qu'en vertu de l'instruction 125 B du 25 avril 1949 la réglementation des zones protégées est opposable aux débits de boissons extraordinaires. Il s'ensuit que, dans une commune où la salle des fêtes est située à côté de l'église et à moins de 150 mètres d'une école privée, les principales sociétés de la localité qui organisent chaque année dans cette salle des fêtes, avec l'autorisation du maire, des bals en vue de se procurer les recettes nécessaires à leur fonctionnement ne peuvent, à cette occasion, vendre des boissons alcoolisées aux participants. Une réglementation aussi rigide nuit à la fois aux intérêts de la commune et à ceux des sociétés locales. Il lui demande s'il envisage d'assouplir les dispositions de l'instruction précitée dans les cas de l'espèce.

2651. — 9 mai 1963. — **M. Paul Coste-Floret** expose à **M. le ministre de la justice** les faits suivants : un particulier possède une maison d'habitation qui prend légèrement appui sur un mur de clôture — mur mitoyen — séparant sa propriété d'une propriété voisine. Cet immeuble a besoin de réparations, et celles-ci ne peuvent être effectuées que si le voisin autorise le passage des ouvriers sur son propre terrain. Or, l'intéressé refuse de donner cette autorisation et le propriétaire de l'immeuble se voit contraint de recourir à une procédure judiciaire, ce qui entraîne des frais ainsi que de longs délais pendant lesquels l'immeuble se détériore et ses habitants ne sont pas protégés contre les intempéries. Il lui demande si, pour résoudre des cas de ce genre sans qu'il soit nécessaire de recourir à une décision du tribunal, il ne lui semble pas souhaitable que soit inséré dans le code civil une disposition en vertu de laquelle lorsqu'un immeuble se trouve en bordure d'une propriété close ou non, le propriétaire de cet immeuble, après avoir par lettre recommandée informé son voisin de son intention d'effectuer des réparations sur sa maison, aurait droit de passage, et l'opposition du propriétaire du terrain aurait pour effet de faire supporter à ce dernier les conséquences des dommages causés par son refus.

2652. — 9 mai 1963. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les règlements d'honoraires aux directeurs de travaux agissant pour le compte de collectivités locales sont souvent retardés par suite de divergences d'interprétation données aux lois, règlements ou contrats applicables. Ces divergences se manifestent principalement en ce qui concerne les projets se réalisant par tranches s'étendant sur plusieurs années ou par lots. En de telles circonstances les receveurs municipaux exigent généralement des dossiers techniques comportant obligatoirement toutes les pièces prévues par l'arrêté du 6 mars 1956, alors que dans certains cas la fourniture de tels dossiers est impossible. Par ailleurs, quel que soit le mode de paiement prévu dans les conventions, les receveurs municipaux refusent les règlements d'honoraires supérieurs à 80 p. 100 des sommes dues jusqu'à réception définitive. Ainsi, pendant le délai de garantie, alors que les entrepreneurs responsables sont réglés à 100 p. 100 moyennant une caution bancaire, les directeurs de travaux qui ont précédé aux vérifications et au règlement des mémoires ne sont réglés qu'à 80 p. 100 sans qu'aucun texte ne prévoit une retenue de garantie pour eux. Il lui demande s'il n'envisage pas, pour éviter ces anomalies, de préciser dans un règlement unique une formule de contrat fixant les obligations et droits de chaque partie, et de prévoir explicitement les pièces à produire pour qu'avant l'approbation du contrat par l'autorité de tutelle les receveurs municipaux puissent régler les honoraires dus et éviter ainsi des retards s'élevant parfois à plusieurs années.

2653. — 9 mai 1963. — **M. Bricout** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un contribuable qui doit prendre sa retraite dans quatre ans, a acheté, après cinquante-cinq ans, une petite maison à la campagne dans son pays d'origine en vue de se retirer. Il n'est propriétaire d'aucun immeuble. Il lui demande s'il ne serait pas possible à l'administration des contributions directes de permettre dans ce cas audit contribuable de défalquer de ses revenus le déficit résultant des réparations faites à cet immeuble.

2654. — 9 mai 1963. — **M. Davlaud** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il n'estime pas opportun d'attribuer un complément d'essence détaxée aux agriculteurs contraints de réensemencer par suite des dégâts causés par les intempéries.

2655. — 9 mai 1963. — **M. Davlaud** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation fiscale des rapatriés d'Algérie qui hébergent des parents âgés économiquement faibles, eux-mêmes rapatriés, et il lui demande si ces derniers peuvent être considérés comme personnes à charge pour le calcul du coefficient familial applicable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

2656. — 9 mai 1963. — **M. Jean-Paul Palewski** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il ne lui paraît pas possible de donner toutes instructions utiles pour que, lorsqu'un contribuable se voit réclamer, après examen de sa déclaration de revenus, une imposition complémentaire au titre du rôle d'une année antérieure : 1° l'avertissement soit obligatoirement accompagné d'une note détaillée faisant ressortir les postes ou chapitres de la déclaration sur lesquels des réintégrations sont pratiquées et d'une justification du nouveau calcul de l'impôt ; 2° le délai de règlement accordé au contribuable soit d'autant plus long que le rôle considéré est plus ancien et la somme réclamée plus élevée — ce délai entre la date d'émission de l'avertissement et la date d'exigibilité ne pouvant être inférieur à six mois.

2658. — 9 mai 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que certains ouvriers du bâtiment et des travaux publics, lorsqu'ils sont en déplacement ou insuffisamment près de leur domicile pour pouvoir s'y rendre à l'occasion des repas, reçoivent, de leurs employeurs, une indemnité de panier prévue par les conventions collectives et destinée à compenser la différence entre le prix de revient de leur repas pris chez eux et celui qu'ils doivent consommer à l'extérieur. Il lui demande si ces allocations forfaitaires allouées à titre d'indemnité de panier sont comprises dans la réduction supplémentaire de 10 p. 100 pour frais professionnels que chaque ouvrier du bâtiment et des travaux publics a la possibilité de faire supporter à sa déclaration sur le revenu ; si, au contraire, ces indemnités, qui ne peuvent représenter un salaire effectif puisqu'elles ne sont versées aux ouvriers du bâtiment et des travaux publics qu'à l'occasion de l'éloignement de leur domicile, doivent être déclarées au titre de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires, indemnité et rémunérations diverses versés par les employeurs à leurs salariés, même si celles-ci ne représentent, en fait, que le remboursement d'une dépense forfaitairement établie pour éviter une paperasserie inutile et encombrante.

2659. — 9 mai 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à l'occasion de leur déclaration sur le revenu certaines catégories de salariés ont eu la possibilité, avant les réductions légales de 10 + 20 p. 100, de déduire en sus un pourcentage supplémentaire spécial pour frais professionnels, lequel est fixé en ce qui concerne les ouvriers du bâtiment et des travaux publics, à 10 p. 100. Il lui demande si ce pourcentage supplémentaire de 10 p. 100 a pour but de tenir compte : 1° des dépenses supplémentaires inhérentes à la profession des ouvriers du bâtiment et des travaux publics visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} du décret du 17 novembre 1936 ; 2° de l'usure prématurée des vêtements de travail ; 3° des frais de lavage de ces derniers, etc.

2660. — 9 mai 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre du travail** qu'à la suite de l'extension des dispositions d'avenants et d'une annexe à la convention collective nationale du personnel des entreprises de marchandises ferroviaires et travaux annexes (arrêté en date du 29 octobre 1962, *Journal officiel* du 23 février 1963, p. 1797), la valeur des différentes primes et indemnités a été modifiée. Il lui demande si les indemnités dites « primes de décaissage et de bleis » doivent être considérées comme faisant partie intégrante du salaire, et de ce fait sont susceptibles d'être assujetties aux cotisations de sécurité sociale ; ou si, au contraire, elles en sont exonérées en raison même du caractère compensateur des dépenses supplémentaires exposées par les salariés à l'occasion, certes du travail, mais sans aucun profit pour eux.

2661. — 9 mai 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre du travail** que, se référant à la réponse qui a été donnée à sa question écrite n° 1750 (*Journal officiel* du 27 avril 1963, Débats de l'Assemblée nationale), relative aux salaires forfaitaires devant déterminer les cotisations de sécurité sociale dues pour le personnel des hôtels, cafés et restaurants, notamment lorsque ces personnels

sont rémunérés en totalité ou en partie à l'aide de pourboires reçus directement de la clientèle, il constate que les modalités de calcul ont été modifiées, et qu'a été abandonné la formule plus logique appliquée antérieurement, à savoir que le salaire forfaitaire mensuel, servant à déterminer le salaire forfaitaire à la journée ou à la demi-journée, n'est plus basé sur vingt-cinq jours de travail, mais sur vingt et un jours trois quarts. Il lui demande : 1° si cette nouvelle formule n'est pas le fait d'une erreur d'appréciation, étant donné que le nombre de jours ouvrables dans les commerces alimentaires est de vingt-six jours mensuels ; 2° si le fait d'appliquer un dénominateur commun de vingt et un jours trois quarts ne correspondrait pas aux jours ouvrables dans l'industrie par exemple ; 3° dans le cas contraire, quels sont les motifs valables qui ont dicté les nouvelles normes de calcul et lui ont fait modifier celles antérieures, plus conformes à la logique, les conditions de travail n'ayant pas été modifiées. Il lui rappelle qu'en tout état de cause, antérieurement, le dénominateur commun était bien de vingt-cinq jours (réponse à la question écrite n° 13695, ancienne législation, *Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, fascicule spécial du 24 février 1962).

2662. — 9 mai 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 2, titre 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1957, traitant des créances commerciales en étendant la procédure d'injonction, autorise les demandeurs à déposer leur requête au greffe du tribunal de commerce en personne, par mandataire ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une créance civile, l'article, titre II, de la même loi, exige que le dépôt de la requête au greffe du tribunal d'instance soit fait par le demandeur en personne ou par mandataire. Ainsi, le commerçant, qui vend à des particuliers éloignés, se trouvera toujours pénalisé par rapport à celui qui vend à des commerçants, puisqu'il sera obligé de faire déposer sa requête par un mandataire, souvent inconnu, ce qui lui occasionnera, la plupart du temps, soit des déplacements onéreux, soit le règlement d'honoraires disproportionnés avec les intérêts en jeu. Il lui demande : 1° si, en face d'une semblable situation, il n'y aurait pas un intérêt majeur à uniformiser la procédure d'injonction et permettre, dans le cas de dettes civiles, les mêmes modalités que celles prévues à l'article 2, titre 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1957 pour les dettes commerciales ; 2° si, au moment où tout est fait pour réduire les circuits de distribution et favoriser ainsi les ventes directes « producteur-consommateur », la formule de la requête en injonction adressée par lettre recommandée avec accusé de réception aux greffes des tribunaux d'instance n'est pas souhaitable comme devant mettre un terme à une anomalie qui ne peut plus se concevoir ; 3° si, afin d'uniformiser la procédure d'injonction, il entre dans ses intentions de donner des instructions en ce sens aux greffes des tribunaux d'instance.

2663. — 9 mai 1963. — **M. Maurice Faure** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la dépréciation progressive de certains concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire. Ainsi, lors de l'instauration du cadre unique comportant les certifiés, licenciés et assimilés, l'uniformisation s'est faite au détriment des lauréats de concours difficiles tels que le C. A. E. C. où, par exemple en 1952, il y eut, dans certaine discipline, moins de 5 p. 100 de reçus par rapport aux candidats. Le décret du 7 novembre 1959, par les intégrations massives qu'il a entraînées n'exigeait simplement que les épreuves pratiques du C. A. P. E. S., a défavorisé encore davantage cette catégorie de professeurs. Par suite, la grande différence de niveau entre les anciens concours et les nouveaux est flagrante. C'est pourquoi il lui demande s'il n'accepterait pas d'assimiler, à titre exceptionnel, le succès au C. A. E. C. à l'admissibilité à l'agrégation. Cette assimilation, dont les incidences financières seraient minimes, permettrait à un certain nombre de professeurs, par ailleurs admissibles une fois à l'agrégation, d'être intégrés dans le cadre des admissibles, et réparerait partiellement une injustice certaine.

2664. — 9 mai 1963. — **M. Morlevat** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, publiée au *Journal officiel* du 17 mars 1963, portant réforme de la fiscalité immobilière, stipule, dans son article 30-I que les sociétés ou actionnaires de sociétés immobilières ont, au regard des impôts directs, la même personnalité que celle de leur société, quelle que soit sa forme. Ils sont en conséquence soumis personnellement à l'impôt sur le revenu et à la taxe complémentaire comme le sont les propriétaires immobiliers, bien qu'ils soient propriétaires d'actions, donc propriétaires mobiliers. Ceux qui occupent personnellement les logements qui leur sont ainsi attribués en jouissance devront donc établir une déclaration fiscale faisant ressortir en recette la valeur locative théorique de leur appartement, et en dépense les charges et intérêts relatifs aux emprunts qui ont été souscrits pour leur compte par leur société. Une difficulté semble se présenter pour la mise en application de cette disposition si l'on prend en considération les deux points suivants : a) les logements du secteur primé sont soumis à deux régimes de primes délimités par le décret n° 58-887 du 25 septembre 1958 applicable à compter du 31 décembre 1958 et transformant la prime accordée par l'Etat en bonification d'intérêts. Dans cette situation, l'organisme prêteur ne facture que les intérêts bonifiés et le contribuable ne peut faire la preuve à l'administration des intérêts globaux ; b) les primes à la construction accordées par l'Etat ont été déclarées non passibles de l'impôt sur le revenu. Dans ces conditions, les sociétés ou actionnaires des sociétés immobilières, bien que

bénéficiant des mêmes aides de l'Etat, se trouvent vis-à-vis de l'administration dans deux situations différentes. Il lui demande : 1° si l'administration est autorisée à retenir en majoration des intérêts bonifiés le montant de l'aide accordée par l'Etat en vue de cette bonification ; 2° dans ce cas, comment il doit être procédé pour calculer l'aide de l'Etat, et en particulier si l'on doit faire la différence entre le taux d'intérêt qu'aurait dû appliquer l'organisme prêteur, et celui qui a été réellement facturé en fonction de la bonification de l'Etat, ou si l'on doit majorer les intérêts payés à l'organisme prêteur du montant de la prime accordée par le ministère de la construction.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

INDUSTRIE

2180. — M. Planeix appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les difficultés actuelles d'approvisionnement en charbon, et, compte tenu de cette pénurie et du fait que les mines de Brassac (Puy-de-Dôme) donnent un anthracite de qualité égale à tous les anthracites français et de seulement 10 p. 100 inférieur à l'anthracite d'importation russe, lui demande s'il ne serait pas opportun d'envisager un assouplissement dans les mesures de fermeture des exploitations minières existant dans le Puy-de-Dôme. De plus, une semblable décision semble être particulièrement valable si l'on tient également compte des résultats techniques et financiers, en nette progression depuis 1960, à la suite de la mise en service des installations renouvelées par les travaux engagés en 1955 qui ont coûté la somme de 2 milliards d'anciens francs, et pour lesquels la direction des mines et des charbonnages avait été d'accord. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — Le plan d'adaptation des Charbonnages de France, arrêté par le Gouvernement en juin 1960, prévoyait la fermeture en 1965 de la mine de Brassac. Cette décision était fondée d'une part sur les difficultés d'écoulement de la production dont plus de la moitié est constituée de fines utilisées essentiellement dans la fabrication de boulets, d'autre part sur des résultats fortement déficitaires, enfin sur le refus d'engager des investissements importants nécessaires pour ouvrir un nouvel étage d'extraction. Les progrès réalisés depuis lors, en particulier le gain de rendement fond qui est passé de 1.161 kg en 1959 à plus de 1.800 kg en janvier 1963, ont conduit à un redressement notable de la situation, sans toutefois permettre d'atteindre, en raison de l'augmentation régulière des charges, l'équilibre financier de l'exploitation. Les études antérieures seront remises à jour de façon à apprécier si les mesures décidées en 1960 doivent être maintenues intégralement, dans le cadre des études poursuivies en vue de définir les objectifs de production pour 1970 des houillères de bassin ; celles que soient les conclusions auxquelles on aboutira, il reste indispensable de poursuivre activement l'effort de conversion. Quant aux autres mines de houille du département du Puy-de-Dôme, c'est-à-dire Messeix et Saint-Eloy pour lesquelles il a été assigné un objectif de production de 600.000 tonnes en 1965, l'exploitation ne pourra se maintenir à ce rythme qu'un nombre limité d'années, en raison de l'épuisement progressif des gisements.

INFORMATION

2031. — M. Carlier attire l'attention de M. le ministre de l'Information sur une anomalie en matière de perception de la redevance annuelle pour l'usage de postes récepteurs de première catégorie. Si le foyer est composé du chef de famille, de son conjoint (même salarié), et des enfants à charge, il n'est perçu qu'une seule redevance annuelle pour l'usage de tous les postes détenus dans le même foyer. Par contre, si le foyer compte un enfant mineur salarié qui possède un poste récepteur, le chef de famille doit acquitter deux redevances annuelles. C'est une injustice contre laquelle protestent de nombreux usagers, chargés de famille. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de modifier en conséquence l'article 12 du décret n° 60-1489 du 29 décembre 1960. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — En application du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 modifié, il n'est perçu qu'une seule redevance annuelle pour l'usage de tous les postes récepteurs de première catégorie détenus dans un même foyer à la condition que celui-ci ne soit composé que du chef de famille, de son conjoint et des enfants à charge. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, le service des redevances de la Radiodiffusion-télévision française doit demander le paiement de plusieurs taxes. En particulier, l'enfant mineur salarié, vivant dans le foyer doit acquitter la redevance radiophonique s'il est détenteur d'un récepteur. La modification de l'article 12 du décret précité, proposée par l'honorable parlementaire et destinée à exonérer de la redevance les mineurs salariés vivant avec leur famille, aurait pour conséquence une perte de recettes importante pour l'établissement. Or, aux termes de l'article 10 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 relative à la Radiodiffusion-télévision française, toute extension du droit à l'exemption de taxe à de nouvelles catégories de bénéficiaires est subordonnée à la compensation intégrale de la perte de recettes en résultant par une subvention inscrite au budget de l'Etat. Au demeurant, l'établissement applique les dispositions de l'article 12 du décret du 29 décembre 1960 de façon très libérale puisqu'il accorde le béné-

ficie de l'unicité de compte aux chefs de famille ayant des enfants mineurs salariés qui disposent de revenus inférieurs au montant du salaire moyen interprofessionnel garanti. Il est difficile d'aller plus loin dans la voie des exemptions.

INTERIEUR

775. — M. Gullon expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'un agent de l'Etat, qui n'a pas bénéficié en son temps d'un avancement normal, en raison de ses convictions connues et non dissimulées en faveur de la politique définie par le général de Gaulle, n'est pas proposable, car il n'a pas, dans son grade actuel, l'ancienneté requise par le statut de la fonction publique, pour bénéficier d'une promotion, à laquelle peuvent seulement prétendre les personnels dont la carrière s'est déroulée avantageusement sous les régimes précédents. C'est ainsi qu'en vertu des articles 2 et 6 du décret n° 59-1141 du 1^{er} octobre 1959 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets (*Journal officiel* du 2 octobre 1959, p. 9477), un sous-préfet, dont l'attitude politique a précédemment compromis l'avancement, appelé enfin sous la V^e République à assumer des fonctions de cabinet ministériel ou d'administration centrale, doit démissionner de son poste s'il veut avancer dans la carrière préfectorale. Agé de cinquante-deux ans, il perd toutes ses chances. Par contre, s'il est préféré, c'est-à-dire nommé la plupart du temps avant l'avènement de la V^e République, et qu'il occupe ce poste de directeur d'administration centrale, il aura vocation, après six ans d'exercice, aux quatorze postes les plus hautement rétribués. Il lui demande s'il n'envisage pas d'amender ces dispositions, de telle manière que le temps passé dans l'exercice de fonctions équivalentes soit générateur des mêmes avantages, dès lors que les indices de traitement sont les mêmes, ce qui élimine les répercussions budgétaires. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire est transmise pour attribution au ministre de l'Intérieur par M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative est relative à la fois à un problème statutaire et à un cas personnel. Le problème statutaire se dédouble lui-même en deux parties concernant : l'une l'âge limite au-delà duquel les sous-préfets ne peuvent plus devenir préfets ; l'autre l'assimilation des fonctions de cabinet ministériel et d'administration centrale à celles de préfet. Sur le premier de ces deux points il doit être précisé que le décret du 1^{er} octobre fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets n'a fait que systématiser une politique, très largement suivie auparavant, car elle présente l'avantage, notamment, de régulariser la gestion du corps préfectoral. Sur le second point il faut rappeler que, conformément à la tradition, le décret du 1^{er} octobre 1959 établit une équivalence entre les fonctions de directeur d'administration centrale et celles de préfet afin d'assurer dans l'intérêt du service l'interpénétration au niveau le plus élevé de la hiérarchie des cadres extérieurs et des cadres centraux du ministère de l'Intérieur. Il n'a pas paru possible d'étendre cette équivalence aux fonctions remplies dans les cabinets ministériels qui n'ont pas le caractère de fonctions publiques stricto sensu et ne confèrent pas à ceux qui les exercent la qualité de fonctionnaires. Ces fonctions par ailleurs ont des caractères d'aspect divers qui ne constituent pas nécessairement une préparation à la carrière préfectorale. S'il n'existe pas pour cette raison d'interpénétration organisée entre les cabinets ministériels et l'administration préfectorale il n'en demeure pas moins loisible au Gouvernement de nommer préfet un membre d'un cabinet ministériel, comme tout autre citoyen habilité à la fonction publique dans la proportion autorisée par le statut. En ce qui concerne enfin le cas personnel, l'honorable parlementaire est prêt de bien vouloir, dans la mesure qu'il jugera souhaitable, apporter toute précision au ministre de l'Intérieur à l'occasion d'une correspondance ou d'un entretien.

1608. — M. Boscher demande à M. le ministre de l'Intérieur sur quelles bases, catégorie B ou A, et à quel âge doit être liquidée la pension d'un sapeur-pompier professionnel qui, à la suite d'un accident survenu en service commandé au cours de sa carrière, a été affecté, après avis d'une commission de réforme, dans un autre emploi communal. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Sous réserve que le sapeur-pompier dont le cas est évoqué par l'honorable parlementaire ait effectué quinze années de service dans des emplois classés en catégorie B, il pourra soit solliciter sa mise à la retraite à cinquante-cinq ans dès lors qu'il réunira à ce moment vingt-cinq années de service, soit poursuivre son activité professionnelle jusqu'à la limite d'âge fixée pour son nouvel emploi. S'il ne remplit pas la condition d'ancienneté en catégorie active indiquée ci-dessus, il pourra obtenir une pension de retraite à soixante ans ou rester en fonctions jusqu'à soixante-cinq ans. En tout état de cause, la pension sera calculée sur les derniers émoluments soumis à retenue effectivement perçus pendant les six mois qui ont précédé l'admission à la retraite. Toutefois, si le maire a décidé de faire application de l'article 147 du décret n° 53-170 du 7 mars 1953, la retraite pourra être établie d'après le traitement versé en dernier lieu à l'intéressé comme sapeur-pompier.

1842. — M. François Bénard demande à M. le ministre de l'Intérieur de lui préciser : a) les conditions de nomination d'un inspecteur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ; b) les grades minimum et maximum qui peuvent être décernés à cet officier de sapeurs-pompiers ; c) les indemnités qui sont susceptibles de lui être accordées (fonction, vacations, déplacements, études, habillement, etc.) ; d) si, lors de la vacance d'un poste d'inspecteur départemental les fonctions à titre inté-

maire doivent être confiées à l'inspecteur adjoint le plus ancien ou à celui résidant dans la ville chef-lieu lorsqu'il en existe un. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les décrets n° 53-22 du 21 janvier 1953 et 53-903 du 26 septembre 1953 en modifiant l'article 5 du décret du 13 août 1925 ont précisé les conditions de nominations des inspecteurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours. Ces agents sont choisis parmi les officiers de sapeurs-pompiers et sont nommés par arrêté préfectoral; ils ont le grade de capitaine. Ils sont la plupart du temps officiers volontaires de sapeurs-pompiers d'un corps communal, et ils n'ont droit, en plus des vacances annuelles perçues à ce titre, qu'à l'indemnité de fonction d'inspecteur départemental adjoint; celle-ci est calculée sur la base du traitement budgétaire moyen afférent au grade de capitaine et ne peut dépasser annuellement le dixième de ce traitement. Par contre si l'inspecteur départemental adjoint est officier professionnel de sapeurs-pompiers, il a droit, en sus de cette indemnité de fonction, aux autres indemnités afférentes à son état d'officier professionnel (indemnités de feu, de logement, de spécialité éventuellement). Lors de la vacance du poste d'inspecteur départemental le préfet désigne, s'il y a lieu, avant la nomination d'un nouveau titulaire, parmi les inspecteurs adjoints en fonctions celui qui lui paraît le plus apte à assurer l'intérim de ce poste, sans que cet intérim doive obligatoirement être assuré dans les conditions envisagées par l'honorable parlementaire.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

2060. — M. Barberot expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, le statut des personnels techniques des services de radio, laboratoire et pharmacie des hôpitaux, dont le projet est à l'étude depuis longtemps, n'ayant pas encore été promulgué, malgré l'avis favorable formulé à l'unanimité de ses membres par le conseil supérieur de la fonction hospitalière dans sa réunion du 21 juin 1962, les diverses catégories de personnels visés par ce statut se trouvent nettement défavorisées par rapport aux personnels soignants qui ont été reclassés avec effet du 1^{er} octobre 1961. Une telle situation risque d'entraîner à brève échéance des perturbations sérieuses dans le fonctionnement des établissements de soins. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que ce statut sera promulgué dans les plus brefs délais. (Question du 8 avril 1963.)

Réponse. — La situation des personnels techniques des services de laboratoire, d'électroradiologie et de pharmacie des établissements hospitaliers constitue à l'heure actuelle l'une des préoccupations essentielles de mon département. Il me paraît difficile néanmoins de préjuger la date de publication du statut de ces catégories de personnel, les projets de décret et d'arrêté destinés à fixer leurs conditions de recrutement, d'avancement et de rémunération faisant encore l'objet de discussions avec les services du ministère des finances et des affaires économiques. Il a cependant été admis, dans un premier temps, de faire bénéficier les intéressés d'un reclassement qui permettra d'améliorer dans l'immédiat leur situation.

2203. — Mme Jacqueline Thomé-Patenoire appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur le retard apporté à la parution des arrêtés concernant le reclassement du personnel des hôpitaux, préparateurs en pharmacie, manipulateurs électroradiologistes, employés de laboratoire proposés par le conseil supérieur de la fonction hospitalière le 21 juin 1962, sans qu'aucune suite n'y ait été donnée à ce jour. Elle lui demande si celle-ci est susceptible d'intervenir rapidement. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — La situation du personnel technique des services de laboratoires, de radiologie et de pharmacie des établissements hospitaliers est l'une des préoccupations essentielles du ministère de la santé publique et de la population. Dès leur adoption par le conseil supérieur de la fonction hospitalière lors de sa séance du 21 juin 1962, les textes portant statut et reclassement indiciaire de ces catégories de personnel ont été transmis au ministère des finances et des affaires économiques. Ce département ayant soulevé diverses objections sur les mesures proposées, des discussions sont actuellement en cours entre les services intéressés. Il est donc difficile au ministre de la santé publique et de la population de préciser à l'honorable parlementaire la date de publication de ces textes. Il a cependant été admis de faire bénéficier, dans un premier temps, les agents intéressés d'un reclassement à compter du 1^{er} janvier 1961 qui permettrait, dans l'immédiat, d'améliorer la situation des personnels en cause.

2208. — M. Cornette expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les personnels des services médicaux des hôpitaux psychiatriques autonomes sont toujours dans l'attente du reclassement indiciaire prévu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1961, dont sont bénéficiaires les personnels des hôpitaux psychiatriques départementaux. Il lui demande: 1° dans quel délai les décrets d'application nécessaires à ce reclassement vont être publiés; 2° s'il n'envisage pas de prévoir l'application automatique du statut des personnels des hôpitaux psychiatriques départementaux aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — Les textes statutaires applicables au personnel des services médicaux des hôpitaux psychiatriques autonomes ainsi que celui applicable aux établissements nationaux de bienfaisance ont été examinés par le ministre des finances et des affaires écono-

miques et vont être transmis incessamment au Conseil d'Etat. La publication de ces textes pourrait donc avoir lieu dans un avenir assez proche. En ce qui concerne la deuxième partie de la question posée par l'honorable parlementaire, il y a lieu de faire remarquer que les textes applicables aux hôpitaux psychiatriques départementaux et interdépartementaux ne peuvent être appliqués automatiquement aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes qui sont fonctionnaires de l'Etat et non des collectivités locales.

TRAVAIL

2213. — M. Forest expose à M. le ministre du travail que les élèves fréquentant les cours professionnels du soir dans des lycées techniques d'Etat, ouvriers, apprentis, employés, donc assurés sociaux dans leur entreprise, se voient refuser toute prise en charge par la sécurité sociale en cas d'accident du travail survenu soit pendant les cours pratiques, soit pendant leur déplacement sur le trajet domicile-école et retour, et qu'il semble exister dans la législation actuelle une lacune pour cette catégorie d'étudiants bénéficiant des cours professionnels payés par les municipalités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la faire disparaître. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — Les personnes qui fréquentent régulièrement les cours professionnels organisés par un lycée technique d'Etat ont la qualité d'élèves d'un établissement d'enseignement technique. A ce titre, elles sont susceptibles de bénéficier des dispositions de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles pour les accidents survenant par le fait ou à l'occasion de cet enseignement (art. L. 416-2° du code de la sécurité sociale) y compris les accidents « du trajet ». Les prestations et indemnités sont à la charge de l'Etat (art. 2, premier alinéa, du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 relatif à l'application des dispositions du livre IV du code de la sécurité sociale). La question de savoir si les cours organisés par des collectivités autres que l'Etat constituent des établissements d'enseignement technique et, par voie de conséquence, si les personnes qui les fréquentent ont la qualité d'élèves des établissements d'enseignement technique, pour l'application des dispositions précitées, est une question d'espèce. Elle ne peut être résolue qu'après un examen concerté entre les services compétents du ministère de l'éducation nationale et du ministère du travail. Afin de permettre cet examen dans les cas qui ont retenu son attention, il serait nécessaire que l'honorable parlementaire veuille bien fournir, à leur sujet, toutes indications utiles sous le timbre du ministère du travail (direction générale de la sécurité sociale, 4^e bureau).

2231. — M. Fanton rappelle à M. le ministre du travail que la loi n° 61-1312 du 6 décembre 1961 tendant à accorder le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux membres bénévoles des organismes sociaux prévoyait un certain nombre de textes d'application dont aucun ne semble à l'heure actuelle avoir été publié. Il lui demande les raisons de ce retard et dans quels délais il pense pouvoir remédier à cette situation qui présente de très graves inconvénients pour les intéressés. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — Les modalités d'application de la loi du 6 décembre 1961 ont été fixées par le décret n° 63-380 du 8 avril 1963, publié au Journal officiel du 13 avril 1963. Ce texte comporte des dispositions transitoires réglant la situation des personnes qui ont été victimes d'un accident avant sa publication. Les délais qui ont été nécessaires à la mise au point du décret du 8 avril 1963 ne s'expliquent pas seulement par la nécessité d'aboutir à un accord entre de nombreuses administrations. Ils proviennent essentiellement de la difficulté où ces administrations se sont trouvées de définir avec précision le champ d'application de la loi, notamment quant à la liste des organismes considérés comme ayant un caractère social au sens de la loi. La simple lecture du décret du 8 avril 1963 permet d'apprécier la diversité et la complexité des problèmes qui ont dû être résolus pour parvenir à l'adoption d'un texte précis dont l'application pratique ne soulève pas trop de difficultés. Il est permis d'espérer que le temps consacré à la rédaction du décret aidera finalement les assurés à obtenir plus vite la reconnaissance de leurs droits.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

1964. — 6 avril 1963 — M. Martel expose à M. le ministre de l'industrie qu'au cours de la récente session du Parlement, il a attiré tout spécialement l'attention du Gouvernement sur la situation des mineurs, sur l'insuffisance de leurs salaires dont le retard par rapport à ceux du secteur privé est de 11 p. 100 et sur la nécessité de revaloriser la profession minière. Or, le Gouvernement n'a tenu aucun compte de ses interventions pressantes. Aujourd'hui, alors que les mineurs ont été obligés de recourir à la grève pour défendre leur pain et celui de leurs enfants et que la commission Massé a reconnu que, comparativement à l'augmentation des gains ouvriers horaires dans le secteur privé, la rémunération des mineurs accuse un retard de 10 p. 100, que d'une façon arbitraire

elle a ramené à 8 p. 100, le Gouvernement refuse d'accorder aux mineurs cette augmentation de salaire de 8 p. 100 à compter du 1^{er} avril 1963 au titre du rattrapage du retard constaté. Les déclarations faites à la télévision par M. le ministre de l'information tendent à obscurcir un problème pourtant clair. De plus, elles visent à induire en erreur l'opinion publique puisque les représentants de fédérations syndicales des mineurs n'ont pas la possibilité d'user de la télévision pour contester les affirmations du Gouvernement et pour commenter les revendications des mineurs. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre : 1^o pour que les mineurs perçoivent à compter du 1^{er} avril 1963 une augmentation de salaires de 8 p. 100 au titre du rattrapage du retard, indépendamment de l'augmentation dite « normale » ; 2^o pour que les mineurs bénéficient d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail et d'une quatrième semaine de congés payés ; 3^o pour que les représentants des fédérations syndicales des mineurs puissent faire valoir leur point de vue dans des émissions de télévision.

1965. — 6 avril 1963. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis quelques mois, les entreprises de transports publics de marchandises adhérentes à un groupement professionnel routier, sont dans une situation difficile. Indépendamment de leur régime tarifaire, établi sur les conditions économiques de 1960 en fonction d'un tarif de base datant d'octobre 1958, ces entreprises viennent de subir un lourd préjudice puisque leurs véhicules ont été immobilisés de façon prolongée du fait des intempéries puis de l'installation des barrières de dégel. Il lui demande : 1^o si le Gouvernement n'a pas l'intention de faire bénéficier lesdites entreprises des mesures suivantes : a) porter de 25 à 40 p. 100 la réduction de la surtaxe applicable aux véhicules de transport public, en zone longue, dans les conditions prévues au deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 553 A du code général des impôts ; b) réduire le montant de la taxe générale et de la surtaxe applicables aux transports publics de marchandises, pour le premier semestre 1963, au prorata du temps pendant lequel les véhicules sont restés immobilisés ; c) accorder des délais de paiement pour le montant de la taxe générale et de la surtaxe restant dû, avec la faculté de se libérer en quatre versements ; 2^o s'il peut lui confirmer que le Gouvernement envisage d'allouer, par l'intermédiaire du F. O. R. M. A., une subvention aux transports de produits agricoles sur la justification des feuillets bleus de contrôle dans des conditions analogues à ce qui existe actuellement pour les transports et emballages normalisés.

1966. — 6 avril 1963. — M. Fourvel expose à M. le ministre de l'industrie que les représentants du personnel F. O., C. G. T., C. F. T. C. au conseil d'administration des Houillères du bassin d'Auvergne ont, à de multiples reprises depuis 1959, et particulièrement au cours de l'année 1962, attiré l'attention du conseil d'administration sur la détérioration du climat social dans les mines dues aux insuffisances des salaires. En refusant de tenir compte de ces avertissements répétés et des réclamations justifiées des mineurs, les administrations représentant l'Etat et les Charbonnages, et plus généralement le Gouvernement et la direction générale des Charbonnages de France portent l'entière responsabilité du conflit actuel et de la situation économique qui en découle. Par ailleurs, la situation des mineurs des bassins d'Auvergne s'aggrave de la menace de fermeture des mines à plus ou moins brève échéance, sans que rien ne soit prévu, d'une part, pour assurer aux mineurs un emploi équivalent et, d'autre part, pour apporter aux bassins miniers, en particulier sur Messeix et Saint-Eloy-les-Mines, une activité économique pour le moins d'égale importance sans laquelle ces régions connaîtront la ruine et la désolation. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre : 1^o pour que les mineurs perçoivent, à compter du 1^{er} avril 1963, une augmentation de salaire d'au moins 8 p. 100 au titre de rattrapage du retard, indépendamment de l'augmentation dite normale ; 2^o pour accorder aux mineurs le bénéfice d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail et d'une quatrième semaine de congé payé ; 3^o pour assurer aux représentants des fédérations syndicales des mineurs la possibilité de faire connaître leur point de vue dans les émissions de la radio-télévision ; 4^o pour assurer la survie des mines d'Auvergne et en tout cas l'activité économique et industrielle des bassins et, pour le moins, garantir aux mineurs un emploi safeguardant intégralement leur situation et les avantages acquis.

1967. — 6 avril 1963. — M. Césaire expose à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer qu'une grève récente d'un important secteur du monde du travail à la Martinique (Compagnie générale transatlantique, électricité, employés de commerce) vient d'attirer une fois de plus l'attention sur la question du taux des allocations familiales servies dans les départements d'outre-mer, et que cette grève, suivie avec une parfaite unanimité, s'est déroulée tout entière sur le mot d'ordre : parité des allocations familiales avec les travailleurs du secteur public. En effet la situation actuelle se caractérise par un compartimentage des plus choquants selon que le bénéficiaire des prestations appartient à une des trois catégories suivantes : secteur privé, secteur public, secteur semi-public. Il lui demande ce qu'il compte faire pour assurer dans les meilleurs délais l'égalité de toutes les familles martiniquaises en matière de prestations familiales.

1968. — 6 avril 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative les raisons qui ont pu justifier la création, auprès de son ministère, d'une commission chargée d'étudier les problèmes de formation et de promotion

sociale des jeunes Français. Lui rappelant, en effet, l'existence auprès de M. le Premier ministre d'une délégation de la promotion sociale, il lui demande en quoi la création d'une telle commission pourra apporter des améliorations aux difficultés rencontrées dans le développement de la promotion sociale.

1975. — 6 avril 1963. — M. Bécue expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les articles 1371 et 1372 du code général des impôts prévoient l'application d'un droit proportionnel réduit pour les acquisitions de terrain et d'immeubles déterminés destinés à l'habitation familiale. Selon la décision du secrétaire d'Etat au budget en date du 12 janvier 1955, ces dispositions ne s'appliquent pas à l'acquisition d'immeubles non à usage d'habitation en bon état, donc à démolir, ni vétustes ni insalubres, et susceptibles d'être transformés dans des conditions particulièrement économiques en locaux d'habitation, cas fréquent, notamment dans les communes rurales à la suite de la désaffectation de bâtiments agricoles (granges, remises, etc.), qui dépendaient d'anciennes petites fermes n'ayant plus cette destination. Etant donné la valeur des bâtiments ainsi transformables en habitation et l'intérêt évidemment plus grand que présenteraient ces aménagements comparativement à la construction complète sur un terrain nu, il lui demande s'il n'est pas possible de reviser ces dispositions en appliquant un droit proportionnel réduit sur la valeur de tous les bâtiments transformables en habitation.

1977. — 6 avril 1963. — M. Cance expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la situation d'une personne âgée de soixante-huit ans, veuve depuis 1950, à laquelle la caisse de retraite vieillesse de la sécurité sociale refuse la pension de vieux travailleur au motif que son mari ne totalisait que vingt-trois ans et demi de cotisations. Le défunt était titulaire d'un certificat d'appartenance aux F. F. I., modèle national, comptant de mai 1943 à novembre 1943, date à laquelle il a fait l'objet d'un transfert en vue d'une déportation en Allemagne. Lors de ce transfert, le défunt avait pu s'évader et rejoindre les maquis de la Creuse, au sein desquels il a combattu de novembre 1943 à la Libération. Sa veuve a été longtemps incapable de retrouver les preuves de son activité dans la Creuse, mais elle est maintenant en mesure de le faire, car les anciens chefs de maquis qu'elle a retrouvés ont établi des attestations, contresignées par le liquidateur national du mouvement d'appartenance. Ce temps, s'il était pris en considération, permettrait l'attribution de la pension de retraite vieillesse, mais la caisse de sécurité sociale s'y refuse et exige une attestation du ministère des anciens combattants. Il lui demande : 1^o quelle solution peut être apportée en ce qui concerne le cas d'espèce pour la prise en considération d'un incontestable temps de combat ; 2^o si, d'une manière plus générale, il compte étendre aux combattants volontaires de la Résistance la mesure qu'il a promulguée par la circulaire n° 4796/CAB/DIR du 5 octobre 1962 prescrivant de délivrer à certains ressortissants de statuts, parmi lesquels les réfractaires, une attestation établissant qu'ils auraient eu droit au titre considéré s'ils avaient présenté leurs demandes avant la forclusion ; 3^o s'il n'estime pas que des cas comme celui exposé dans la présente question justifient la levée de toutes les forclusions opposées aux ressortissants des statuts de la guerre 1939-1945 et à leurs ayants droit.

1978. — 6 avril 1963. — M. Cance expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la commission nationale des déportés et internés de la Résistance, admettant le principe de la révision générale des demandes du titre de déporté résistant ayant fait l'objet d'une décision de rejet, a, dans sa séance du 3 octobre 1958, précisé que les décisions confirmées par la juridiction contentieuse seraient tenues pour définitives et non revisables. Il lui signale que, parmi les motifs susceptibles d'être retenus pour la révision, doivent figurer des faits nouveaux, lesquels peuvent être constitués soit par l'attribution de la carte D. I. R. à des résistants arrêtés dans la même affaire et pour les mêmes faits, mais ayant présenté postérieurement leur demande, soit par la production par le requérant, qui est aussi en mesure de parfaire ses moyens de preuve, de témoignages ou attestations émanant de personnes dont les conditions de la clandestinité l'avaient empêché de connaître les véritables noms et les adresses. D'autre part, l'administration soutient la thèse que le fait de n'avoir pas déféré une décision de refus à la juridiction administrative vaut acceptation dudit refus par le requérant et laisse la révision éventuelle à la pleine discrétion de l'administration. Il lui demande : 1^o s'il n'estime pas particulièrement injuste d'interdire l'exercice de la révision gracieuse à ceux qui avaient cru devoir affirmer leur bon droit en exerçant devant les juridictions administratives les recours contentieux prévus par la loi ; 2^o quelles dispositions il compte prendre pour que les déportés et internés de la Résistance ayant rassemblé les moyens d'établir leur droit au bénéfice du statut soient en mesure de le faire valoir sans être sanctionnés au motif d'une précédente tentative jugée insuffisamment fondée.

1980. — 6 avril 1963. — M. Chandernagor appelle l'attention de M. le ministre des armées sur la situation des retraités de la gendarmerie nationale dont le montant de la pension doit être relevé par application des règles de péréquation, compte tenu de la majoration des soldes prenant effet le 1^{er} juillet 1961. Depuis dix-huit mois, ces anciens serviteurs de l'Etat, dont la plupart sont de condition modeste, attendent en vain le paiement du rapatriement

leur est dû. Les plus âgés d'entre eux, durement touchés par l'augmentation du coût de la vie, souhaitent instamment que ce règlement intervienne désormais dans les plus brefs délais. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour porter remède à ce regrettable état de fait.

1981. — 6 avril 1963. — **M. Palméro** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur le retard important apporté par le Gouvernement pour les promotions de Légion d'honneur des grands mutilés de guerre (art. 1^{er} de la loi du 2 janvier 1932), et il lui demande s'il ne peut envisager d'accélérer ces promotions en faveur d'une catégorie particulièrement digne d'intérêt.

1982. — 6 avril 1963. — **M. Lalle** expose à **M. le ministre des armées** que le décret n° 51-1197 du 15 octobre 1951, portant statut du personnel des cadres militaires féminins, prévoyait différentes modalités de classement, dans les « catégories et cadres » de ce personnel, des personnes alors en service ou candidates à un nouveau contrat. Différents textes d'application de ce décret ont été publiés, prévoyant pour les personnels du service de santé certains avantages. Ainsi le titre III, A-2, de l'instruction pour l'application dans l'armée de terre des dispositions transitoires prévues par le titre VII du décret précité, n° 216914 P.M./I.B. du 22 décembre 1951, accorde aux infirmières civiles servant dans les hôpitaux militaires et demandant leur intégration, le bénéfice de leurs services antérieurs à compter du 1^{er} janvier 1940. La circulaire n° 986 I/T/DCSSA du 18 janvier 1952 fait entrer en ligne de compte, pour l'avancement et le reclassement, les services accomplis comme infirmière ou infirmière auxiliaire des hôpitaux militaires, depuis la date d'entrée en fonction. Ces dispositions ont eu pour effet d'accorder aux seules infirmières un avantage appréciable sur d'autres personnels servant déjà avant guerre dans les hôpitaux militaires, dans des postes de haute technicité, et dont certaines étaient également recrutées par concours. Ce bénéfice d'ancienneté s'est répercuté sur l'avancement : il n'existe pas d'infirmières entrées au service pendant la guerre 1939-1940 qui ne soient au moins classées en première catégorie ; dans d'autres spécialités du service de santé, ce grade est rarement atteint, jamais dépassé. Il lui demande s'il serait possible d'étendre le bénéfice de ces dispositions à un personnel certainement en nombre très restreint : les spécialistes non infirmières du service de santé ayant servi dans les hôpitaux militaires antérieurement à la création de cadres militaires. Une telle extension permettrait à la création des cadres militaires. Une telle extension permettrait service avec le maximum d'annuités possible et un grade conforme à la durée de leurs services dans les hôpitaux militaires.

1984. — 6 avril 1963. — **M. Bisson** expose à **M. le ministre des armées** qu'en réponse à une question écrite n° 4124 concernant l'indemnité d'entretien qui pourrait être allouée aux militaires de la gendarmerie utilisant leur vélomoteur dans l'exécution du service, il lui avait indiqué (Débats parlementaires, A. N., Journal officiel du 27 février 1960) que le cas de ces militaires serait examiné dans le cadre des travaux menés par la commission des parcs automobiles militaires, instituée par le décret n° 59-253 du 4 février 1959. Il lui demande si une décision est susceptible d'intervenir prochainement sur ce point.

1988. — 6 avril 1963. — **M. Lifoux**, se référant à la réponse que **M. le ministre de la construction** lui a fait parvenir directement à sa question n° 1159 du 13 février 1963, précise à **M. le ministre de l'agriculture** que les habitants non cultivateurs des communes rurales ont droit aux prêts à la construction du Crédit agricole en vertu de l'article 1^{er} du décret n° 59-721 du 8 juin 1959. Mais des sections essentiellement rurales de communes urbaines, placées en zone spéciale sous-développée, se trouvent exclues de ces dispositions, bien que plus éloignées de toutes agglomérations urbaines que des régions contiguës qui en sont par contre bénéficiaires. Il lui demande : 1° si les parties rurales d'une commune urbaine ne peuvent jouir des mêmes possibilités que ces communes rurales ; 2° s'il n'existe pas là une confusion évidente, car ce n'est pas la commune qui est urbaine mais l'agglomération.

1990. — 6 avril 1963. — **M. Schwartz** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les organisateurs de transports d'écoliers du département de la Moselle ont été avisés par la préfecture que, pour les cars spéciaux, un seul voyage aller-retour par jour serait désormais remboursé, et que le taux de subvention pour les cars réguliers serait réduit de moitié, la subvention ne s'appliquant plus également qu'à un seul aller-retour quotidien. Il lui demande de lui indiquer en application de quels textes de telles décisions ont été prises, et s'il envisage de maintenir les dispositions anciennes, en raison de la dissémination de multiples agglomérations autour des centres principaux dudit département.

1994. — 6 avril 1963. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que des projets d'installations sportives annexes existent à Montreuil (Seine) pour le groupe scolaire Romain-Rolland (voté par le conseil municipal le 23 février 1954) ; pour le groupe scolaire Daniel-Renoult (voté le 11 avril 1956) ; pour le groupe scolaire de la rue de Nanteuil (voté le 2 juillet 1956). Il lui demande de faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que ces trois projets soient approuvés et subventionnés en 1963.

1995. — 6 avril 1963. — **M. Maurice Thorez** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la rentrée scolaire 1963 sera difficile à Vitry-sur-Seine et qu'en particulier l'absence d'un groupe scolaire à la voie des Carrières se fera tout de même sentir pour les quartiers du Centre et du Fort. De nombreuses constructions immobilières ont été réalisées dans ces quartiers, provoquant une augmentation considérable de la population. Actuellement, des enfants d'une même famille doivent fréquenter des écoles différentes et fort éloignées, ce qui pose aux mamans des problèmes insolubles alors que les élèves doivent traverser, sans accompagnement, des voies à grande circulation. Conduites par le maire de Vitry, des délégations de la population se sont rendues à plusieurs reprises à la direction des services de l'enseignement de la Seine pour demander la réalisation du projet de groupe scolaire déposé par la municipalité. Toutes les conditions techniques pour sa construction sont réunies, à tel point que le préfet de la Seine avait pu promettre le financement de six classes maternelles et de quatorze classes primaires. Or le temps passe et les décisions nécessaires ne sont pas prises. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour le déblocage des crédits permettant la construction du groupe scolaire des Carrières ; 2° à quelle date interviendra ce financement.

1997. — 6 avril 1963. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il serait toujours préconisé par ses services d'utiliser des bâtiments dits « démontables » pour abriter de nouvelles salles de classe. Il semble que, bien souvent, l'utilisation de tels bâtiments soit due, non pas tant au délai d'édification, mais à l'insuffisance de certains crédits. Or, si l'on analyse le prix de revient annuel des classes ainsi aménagées et qu'on le compare avec celui des classes construites en « dur » on constate que le prix de revient est nettement en faveur de cette dernière solution, et que les bâtiments provisoires coûtent finalement très cher. Il lui demande s'il ne serait pas possible de réserver l'emploi de bâtiments démontables aux cas d'extrême urgence lorsque les prévisions ont été largement dépassées, et de permettre aux communes de construire les classes nécessitées par la démographie grâce, en plus des crédits normaux, à de légères subventions et à des bonifications d'intérêts ultérieurs — afin de créer les classes nécessaires aux moindres frais.

1998. — 6 avril 1963. — **M. Bernasconi** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les inscriptions aux C. A. P. commerciaux (aide-comptable, sténodactylographe, employé de bureau) ont été reçues fin février 1963. Cependant, la date des examens intéressant les C. A. P. commerciaux ci-dessus désignés n'a toujours pas été portée à la connaissance des chefs d'établissement. Ceux-ci sont littéralement assaillis de demandes émanant des familles, légitimement désireuses de prévoir les départs en vacances de leurs enfants en fonction de ces examens et de leur préparation. Les familles s'inquiètent d'autant plus du silence de l'administration que les dates de passage d'autres examens (baccalauréat, B. E. P. C., B. E., etc.) sont fixées depuis longtemps. Il lui demande s'il compte satisfaire le plus tôt possible le désir d'information des intéressés, normalement étonnés par une discrimination préjudiciable, et que rien ne semble justifier.

1999. — 6 avril 1963. — **M. Bernlaudy** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**, concernant les années 1960, 1961, 1962, et éventuellement les projets pour 1963 : 1° quel est le nombre de chercheurs affectés dans les laboratoires propres du C. N. R. S. ; 2° quel est le montant des crédits d'acquisition de matériel scientifique alloués à ces laboratoires.

2000. — 6 avril 1963. — **M. de Montesquiou** signale à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les inspecteurs, inspecteurs centraux et receveurs principaux de classe exceptionnelle ayant exercé leurs fonctions en Algérie et dépendant de la direction des impôts attendent toujours la liquidation de leur retraite. Ils touchent des acomptes sur la base des traitements perçus au 31 décembre 1955. La liquidation de leur retraite dépend de l'intervention d'un nouveau décret remplaçant le décret du 28 février 1951 accordant à ces catégories une majoration indiciaire. Il lui demande si, compte tenu de l'âge de la plupart des intéressés, il ne pourrait accélérer l'élaboration et la publication du texte en cause.

2001. — 6 avril 1963. — **M. de Montesquiou** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que si l'Armagnac, produit de haute qualité, contribue au développement de nos exportations, celles-ci sont cependant entravées par le fait que le prix du vin, matière première de la production, est plus élevé à la consommation qu'à la distillation. L'accroissement des ventes d'une marchandise qui exige de nombreuses années de vieillissement suppose un stock important, donc une immobilisation de capitaux et un financement dont les pouvoirs publics ont reconnu la nécessité sur la base du prix minimum des vins de consommation courante. Cependant, le volume du vin dont le prix est garanti est à peine le vingtième de celui du vin distillable. Or, pour permettre un accroissement raisonnable du stock, il serait nécessaire de distiller au moins le quart du vin distillable. Ceci implique de la part du viticulteur sur qui la charge financière de la distillation repose exclusivement un important sacrifice. C'est pourquoi, celui-ci tend à vendre le plus de vin

possible dans le cadre du quantum de vin de consommation courante. La réglementation actuelle entraînant la réduction du quantum après chaque distillation, il en résulte que cette dernière tend à être de plus en plus retardée, et rapprochée de la date limite imposée, le 30 avril de chaque année. Pour toutes ces raisons, et pour permettre le développement qualitatif de la production d'Armagnac, il demande s'il ne serait pas possible de fixer chaque année, dès la fin des vendanges, le quantum et le hors quantum, et de ne plus faire dépendre le volume du vin livré au marché suivant les tranches autorisées par la réglementation générale, des quantités livrées à la distillation. Il demande également s'il ne serait pas possible, dans le calcul du quantum et du hors quantum, de majorer légèrement ce dernier par rapport au pourcentage national, afin de permettre également une amélioration des stocks existants.

2002. — 6 avril 1963. — M. Barniaudy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les faits suivants: des époux agriculteurs, sans enfants, mariés en 1920, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, ont adopté en 1947 une fille d'origine polonaise, arrivée en France en 1938, qui travaillait depuis cette date sur l'exploitation agricole de ses parents adoptifs, et était considérée d'une certaine manière comme membre de la famille. Cette personne est devenue française par son mariage en 1944. L'exploitation est actuellement au nom de cette fille adoptée qui a hérité des biens de sa mère adoptive, décédée le 4 mai 1962. Il lui demande de bien vouloir lui préciser: 1° si en dépit de l'article 784 du code général des impôts, qui considère une telle personne comme une étrangère pour la perception des droits de succession, il n'y aurait pas possibilité dans le cas présent, de faire bénéficier cette fille adoptive unique héritière qui s'est consacrée aux travaux de l'exploitation familiale agricole, d'un régime de faveur, afin de ne pas l'obliger à racheter pratiquement 60 p. 100 de la valeur actuelle de la succession de sa mère adoptive; 2° si l'intéressée ne pourrait invoquer, en accord avec le père adoptif, le bénéfice de contrat de salaire différé, ce qui lui permettrait de prélever à ce titre une certaine somme en une quantité de biens exempte de droits, en application du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par un décret du 8 décembre 1954 et en dernier lieu par la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 qui rend possible l'application du salaire différé dans l'hypothèse où il y a une seule héritière.

2003. — 6 avril 1963. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que n'est point pris en compte, pour le calcul de la retraite des employés des chemins de fer d'intérêt local de l'Hérault et de la R. M. T., la durée du service militaire. Or, cette mesure est depuis longtemps accordée aux pensionnés de la S. N. C. F., ainsi qu'à ceux des administrations civiles et militaires de l'Etat et des communes. Il lui demande les dispositions qu'il envisage d'adopter, en vue de faire bénéficier ces retraités du même avantage.

2004. — 6 avril 1963. — M. Delachenal demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne serait pas équitable d'envisager l'attribution de parts supplémentaires aux vieillards, au moins à compter de 70 ans, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Au prix de grandes privations, ces vieillards avaient réalisé quelques économies pour assurer leurs vieux jours, et la dévaluation de la monnaie les laisse souvent dans un état de misère imméritée qu'accroît l'impôt sur le revenu. Supposons un vieillard de plus de 70 ans qui a pu, durant sa vie, mettre de côté 120.000 francs, placés en obligations rapportant 5 p. 100 par an, soit 6.000 francs (somme nettement insuffisante pour se loger, se nourrir et se vêtir). Sur ces 6.000 francs, il devra payer un impôt sur le revenu de 760 francs s'il est célibataire et de 540 francs s'il s'agit d'un veuf ou d'une veuve (n'ayant qu'une seule part dans le premier cas et une part et demie dans le deuxième cas). Il lui demande s'il ne serait pas possible de lui attribuer au moins deux parts. De plus, ce vieillard peut être grand-père ou arrière-grand-père et il est incontestable que cela entraîne pour lui des charges dont il ne peut se dispenser vis-à-vis de ses petits-enfants. Il lui demande à l'on ne pourrait pas lui accorder une demi-part supplémentaire pour quatre descendants mineurs à partir de 70 ans, c'est-à-dire à partir du moment où il ne peut plus travailler. Il semble que la réduction de recettes qui en résulterait pour l'Etat serait bien minime.

2006. — 6 avril 1963. — M. Edouard Cherret demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître le nombre de fonctionnaires de l'Etat, ainsi que le nombre d'agents des entreprises nationalisées, qui sont en situation d'activité et à la retraite.

2007. — 6 avril 1963. — M. Palméro demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne lui semble pas qu'il y ait contradiction entre la politique familiale du Gouvernement et son désir d'encourager les études supérieures, d'une part, et, d'autre part, le fait que les allocations familiales soient supprimées pour les jeunes gens poursuivant leurs études dès qu'ils atteignent l'âge de vingt ans, au moment où ils constituent cependant la plus lourde charge pour leurs parents. Cette situation est aggravée pour les chefs de famille fonctionnaires, par la suppression

simultanée du supplément familial de traitement. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun, à l'occasion d'un prochain aménagement des allocations familiales, de remédier à cette anomalie.

2008. — 6 avril 1963. — M. Lamps demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître: 1° le nombre des sociétés commerciales par intérêts, des sociétés commerciales par actions et des sociétés à objet civil et à forme commerciale déclarées en France; 2° le nombre de sociétés imposées: a) à l'impôt sur les sociétés; b) à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

2009. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 6 de l'ordonnance n° 59-247 du 4 février 1959 (article 974 bis du code général des impôts) a prévu qu'un décret en Conseil d'Etat fixera notamment les tarifs de l'impôt sur les opérations de bourse, applicables aux cessions à titre onéreux entre deux sociétés, des valeurs mobilières admises à une cote d'agent de change. Bien que lesdites cessions représentent une part importante des transactions boursières normales, le décret en cause n'a pas encore été pris, quatre ans après l'ordonnance précitée. Il lui demande: 1° quelles sont les raisons de ce retard; 2° à quelle date le décret sera publié au Journal officiel.

2010. — 6 avril 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le déclassement de la fonction publique s'accroît, que la majoration de 4,5 p. 100 des traitements des fonctionnaires de l'Etat et assimilés applicable au 1^{er} janvier 1963 est loin de combler le retard accumulé par leur rémunération, qu'au surplus cette augmentation est absorbée, au moins pour les catégories D et C, par la hausse accélérée du coût de la vie intervenue au cours des derniers mois. Lui rappelant les discussions qui ont eu lieu au Parlement lors de l'examen de la loi de finances, il lui demande les mesures qu'il compte prendre: a) pour procéder à une équitable remise en ordre des rémunérations des agents de la fonction publique et assimilés en tenant compte des retards accumulés, de la hausse des prix et des « fruits » de l'expansion économique; b) pour améliorer le sort des retraités par l'intégration de l'indemnité de résidence applicable dans la plus forte zone d'abattement dans le traitement soumis à retenue, et par la suppression de l'abattement d'un sixième applicable aux fonctionnaires dont l'emploi est classé dans la catégorie sédentaire.

2012. — 6 avril 1963. — M. Fernand Grenier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par suite d'événements consécutifs à la guerre d'Algérie, de nombreux débits tenus en France par des Nord-Africains ont été l'objet de fermetures administratives parfois répétées, et certains débiteurs ont même été expulsés et refoulés en Algérie. D'autres débiteurs se sont vus dans l'obligation de cesser entièrement leur exploitation. Or, lorsque cette interruption avait duré plus d'un an, certaines administrations ont cru devoir appliquer strictement l'article L. 44 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme et déclarer que la licence était périmée, en signalant au débitant que, s'il ouvrait son débit, il serait poursuivi en correctionnelle pour ouverture illicite de débit, avec amende de 72.000 à 720.000 francs anciens. Il semble qu'il y ait là une application trop stricte de la loi. En effet: 1° si l'article L. 44 sanctionne les débiteurs qui, par une interruption d'exploitation de plus d'un an, due à une libre décision ou par une simple négligence, ont démontré que le débit ne présentait pas d'intérêt pour eux, il ne paraît pas possible de l'appliquer aux cas d'interruption par force majeure ou étrangère: cela ressort très nettement de l'article L. 45 du code des débits. Certes, cet article a été rédigé à une époque (20 octobre 1945) où il ne pouvait concerner que les cas touchant plus ou moins directement à la guerre de 1939-1945 ou à l'occupation allemande. Mais il serait possible, par une interprétation très large dont il existe des exemples dans la jurisprudence, d'appliquer cet article aux Nord-Africains; 2° il semble que l'article 64 du code pénal (« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu... a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ») trouve ici son application. Car la réouverture d'un débit — non répressible en soi — ne constitue un fait délictueux qu'autant qu'elle a été précédée d'une fermeture — également non répressible en soi — de plus d'un an; il faut donc la succession de deux faits pour que le délit existe. Or, l'article 64 s'applique à l'un de ces deux faits: la fermeture. Celle-ci a été causée par des forces auxquelles les Nord-Africains ne pouvaient résister ou, pour les expulsés, dans l'impossibilité où ils étaient de rentrer en France avant les accords d'Evian. Il serait donc normal d'estimer que l'intervention d'une force majeure dans l'un des deux éléments du délit éventuel empêche l'existence du délit. Il lui demande: 1° s'il a l'intention d'informer par circulaire les administrations et services intéressés que la cessation d'exploitation des débits nord-africains, dans le cas où elle est imputable à la situation spéciale due à la guerre d'Algérie et éventuellement prolongée par décision de la police ou des administrations, constitue un cas de force majeure qui ne doit pas être assimilé à la « cessation d'existence » visée à l'article L. 44 du code des débits de boissons; 2° dans l'affirmative, s'il entend prescrire que les demandes de réouverture des débits ainsi fermés doivent être reçues par les maires qui, après enquête et vérification des faits et arguments

invoqués, pourront donner avis favorable à la réouverture, s'ils estiment que l'article L 44 du code des débits de boissons n'est pas applicable au cas particulier, du fait de l'intervention d'une force majeure qui empêche l'existence du délit.

2014. — 6 avril 1963. — **M. Paul Coste-Floret** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de l'article 4, paragraphe IV, 1° de la loi n° 61-1396, du 21 décembre 1961, le prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values réalisées à l'occasion de la cession des terrains non bâtis et assimilés, n'est pas applicable aux plus-values provenant de la cession de terrains affectés à usage industriel ou commercial, à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement pour lui et ses ayants cause, dans l'acte d'acquisition, de conserver à ces terrains leur affectation pendant un délai minimum de sept ans. Il lui expose le cas d'un terrain d'une superficie supérieure à 10.000 mètres carrés qui, ayant été acquis il y a six ans, a été vendu en 1962 par son propriétaire et, bien que ce terrain soit situé en zone agricole, le nouvel acquéreur a été autorisé par les services de l'urbanisme à y construire une maison d'habitation et à affecter le surplus à un usage industriel (construction d'ateliers, d'entrepôts, etc.). Par suite d'une omission du notaire qui a rédigé l'acte d'acquisition, l'engagement de conserver au terrain une affectation industrielle pendant un délai minimum de sept ans n'a pas été pris par l'acquéreur au moment de la signature de l'acte et, présentement, trois mois après cette signature, l'acquéreur refuse de signer cet engagement réclamé par l'enregistrement pour accorder au vendeur l'exonération du prélèvement. Il lui demande : 1° s'il existe une possibilité pour le vendeur d'obliger l'acquéreur à signer l'engagement de conserver au terrain son caractère industriel pendant un délai minimum de sept ans ; 2° dans la négative, si l'exonération du prélèvement de 25 p. 100 peut être accordée sans que ledit engagement ait été pris lors de la signature de l'acte, en considération de la date récente de promulgation de la loi au moment où l'acte de cession a été dressé et de l'insuffisance des renseignements dont disposait alors le notaire ; 3° dans le cas où ladite exonération ne pourrait être accordée, à qui incombe la responsabilité de cette situation, et de quels recours dispose le vendeur ; 4° l'autorisation de construire sur ce terrain un seul logement pour l'exploitant (sur une superficie de 100 mètres carrés environ) et d'affecter le reste (environ 7.000 à 9.500 mètres carrés) à la construction d'une usine ou d'un atelier ayant été donnée par les services de l'urbanisme et refusée par le maire, si ce dernier refus entraîne pour le vendeur l'obligation de payer le prélèvement de 25 p. 100 ou au contraire s'il a pour effet de classer, temporairement au moins, tout le terrain en terrain à usage industriel et commercial, et de permettre une exonération totale du prélèvement ; 5° s'il ne serait pas équitable, pour la détermination de la plus-value imposable, d'appliquer au prix d'achat une majoration de 10 p. 100 par année écoulée depuis la dernière mutation à titre onéreux et non plus seulement une seule majoration de 10 p. 100, quelle que soit la date à laquelle est intervenue ladite mutation, les prix pratiqués il y a six ans étant considérablement inférieurs à ceux en vigueur depuis un ou deux ans.

2015. — 6 avril 1963. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des militaires retraités qui, malgré le principe de la péréquation automatique des pensions, n'ont pas encore pu bénéficier du relèvement indiciaire des traitements qui a eu lieu le 1^{er} juillet 1961. Elle lui demande s'il est possible de faire activer le travail de révision des dossiers des militaires retraités.

2017. — 6 avril 1963. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les agents principaux de surveillance et les simples vérificateurs des postes et télécommunications. En effet, le classement indiciaire des intéressés n'a pas été révisé depuis 1953 (indice 330), alors que celui des fonctionnaires d'une catégorie hiérarchique inférieure a fait l'objet d'un relèvement important (Indice 250 porté à 360). Il lui demande dans quel délai les agents dont il s'agit vont obtenir leur reclassement à un indice au moins égal à 360, mettant ainsi fin à la situation injustement défavorable qui leur est actuellement faite.

2018. — 6 avril 1963. — **M. Antoine Celli** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par application de l'article 710 du code général des impôts, l'exploitant agricole qui, dans un partage de communauté ou de succession, devient propriétaire de la totalité des éléments mobiliers et immobiliers de son exploitation, bénéficie de l'exonération des droits de soulte à concurrence d'une somme de 50.000 F, sous certaines conditions le concernant lui-même et concernant son exploitation. Dans le cas où cet exploitant est en outre locataire de l'exploitation, et donc bénéficie du droit de préemption réservé au preneur par l'article premier de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et des textes subséquents, l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, confirmé par l'article 84 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, stipule que le preneur préempteur a droit à l'exonération des droits d'enregistrement et de timbre pour l'acquisition ou préemption du fonds rural exploité. Il lui demande si l'on peut en conclure qu'un preneur cohéritier pour un tiers indivis d'une exploitation agricole a droit à l'exonération des droits de

timbre et d'enregistrement s'il se rend acquéreur ou exerce son droit de préemption sur le tiers indivis de l'exploitation agricole, le surplus, soit le troisième tiers indivis, restant encore la propriété d'un cohéritier non exploitant (le tout bien entendu s'agissant d'une exploitation agricole supposée remplir toutes les conditions exigées par l'article 710 du code général des impôts, d'une part, et par l'article 7-III de la loi du 8 août 1962, d'autre part), et cela en application de cette dernière loi, alors que l'article 710 du code général des impôts n'aurait pu s'appliquer, s'agissant d'un acte qui ne fait pas cesser l'indivision et qui n'emporte pas attribution conjointe à deux exploitants.

2019. — 6 avril 1963. — **M. Fouchler** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 4 de la loi du 21 décembre 1961 a institué un prélèvement sur les plus-values réalisées à compter du 1^{er} novembre 1961, à l'occasion notamment de la vente de terrains non bâtis qui ont fait l'objet d'une mutation à titre onéreux depuis moins de sept ans. Ces dispositions ne sont pas applicables aux plus-values provenant de la cession de terrains affectés à un usage industriel ou commercial ou dépendant d'une exploitation agricole, à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement de conserver à ces terrains leur affectation pendant un délai minimum de sept ans. Or, les services de l'enregistrement demandent le paiement du prélèvement sur la plus-value constatée lors de la revente à l'autorité militaire de parcelles dépendant d'une exploitation agricole et destinées à l'agrandissement d'un terrain de manœuvres. Le désir du législateur semblant être d'imposer les spéculations sur les terrains à bâtir, il lui demande si les plus-values réalisées lors des acquisitions faites dans le cas particulier indiqué ne devraient pas échapper audit prélèvement.

2020. — 6 avril 1963. — **M. Tricon** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la solution ayant prévalu pour l'imposition des revenus perçus par deux époux qui divorcent en cours d'année : les revenus perçus par la femme postérieurement au divorce sont imposés séparément et, cependant, chacun des deux ex-époux bénéficie d'un nombre de parts correspondant à son état de personne mariée, compte tenu de sa situation au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il lui expose parallèlement qu'en vertu de l'article 196 du code général des impôts, les enfants d'un contribuable âgés de plus de vingt et un ans et de moins de vingt-cinq ans et poursuivant leurs études sont considérés comme étant à charge s'ils n'ont pas de revenus distincts, tandis que l'article 196 bis pose le principe que, sauf éléments plus favorables au 31 décembre, la situation et les charges de famille dont il doit être tenu compte sont celles existant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il lui soumet le cas d'un père de famille qui, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, a un fils majeur âgé de moins de vingt-cinq ans et poursuivant ses études sans posséder de revenus distincts. Le 1^{er} octobre, cet enfant a terminé ses études et commence à exercer une profession. Le père ne demande pas l'imposition distincte de son fils, mais celui-ci déclare séparément ses revenus professionnels à la même inspection. Il lui demande si, compte tenu de l'article 6 du code général des impôts, l'inspecteur doit, par analogie avec la solution admise pour les époux divorcés en cours d'année, imposer séparément le fils sur les revenus de son travail, tout en maintenant au père le nombre de parts correspondant à un enfant à charge, ou s'il doit ajouter les revenus déclarés par le fils à ceux déclarés par le père.

2022. — 6 avril 1963. — **M. d'Allières** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les grandes difficultés financières que vont connaître les collectivités locales pour remettre en état le réseau routier endommagé par les gélées. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour venir en aide à ces collectivités, et s'il ne serait pas possible, à titre exceptionnel, d'inciter les organismes de crédit à pratiquer pour les travaux de voirie une politique plus souple, prévoyant notamment une plus longue durée d'amortissement (quinze ou vingt ans).

2023. — 6 avril 1963. — **M. Max Lejeune** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** comment doit être interprété l'article 84, alinéa 2, de la loi de finances pour 1963, n° 63-156 du 23 février 1963 (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) rappelé ci-après : « Pour l'application des dispositions, toute acquisition d'un bien rural par l'exploitant preneur en place titulaire du droit de préemption est considérée comme faite dans l'exercice de ce droit », en ce qui concerne le locataire acquéreur d'un bien d'hospices. En effet, la jurisprudence des cours d'appel est actuellement divisée sur l'interprétation de l'article 801 du code rural, qui indique *in fine* : « Toutefois le droit de préemption et le droit de renouvellement du bail ne pourront être opposés par les preneurs lorsque les biens loués seront utilisés pour les besoins d'un service public ou affectés à la mission d'intérêt général poursuivie par ces personnes morales ».

2025. — 6 avril 1963. — **M. Touret** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si le vendeur d'une maison située sur une certaine superficie de terrain à bâtir entouré de murs, achetée en 1960, peut être taxé au titre de l'article 4 de la loi de finances n° 61-1396 du 21 décembre 1961 sur les

plus-values, si l'intéressé revend avantageusement la totalité de cette propriété (maison et jardin) pour une meilleure utilisation du terrain, sur lequel s'élevaient des « Logéco » avec primes à la construction.

2026. — 6 avril 1963. — **M. René Leduc** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un acquéreur d'un terrain (acheté pour y construire un pavillon avec au rez-de-chaussée un magasin à l'usage de pharmacie), qui a dû attendre plus d'une année l'autorisation d'exploitation du ministère de la santé publique, n'a pu de ce fait terminer sa construction dans le délai de trois années, et se trouve ainsi opposé à l'administration pour paiement de droits. Il lui demande s'il existe, étant donné la bonne foi de l'acquéreur, un texte ou moyen légal de proroger ce délai, et d'éviter ainsi la sanction de paiement de l'intégralité des droits avec pénalité.

2030. — 6 avril 1963. — **M. Escande** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'au 27^e jour de la grève des mineurs le climat social continue à se dégrader, en particulier dans le secteur public. La situation de nombreuses familles de travailleurs devient de plus en plus difficile. Le Gouvernement, dont la déclaration d'investiture se voulait sociale, a tenu par les affirmations radiotélévisées de son ministre de l'Information, dans la confusion des chiffres et des propositions, à faire connaître sa position et à donner les raisons de ses refus. Par contre, malgré leurs demandes, les représentants qualifiés des organisations syndicales n'ont pas été autorisés à faire connaître par la télévision leur point de vue, et à exposer les raisons et le bien-fondé des revendications ouvrières. Il lui demande s'il entend un jour libérer de sa tutelle politique exclusive la radio et la télévision française.

2033. — 6 avril 1963. — **M. André Beauquitte** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que de nombreux héros du devoir civique tombent, fréquemment, victimes de leur courage et de leur dévouement, à l'instant où ils accomplissent un acte d'autant plus noble qu'il a été librement et spontanément consenti. Cependant, aucune mesure n'a encore été prise pour manifester, autrement que par des gestes de caractère moral, la gratitude du pays vis-à-vis de ceux dont il s'agit. Le Gouvernement, qui s'est résolument lancé dans la réparation de nombreuses injustices, ne saurait laisser subsister une seule catégorie « d'oubliés ». Aucun sentiment humain ne peut être supérieur à l'acte d'abnégation que témoigne un sauveur en se portant volontairement et spontanément au secours d'un de ses semblables en danger. Il faut établir l'équité en faveur des victimes du devoir civique. Il convient de les intégrer dans le droit commun et de leur accorder, ainsi qu'à leurs ayants droits, les mêmes avantages que la loi accorde aux soldats blessés au champ d'honneur et aux victimes des accidents du travail. La loi Duratour a apporté, voici des décennies, le soulagement qu'il convenait de réserver aux victimes de la lutte pour l'existence, aux vaincus du combat économique, aux mutilés du travail. Compte tenu des considérations qui précèdent, il lui demande s'il compte élaborer et déposer un projet de loi accordant des pensions aux veuves des sauveteurs qui meurent en se dévouant pour la cause publique et à ceux qui contractent des blessures ou infirmités dans les mêmes circonstances. Il ne doute pas que le Gouvernement voudra réserver une suite favorable à la suggestion qui précède, étant donné qu'il appartient à l'Etat d'encourager le dévouement de ceux qui, au mépris du danger, n'hésitent pas à prodiguer leur vie pour sauvegarder celle de leurs semblables.

2034. — 6 avril 1963. — **M. Cornette** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'en vertu des dispositions de l'ordonnance n° 62-657 du 9 juin 1962, les premières et troisième vacances intervenues dans chacune des catégories d'emploi des services municipaux doivent être pendant une durée de 5 ans réservées aux agents communaux titulaires rapatriés d'Algérie dans les limites de 10 p. 100 des effectifs du personnel global de la collectivité locale intéressée; les raisons de cette réglementation sont parfaitement compréhensibles et légitimes malgré le préjudice causé parfois au déroulement de la carrière de certains agents municipaux; mais d'autre part, il apparaît qu'en fait dans de nombreux départements, les postes devenus vacants et ainsi réservés aux rapatriés n'ont pu être pourvus de titulaires en raison de l'absence de candidats. Il en résulte de graves difficultés pour la bonne gestion des collectivités locales qui sont ainsi amenées à pâtir d'un manque de personnel; il lui demande s'il ne pourrait envisager de fixer un délai raisonnable pour l'attribution aux rapatriés de ces postes réservés et si faute de candidats à l'expiration de ce délai il ne serait pas possible de redonner aux maires le pouvoir de combler les vacances conformément aux dispositions du code de l'administration municipale.

2038. — 6 avril 1963. — **M. Palméro** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrêté du 9 octobre 1962, publié au Journal officiel du 10 novembre 1962, n'apporte aucun changement aux indices des sapeurs-pompiers de 2^e classe et réduit, pour toutes les autres catégories, les propositions faites par la commission paritaire nationale. Il lui demande s'il envisage de remédier prochainement à ces insuffisances qui déçoivent les sapeurs-pompiers professionnels, dont pourtant les attributions de secours s'élargissent sans cesse.

2040. — 6 avril 1963. — **M. Tomesini** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que, du recensement fait dans une commune en 1962, il résultait que la population était passée de 407 à 398 habitants. De ce fait, l'abattement de 5 p. 100 par tranches de 50 habitants a été appliqué sur le traitement du secrétaire de mairie, tandis que le conseil municipal accordait à l'intéressé une indemnité différentielle jusqu'à ce que les augmentations de traitements ultérieurs permettent d'atteindre le montant effectivement perçu au 31 décembre 1962. Mais, entre-temps, le nombre d'habitants de cette commune est remonté à 415 et le secrétaire de mairie perdra donc le bénéfice de ces augmentations qui interviendront avant le prochain recensement (5 à 8 ans). Il lui demande s'il envisage de modifier la réglementation actuellement en vigueur afin de remédier à une telle situation.

2042. — 6 avril 1963. — **M. Louis Michaud** expose à **M. le ministre de la justice** le cas d'un hôtelier qui a acquis en octobre 1947 un fonds de commerce (hôtel-café-restaurant) classé « hôtel de tourisme » et qui a conclu avec le vendeur du fonds de commerce un bail de neuf ans renouvelé depuis lors, portant sur l'immeuble dans lequel est exploité ce fonds. Le fonds n'ayant pas été payé comptant, une clause du bail prévoyait que le café devait rester ouvert et achalandé toute l'année sous peine de résiliation du bail. Le solde du fonds a été réglé le 1^{er} octobre 1950. Par la suite, le décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950 a, dans son article 16-1, institué la patente saisonnière en faveur des exploitants d'hôtels de tourisme saisonniers classés, à la condition que la durée d'exploitation saisonnière n'excède pas six mois. Il lui demande si, étant donné que le bail a été conclu antérieurement à la publication du décret du 6 octobre 1950, le propriétaire de l'immeuble peut obliger cet hôtelier à maintenir le café ouvert toute l'année, ce qui entraîne pour l'intéressé de nombreux préjudices, lui fait perdre le bénéfice de la patente saisonnière pour le café, et le rend esclave de son commerce, les recettes du café étant nulles l'hiver.

2043. — 6 avril 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre de la justice** que, dans le dispositif du prononcé d'un jugement de divorce ou de séparation de corps, une pension alimentaire a été dévolue à la femme et à l'enfant à la charge de l'autre conjoint. Il lui demande : 1° si, dans le cas où le conjoint féminin aurait été désigné comme administrateur-séquestre des biens de la communauté et notamment d'un fonds de commerce — cette fonction qui est nécessairement rétribuée — le tribunal peut accorder, valablement, en plus de ces revenus, apparents ou non, une pension alimentaire pour le motif que ledit conjoint et son enfant sont logés, nourris, etc. par le fonds de commerce, ou bien s'il y a compte à faire; 2° quel est le quota habituel maximum qui doit, éventuellement, servir de base pour déterminer la pension alimentaire à la charge du conjoint condamné à la payer, compte tenu, par exemple, que celui-ci, salarié, ne percevait qu'un traitement de 600 à 650 francs par mois, qu'il doit pourvoir à son entretien, se loger, se nourrir, etc.; 3° si, en supposant une pension alimentaire de 350 francs par mois, cette dernière n'apparaît pas comme étant, dans les conditions ci-dessus, disproportionnée avec le salaire ci-dessus de 600 à 650 francs par mois, soit pour plus de la moitié de ce dernier (de 55 à 58 p. 100); 4° quels sont les moyens juridiques à employer pour faire ajuster, le cas échéant, de façon plus réaliste, la pension en rapport avec les possibilités de paiement du conjoint condamné, même si le jugement est devenu définitif en appel; 5° si la disproportion signalée ne pourrait pas avoir comme conséquence de mettre le conjoint condamné dans l'impossibilité matérielle de pouvoir satisfaire totalement aux obligations découlant du jugement et partant pour l'autre conjoint, de pouvoir le poursuivre, éventuellement, pour non-paiement intégral de la pension alimentaire; 6° si chaque conjoint a la possibilité de pouvoir prélever sa part des bénéfices réalisés par le fonds de commerce, à charge, même, par l'autre, de le recevoir au titre de pension alimentaire; 7° si, d'autre part, il est possible qu'un jugement puisse faire obligation absolue au conjoint condamné de ne payer la pension alimentaire que par le moyen d'un mode de paiement déterminé ou bien s'il a la possibilité de payer celui-ci à sa convenance, nonobstant le dispositif du jugement ordonnant ledit paiement par mandat-carte; 8° si le conjoint bénéficiaire de la pension alimentaire peut, dans ces conditions, se refuser, éventuellement, à donner à l'autre conjoint le numéro de son compte en banque ou de chèque postal, afin d'éviter les frais onéreux d'un paiement par mandat-carte; 9° si, dans le cas contraire, les frais d'envoi sont à la charge du conjoint bénéficiaire de la pension alimentaire.

2045. — 6 avril 1963. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que les entreprises d'expédition de fruits et légumes ont, pour la période d'été, leurs centres principaux dans les départements méridionaux : Pyrénées-Orientales, Hérault, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Gard, Ardèche, Drôme, Rhône. Le travail d'expédition exige des relations rapides, constantes avec la clientèle, et l'on peut dire que le téléphone constitue l'outil de travail principal des intéressés. Or, la région méridionale de la France constitue un centre touristique extrêmement important et, durant les mois d'été, la population de ces départements est considérablement grossie par l'afflux des estivants. Il résulte de cette conjonction : activité intense du commerce d'expédition local et afflux de touristes, une augmentation très sensible des appels téléphoniques, à laquelle ne peuvent faire face les services des

postes et télécommunications. Cela gêne particulièrement les relations commerciales entre producteurs, expéditeurs et acheteurs de fruits et légumes primeurs. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons essentielles qui sont à la base de l'encombrement des circuits téléphoniques dans les départements cités ; 2° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier rapidement à cette situation, notamment en matière d'équipement des centraux téléphoniques et de renforcement des effectifs en personnel qualifié.

2049. — 6 avril 1963. — **M. Palméro** expose à **M. le ministre des rapatriés** la situation d'une entreprise de matériaux de carrière de Madagascar qui, n'ayant plus d'activité dans ce pays, désire revenir en France. Il lui demande quelles sont les facilités que le Gouvernement accorde, notamment pour le rapatriement d'un matériel qui concourra à notre propre expansion économique.

2050. — 6 avril 1963. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des rapatriés** sur les retards apportés au paiement des prestations aux retraités d'Algérie par la caisse des retraités de l'Algérie. Ainsi, pour le trimestre écoulé, ils ont perçu les arrérages deux mois après la date d'échéance. Il lui demande si ces pensions ne pourraient pas être versées par une caisse correspondante, en France, et quelles dispositions il envisage d'adopter en ce sens.

2052. — 6 avril 1963. — **M. Tony Larue** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** qu'il a été informé que, faute d'accord préalable entre les ministres intéressés, la révision du classement indiciaire des sténodactylographes, qui aurait dû procurer l'échelle ES. 4 aux intéressés, n'a pas été inscrite à l'ordre du jour du conseil supérieur de la fonction publique dont la séance plénière a eu lieu le 5 février 1963. Il lui demande : 1° si les études actuellement poursuivies en vue d'assurer à ces personnels la situation que justifie leur qualification lui permettent d'envisager l'inscription de cette question à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction publique ; 2° quelle est la date approximative de cette session.

2054. — 6 avril 1963. — **M. Peyret** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur les dispositions concernant les pensions du secteur public, où l'état d'invalidité est apprécié d'une manière définitive à la date de radiation des contrôles. Ces dispositions entraînent l'impossibilité absolue de tenir compte des aggravations, ou plus exceptionnellement des améliorations qui peuvent survenir ultérieurement dans l'état de santé de l'intéressé. Les conséquences de ces dispositions particulières au secteur public sont d'autant plus graves lorsqu'il s'agit de maladies évolutives (sclérose en plaques, maladie de Parkinson, etc.), nécessitant à un certain moment l'aide constante d'une tierce personne. Ce l'allocation de laquelle ces malades sont ainsi privés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la révision des dossiers de pensions d'invalidité du secteur public, afin de placer ces pensionnés sur un pied d'égalité avec ceux dépendant du régime général.

2055. — 6 avril 1963. — **M. Bouthière** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que les enfants débiles mentaux ne peuvent se déplacer d'eux-mêmes et sont dans la nécessité d'être toujours accompagnés par une tierce personne agissant en leur nom et pour leur compte. Ces enfants ne peuvent jamais sortir seuls ni emprunter un moyen de transport sans être accompagnés d'un guide. Titulaires de la carte de grands infirmes, ils ont droit à la gratuité du transport, alors que ce droit n'est pas accordé à la personne qui les accompagne, laquelle bénéficie de cette gratuité lorsqu'il s'agit d'enfants aveugles. Il souligne que les enfants débiles mentaux n'ont souvent pas l'usage de la parole, sont parfois infirmes moteurs et, dès lors, représentent un danger public, d'où obligation absolue d'un accompagnateur. Il lui demande, par voie de conséquence, s'il ne lui apparaît pas rationnel que les accompagnateurs des enfants débiles mentaux jouissent, eux aussi, de la gratuité du transport.

2056. — 6 avril 1963. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que, malgré les efforts déployés par ses services sociaux, le département de la Seine ne peut répondre convenablement aux obligations qui lui incombent en matière d'assistance sociale. A la fin de l'année scolaire, 10 assistantes sociales sont sorties de l'école départementale après avoir terminé leurs études et 17 candidates seulement y sont entrées pour la nouvelle année scolaire. De nombreux secteurs d'activités sociales sont vacants, des dispensaires ferment, les assistantes sociales voient augmenter démesurément l'effectif d'enfants à surveiller. L'absence de personnel qualifié résulte d'un recrutement insuffisant qui provient de la modicité des traitements alloués aux assistantes sociales qui débutent dans la profession, après trois années d'études au-delà du baccalauréat, au salaire mensuel d'environ 600 francs net. Par ailleurs, il faut souligner que la révision récente des indices de nombreux corps de la catégorie B fait apparaître de façon encore plus nette le déclassement de la profession d'assistante sociale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en accord avec le ministre des finances, pour faire examiner par le conseil supérieur de la fonction publique

les propositions d'indices soumises à l'examen du ministre des finances et des affaires économiques, et pour faire bénéficier les assistantes sociales des services et administrations publiques d'une revalorisation substantielle des indices de traitement qui tiennent compte à la fois de la qualification et des sujétions professionnelles.

2057. — 6 avril 1963. — **M. Etienne Falon** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** la situation particulièrement navrante dans laquelle se trouve les aveugles et grands infirmes qui exercent une activité rémunérée dans le but de tenir une place honorable dans la société, et qui se trouvent ainsi privés de l'allocation de compensation instituée par le code de la famille et de l'aide sociale (article 8 du décret n° 61-495 du 15 mai 1961). Il lui demande ce qu'il compte faire pour qu'une allocation compensatrice soit octroyée à tous les aveugles et grands infirmes exerçant une activité rémunérée.

2059. — 6 avril 1963. — **M. Van Haecke** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que des engagements formels et publics ont été pris voici plusieurs années par les pouvoirs publics, tendant à aider, par des subventions ou des prêts d'organismes financiers, les efforts des bouilliers de cru transformant leurs activités en celle de pasteurisation de jus de fruits. Effectivement, l'agrément ministériel a été plusieurs fois accordé à de tels dossiers. Mais il lui demande si, à sa connaissance, il existe un cas où l'organisme financier indiqué ait ouvert un crédit à cet effet sous une forme quelconque, et quelles mesures il envisagerait pour assurer l'application raisonnable et normale d'un engagement formel de l'Etat.

2061. — 6 avril 1963. — **M. Barnlaudy** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** quelles mesures il envisage de mettre en œuvre afin d'assurer l'application effective, dans tous les établissements hospitaliers publics, des instructions données dans la circulaire du 19 octobre 1962 permettant aux établissements de verser à leur personnel, une prime de deux heures supplémentaires par semaine, sans qu'aucune distinction soit faite à cet égard entre le personnel dont la rémunération correspond à l'indice 315 net et le personnel dont le classement est inférieur à cet indice.

2062. — 6 avril 1963. — **M. Jean Moulin** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** si l'arrêté ministériel fixant le classement indiciaire des infirmières, puéricultrices et assistantes sociales appartenant au personnel communal va être prochainement publié, et s'il compte diffuser prochainement les circulaires ministérielles pour l'application de l'arrêté du 27 juin 1962 relatif aux conditions de recrutement du personnel administratif et de l'arrêté du 2 novembre 1962 relatif à la révision du classement indiciaire de certains emplois ressortissant aux catégories D et C.

2063. — 6 avril 1963. — **M. de La Malène** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la population** s'il ne lui apparaîtrait pas utile d'envisager le dépôt d'un projet de loi permettant la validation des services accomplis par les assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés, transformés postérieurement en services sociaux publics. Il s'agit notamment des assistantes sociales qui sont actuellement intégrées dans les services de l'assistance publique à Paris, qui étaient autrefois au service d'institutions privées, mais qui depuis près de quinze ans ont été prises en charge par l'assistance publique avant d'être finalement titularisées. Il paraîtrait conforme à une saine équité de permettre à ces assistantes sociales de racheter leurs cotisations de retraite depuis l'époque où elles ont été payés par l'assistance publique.

2066. — 6 avril 1963. — **Mme Prin** rappelle à **M. le ministre du travail** que les mineurs sont en grève depuis plusieurs semaines pour faire admettre leurs justes revendications. Le 24 mars, date de paiement normale, la paie n'a pas eu lieu. Seules les allocations familiales et de salaire unique ont été versées ; mais sur le montant de ces allocations ont été effectuées des retenues représentatives de la taxe sur le charbon domestique. Ces retenues ont un caractère d'autant plus scandaleux que les familles des mineurs, privées de la paie normale, n'ont pas reçu leur charbon du mois de mars et même pour certaines celui de février. Par ailleurs, ces retenues ont été faites en violation des dispositions de l'article L. 553 du code de la sécurité sociale, qui stipule que : « les allocations familiales et de salaire unique et les allocations prénatales sont incompressibles et insaisissables ». Il s'agit donc, en réalité d'une pression supplémentaire inqualifiable que le Gouvernement a entendu exercer sur les mineurs dont les enfants souffrent déjà de la faim. L'explication selon laquelle la faute en incomberait au dispositif mécanographique ne saurait masquer ce fait, car il aurait suffi de majorer systématiquement, au moment du versement des allocations aux intéressés, le montant indiqué par les bulletins, traités mécanographiquement des sommes indûment retenues pour remédier aux inconvénients allégués. Elle lui demande de faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour : 1° payer sans délai et d'office à toutes les familles les sommes illégalement retenues ; 2° pour faire observer à l'avenir les prescriptions légales.

2067. — 6 avril 1963. — **M. Etienne Fajon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des mutilés du travail pensionnés à moins de 50 p. 100 ayant atteint l'âge de la retraite. Ces personnes, quel que soit le taux de leur pension, ne touchent en fait que la moitié de la pension officiellement accordée. Cette situation les amène à vivre dans des conditions très difficiles lorsqu'elles ont atteint l'âge de la retraite, alors qu'elles ne peuvent compléter par la rémunération d'un travail quelconque la somme qui leur est allouée. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les mutilés du travail pensionnés à moins de 50 p. 100 obtiennent le versement de leur pension au taux intégral auquel elle a été fixée.

2068. — 6 avril 1963. — **M. Marcel Guyot** remercie **M. le ministre du travail** des précisions données par lui à la suite de sa question n° 462 et croit devoir compléter l'exposé du cas ayant motivé la question susvisée, la réponse ministérielle n'ayant apporté à celui-ci qu'une solution incomplète. Un poliomyélique restant atteint de séquelles très sévères ne peut se déplacer et travailler qu'avec un équipement orthopédique comprenant, outre un grand appareillage de soutien, une ceinture C 55 L I et une paire de chaussures orthopédiques. Il doit d'autre part recevoir des soins fréquents d'un auxiliaire médical, correspondant à AMM 7. Or, si le gros appareillage est pris en charge à 100 p. 100 même quand l'assuré travaille, les accessoires (ceinture et chaussures) ne sont remboursés qu'à 80 p. 100, de même que les AMM 7. Il lui demande, dans le cas où les caisses de la sécurité sociale feraient dans ce cas une application trop restrictive de l'arrêté du 27 juin 1955, article 1^{er}, paragraphe 3, s'il lui serait possible de faire préciser à ces organismes que les accessoires et traitements nécessaires comme complément d'un gros appareillage, sont remboursables à 100 p. 100 au même titre que celui-ci, même lorsque l'assuré a repris son travail.

2069. — 6 avril 1963. — **M. Odru** expose à **M. le ministre du travail** qu'il a reçu les doléances des médecins conventionnés de sa circonscription, défavorisés en matière de fiscalité par rapport aux médecins non conventionnés, et ce, en application des décrets du 12 mai 1960. Cette situation risquerait, s'il n'y était porté remède, de remettre en cause le principe même de la médecine conventionnée et la responsabilité en incomberait au gouvernement. Le protocole d'accord de la 4^e et 5^e direction des contributions directes de la Seine avec le syndicat des médecins conventionnés de la Seine (admettant une augmentation de 10 p. 100 pour frais professionnels de 1956 à 1961) n'a pu apporter une satisfaction réelle à cette catégorie de contribuables. Les médecins conventionnés estiment que leurs recettes devraient être imposées suivant des modalités analogues à celles des traitements et salaires et notamment à celles applicables aux médecins des hôpitaux. De toute évidence les médecins conventionnés ont droit à un régime fiscal qui ne les pénalise plus par rapport aux médecins non conventionnés ou non conventionnistes. Il lui demande de faire connaître les dispositions qu'il compte prendre de concert avec le ministre des finances et des affaires économiques afin de réviser sans délai le régime fiscal applicable aux médecins conventionnés, et d'instituer sans retard un régime de catégorisation qui est une revendication impérieuse de tous les médecins conventionnés.

2070. — 6 avril 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre du travail** qu'en cas d'interruption de travail l'assuré social doit adresser à la caisse primaire de sécurité sociale une lettre d'avis (formule S. 3104) auquel est jointe une attestation de l'employeur se rapportant aux paies de la période de référence et mentionnant notamment le nombre de journées et d'heures de travail auxquelles s'appliquent le ou les bulletins de paie, le montant et la date de ceux-ci, ainsi que le montant de la retenue effectuée au titre des assurances sociales. Or, lorsque l'assuré social travaille à mi-temps en raison de son état physique, il semble que l'employeur doive fournir une deuxième attestation relative à l'équivalence en heures de travail du montant des cotisations versées, ce qui a pour conséquence d'entraîner des retards dans le règlement des prestations en espèces et en nature dues à l'assuré. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de prescrire une simplification de ces procédures et, dans l'affirmative, selon quelles modalités.

2071. — 6 avril 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre du travail** que, selon l'article 20 de la loi du 23 novembre 1957, des emplois à mi-temps doivent être attribués, après avis de la commission départementale d'orientation des infirmes, aux travailleurs handicapés qui ne peuvent être employés à temps complet en raison de leur état physique. Or, des employeurs refusent d'appliquer ces dispositions. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre ou la commission départementale assujettissent ces employeurs à la redevance prévue à l'article 4 du décret du 3 août 1959 et qui est fixée par jour ouvrable et par bénéficiaire manquant à trois fois le salaire minimum interprofessionnel garanti.

2072. — 6 avril 1963. — **M. Meck** demande à **M. le ministre du travail** si, comme dans le passé, une personne de nationalité française, bénéficiaire d'une pension de vieillesse au titre de la législation française de sécurité sociale, domiciliée en Belgique, dans la zone frontalière, mais se rendant régulièrement en France pour y recevoir des soins d'un médecin français, peut obtenir de la caisse de sécurité sociale le versement des prestations de l'assurance maladie pour les soins ainsi dispensés.

2073. — 6 avril 1963. — **M. Roche-Defrance** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'une veuve, âgée de soixante-dix-neuf ans, qui, après le décès de son mari assuré social n'a plus droit aux prestations de la sécurité sociale. Il lui demande si une telle situation et des situations de même nature ne mériteraient pas une dérogation aux règlements en vigueur.

2074. — 6 avril 1963. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des assistantes sociales dont les traitements n'ont pas été revalorisés depuis août 1955. Les dernières décisions pour le calcul des traitements fixent le coefficient à 220, avec attribution du coefficient 275 pour 40 p. 100 des effectifs ayant au moins deux ans d'ancienneté. La valeur du point est de 1.8258 F. Lors de la dernière réunion de la commission paritaire nationale, la valeur de celui-ci a été portée à 4,32 F, proposition ayant obtenu l'accord de ladite commission. Elle lui demande si cette proposition est susceptible de venir prochainement en discussion et quelle suite il compte lui donner.

2076. — 6 avril 1963. — **M. Palmero** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne lui semble pas qu'il y ait contradiction entre la politique familiale du Gouvernement et son désir d'encourager les études supérieures, d'une part, et, d'autre part, le fait que les allocations familiales soient supprimées pour les jeunes gens poursuivant leurs études dès qu'ils atteignent l'âge de vingt ans, au moment où ils constituent cependant la plus lourde charge pour leurs parents. Cette situation est aggravée, pour les chefs de famille fonctionnaires, par la suppression simultanée du supplément familial de traitement. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas opportun, à l'occasion d'un prochain aménagement des allocations familiales, de remédier à cette anomalie.

2077. — 6 avril 1963. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre du travail** qu'à la suite de jugements de conseils de prud'hommes, l'employeur est condamné à payer à son représentant de commerce une « indemnité de clientèle » proportionnelle aux efforts accomplis par ce dernier pour apporter, créer ou développer une clientèle. Or, à l'âge de la retraite, l'I. R. P. V. R. P. déduit de l'allocation-retraite (calculée en fonction des versements effectués) le montant de cette « indemnité de clientèle » et cela, en vertu des règlements de cette institution qui prévoient même que cette « indemnité » est restituée à l'employeur sur d'éventuelles cotisations qu'il devrait régler à l'I. R. P. V. R. P., en ce qui concerne les autres représentants à son service; ceci laissant entendre qu'en cas de cessation de commerce ou de disparition de l'employeur, cette « indemnité de clientèle » reste acquise à l'I. R. P. V. R. P. Il lui demande quels sont les motifs qui ont pu déterminer une pareille réglementation.

2083. — 6 avril 1963. — **M. Darchicourt** expose à **M. le ministre du travail** que certaines entreprises employant des débilés mentaux ou des invalides civils semblent anormalement concurrencées par d'autres firmes qui utilisent, elles, la main-d'œuvre délinquante. Les prix payés dans les établissements pénitentiaires semblent inférieurs aux tarifs appliqués à la main-d'œuvre libre, en contradiction avec l'article 6 des « clauses et conditions générales d'emploi de la main-d'œuvre pénale à l'intérieur des établissements pénitentiaires » en date du 1^{er} mars 1954. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le respect de ce règlement.

2084. — 6 avril 1963. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'il ressort des textes en vigueur qu'un conducteur doit toujours pouvoir voir ce qui vient derrière lui. Il résulte de l'expérience que, lorsque cette prescription est appliquée aux agriculteurs, elle ne leur permet pas de circuler sur une route avec un chargement normal de paille ou de fourrage derrière leur tracteur. Etant donné qu'il ne peut être question d'empêcher les agriculteurs de transporter de leurs champs à leur domicile leurs récoltes ni de les livrer dans le rayon normal, il semble que les règlements ci-dessus soient difficilement applicables. En fait, la gendarmerie est très heureusement particulièrement compréhensive dans ce cas. Toutefois, quand, par hasard, il en est autrement, il en résulte des procès regrettables. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de prévoir effectivement dans les textes des mesures permettant aux cultivateurs de transporter avec leurs outils normaux, par exemple plateau derrière tracteur, des fourrages et des pailles provenant de leurs exploitations, sans que la visibilité arrière du conducteur soit assurée, les accessoires nécessaires pour assurer actuellement la rétrovision étant beaucoup trop fragiles pour être placés sur des tracteurs agricoles.

2085. — 6 avril 1963. — **M. Edouard Charret** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** les dispositions qu'il envisage de prendre pour permettre aux retraités de la S. N. C. F. anciens combattants de bénéficier des bonifications d'ancienneté qui sont allouées à ce titre aux fonctionnaires et aux agents des entreprises nationalisées.

2086. — 6 avril 1963. — **M. Etienne Fajon** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur la situation particulièrement dramatique des économiquement faibles, spécialement sur les sacrifices financiers qu'exige d'eux le moindre déplacement. On peut, en effet, constater que ces personnes ne reçoivent chaque trimestre qu'une somme approximativement équivalente à la moitié du salaire d'un ouvrier qualifié. Quels que soient les avantages que peuvent leur procurer les municipalités et certains services sociaux départementaux, quels que soient les suppléments de ressources minimales que peuvent apporter certaines retraites complémentaires, il reste évident que leurs revenus demeurent extrêmement réduits. De plus, leurs possibilités financières s'amenuisent du fait de l'augmentation incessante du coût de la vie. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour qu'une réduction de tarif de transport identique à celle dont bénéficient les familles nombreuses soit accordée aux économiquement faibles.

2087. — 6 avril 1963. — **M. Roger Roucaute** signale à **M. le ministre des travaux publics et des transports** le très mauvais état de la route nationale n° 107 bis qui relie Alès à la Grand-Combe et, au-delà le département de la Lozère, par Sainte-Cécile-d'Andorge. Cette route très fréquentée est d'un intérêt économique incontestable du fait de l'importance du trafic charbonnier et de ce qu'elle constitue le seul débouché pour les populations de la région de la Grand-Combe et de la basse Lozère, vers Alès et Nîmes. Dans le but d'améliorer la circulation particulièrement dangereuse (éboulements, virages nombreux, manque de visibilité, verglas fréquents), les services des ponts et chaussées ont élaboré un projet d'élargissement, d'aménagement et de réfection dont la réalisation s'avère pressante étant donné la fréquence des accidents corporels et matériels enregistrés sur cette portion de route. Il lui demande: 1° si l'ensemble de ce projet est inscrit au plan du fonds spécial d'investissement routier; 2° si les dotations de crédit pour la réalisation de ce projet sont accordées pour 1963; 3° à quelle date les nombreux usagers de la route n° 107 bis peuvent espérer que l'exécution des travaux sera menée à bonne fin.

2088. — 6 avril 1963. — **M. Roger Roucaute** signale à l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** les difficultés de la circulation rencontrées par les usagers de la route n° 104 à la sortie Nord d'Alès du fait de l'existence du passage à niveau dit « des Allemandes ». Dans le but d'améliorer la circulation, les services des ponts et chaussées ont établi un projet de suppression de ce passage à niveau. Il lui demande: 1° si ce projet est inscrit au plan du fonds spécial d'investissement routier; 2° à quelle date doivent commencer les travaux et quelle sera approximativement la durée de leur exécution; 3° quel est le coût de ce projet.

2089. — 6 avril 1963. — **M. Couillet** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les journaux du 29 mars 1963 publient la carte des détériorations subies par le réseau national du fait du gel hivernal. Les dégâts causés par le gel ne sont pas dus, selon les techniciens, au seul fait d'un hiver anormalement long et rigoureux. Leur cause profonde réside dans l'augmentation du trafic routier — 1 p. 100 par mois actuellement — qui ne s'est accompagnée ni des travaux spéciaux nécessaires pour les grands itinéraires, ni des travaux d'entretien général, les crédits d'entretien correspondant à peine au tiers des besoins. Il lui rappelle que le 15 janvier 1963, lors du débat sur le budget de son ministère, il avait attiré son attention sur le fait que les crédits pour l'aménagement des routes n'étaient prévus qu'à concurrence de 290 millions, alors que le plan d'aménagement arrêté sous la précédente législature fixait à 306 millions les besoins pour 1963 et que les prix des travaux avaient augmenté de 15 p. 100 par rapport à 1962, année pour laquelle les crédits étaient de 278 millions de francs. Par ailleurs le fonds spécial d'investissement routier ne dispose depuis 1960 que de 7,7 p. 100 de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (soit 525 millions sur les 7.687 de taxe qui seront prélevés en 1963), alors qu'à l'origine le fonds spécial d'investissement devait disposer des 22 p. 100 du produit de cette taxe (1.700 millions pour 1963). Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour: 1° remettre en état et améliorer rapidement le réseau routier national; 2° faire bénéficier intégralement de nouveau le fonds spécial d'investissement routier des 22 p. 100 de la taxe intérieure sur les produits pétroliers auxquels il a droit, ce qui permettrait notamment de porter la tranche départementale à 192 millions de francs, la tranche urbaine à 115 millions et la tranche vicinale à 231 millions, conformément aux besoins en voirie des collectivités locales, des professionnels et des populations intéressées.

2090. — 6 avril 1963. — **M. Maurice Thorez** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que de nombreux cheminots ayant travaillé quelques années dans l'industrie privée avant d'entrer à la S. N. C. F. ont cotisé, pendant cette période,

aux assurances sociales. De ce fait, ils peuvent percevoir, à partir de l'âge de soixante-cinq ans, une pension de retraite de la sécurité sociale. Mais cette pension, à cause du nombre restreint d'années de cotisation, ne sera que d'un montant infime. En revanche, la prise en compte de ces années par la caisse de prévoyance de la S. N. C. F., comme il est fait pour la durée du service militaire, permettrait aux intéressés d'améliorer sensiblement leur retraite de cheminots. Il lui demande s'il envisage, en accord avec son collègue des finances, de prendre les mesures appropriées pour donner satisfaction aux cheminots intéressés.

2091. — 6 avril 1963. — **M. Desouches** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'un grave mécontentement règne chez les employés de la S. N. C. F., provoqué par la dégradation de leur situation. En particulier, ils souhaitent que les engagements pris lors de leur embauche soient tenus. Or, leur formation écourtée engage leur responsabilité et cette insuffisance provoque des incidents entraînant des pénalités pécuniaires d'autant plus lourdes que la rémunération n'est pas très élevée. Egalement, les promesses faites quant au logement et à la classification ne paraissent pas être respectées. Il lui demande s'il ne serait pas normal que la formation des nouveaux employés soit faite sérieusement afin d'éviter non seulement des pénalisations, mais également des incidents qui peuvent se transformer en accidents, et s'il ne lui est pas possible de faire respecter les engagements pris par la direction lors de l'embauche.

2092. — 6 avril 1963. — **M. Pic** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que la situation des retraités français des chemins de fer tunisiens a été fixée par la loi du 4 août 1956, par le décret n° 60-24 du 12 janvier 1960 et par l'arrêté d'assimilation du 10 juillet 1961; mais que ces deux derniers textes ne semblent pas avoir respecté l'esprit du législateur; qu'en effet, un certain nombre de retraités, dans les échelles supérieures et échelles lettres, ont subi des rétrogradations importantes lors de leur assimilation et que, d'autre part, les permis de circulation ont été supprimés; que ces injustices n'ont pas lourdement atteint les agents en activité qui, après un an de stage, ont récupéré leurs échelles, mais qu'elles constituent une pénalisation à vie pour les agents retraités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir les agents retraités français des chemins de fer tunisiens dans leurs droits légitimes.

2093. — 6 avril 1963. — **M. Cornette** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que l'arrêté du 4 juillet 1962 a profondément remanié les conditions de délivrance des permis de conduire. Il apparaît, après quelques mois d'application de cette nouvelle réglementation, que des conséquences regrettables en résultent. Ainsi, l'allongement des délais imposés aux candidats ajournés ne facilite pas leur amélioration, mais au contraire, en interrompant pendant un long laps de temps leurs leçons, leur fait perdre le bénéfice des leçons précédemment prises. D'autre part, la disposition du dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté susvisé, en obligeant les candidats à repasser dans certaines conditions la totalité des épreuves, y compris celles auxquelles ils avaient satisfait, multiple injustement les causes d'échec. Il lui demande si, compte tenu des conséquences de la réforme ci-dessus rappelée, il n'envisage pas de modifier l'arrêté du 4 juillet 1962, afin de raccourcir les délais de représentation après les éventuels ajournements, et de supprimer le dernier alinéa de l'article 3 de cet arrêté.

2094. — 6 avril 1963. — **M. Le Tac** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** qu'à la suite des obligations qui avaient été faites au réseau de surface de l'ex-S. T. C. R. P. de réduire son exploitation et d'économiser, au profit des occupants, ses ressources en matériel automobile, essence, huiles de graissage et en personnel, une loi du 1^{er} décembre 1940 a mis, d'office, en position de disponibilité sans solde la plus grande partie des agents qui n'avaient pas au moins quinze années de service ou ne supportaient pas certaines charges familiales (au moins deux enfants). Cette même loi offrait par ailleurs certaines possibilités: si les agents démissionnaient, il leur était octroyé un pécule dont l'importance variait en fonction du nombre d'années de service déjà effectuées, en même temps que leur étaient remboursées les retenues pour retraites afférentes à ces mêmes années. A la Libération, alors qu'il était nécessaire de remettre à nouveau les transports parisiens en état de fonctionner, il fut fait appel aux anciens agents mis en congé spécial de disponibilité ou démissionnaires avec pécule. Dès le 4 juin 1946, le ministre des travaux publics de l'époque prenait la décision de réintégrer les « pécuniaires » qui en feraient la demande, sous condition de rembourser le pécule et les retenues pour retraite remises au moment du départ, avec intérêts capitalisés à 3,50 p. 100. Or, c'est en janvier 1947 seulement que la direction de l'ex-S. T. C. R. P. en avisait certains intéressés par lettre circulaire P. 1002 du 20 janvier 1947. Un préjudice certain était déjà porté aux intéressés, car il avait été décidé à l'époque que le pécule compris entre le 1^{er} janvier 1946 et la date de la mise en disponibilité effective serait considérée comme période sans solde. Cette période, ne pourrait être validée pour la retraite, et les intéressés, en droit, ne pourraient être admis à bénéficier de la prime de départ, ni des avantages dus en droit à l'avancement. En outre, certains agents démissionnaires, affectés par la circulaire et d'autres n'ont pu se

qu'ils occupaient parfois dans d'autres administrations publiques; enfin, il s'agit d'un petit nombre d'agents entrés à l'ex-S. T. C. R. P. aux alentours de 1937 qui, au moment de leur départ en retraite, ne réuniront pas le nombre d'annuités suffisant pour bénéficier d'une retraite d'ancienneté ». Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour permettre à ces agents réintégré à la R. A. T. P. de bénéficier d'une réintégration avec une reconstitution de carrière intégrale, y compris l'avancement auquel ils auraient pu prétendre pendant la durée de leur absence.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

687. — 23 janvier 1963. — **M. de Montesquiou** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la question de l'arrachage des plants prohibés qui soulève, à juste titre, une grande émotion parmi les viticulteurs, et qui est l'objet de leurs préoccupations. En tenant compte de difficultés permanentes rencontrées par les exploitants familiaux en raison des aléas climatiques et des maladies du vignoble, et pour éviter que les propriétaires de petites surfaces de vignes soient obligés, à cause de cette mesure, d'acheter du vin pour leur propre consommation, il lui demande, en ce qui concerne l'application des décisions: 1° s'il compte faire en sorte que ces mesures soient appliquées avec une large compréhension quant à leur étalement dans le temps; 2° s'il compte autoriser les plantations par anticipation et sans abatement de surface; 3° s'il a l'intention de tenir compte au maximum des cas sociaux qui se présentent.

751. — 25 janvier 1963. — **M. Alduy** demande à **M. le Premier ministre**, en sa qualité de ministre de tutelle du commissariat général au tourisme, s'il n'envisage pas d'étendre aux restaurants le bénéfice du décret du 23 août 1962 fixant les conditions d'application de l'article 83 de la loi de finances de 1962. Ce décret donne en effet le droit aux hôteliers de percevoir le remboursement de 10 p. 100 des dépenses de construction, d'agrandissement, d'aménagement et de modernisation qu'ils ont effectuées dans leur établissement. Une telle mesure, appliquée à la restauration, devrait permettre d'en assurer la modernisation et de contribuer ainsi à la relance du tourisme français.

1457. — 2 mars 1963. — **M. Malleville** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** l'objet de ses questions écrites n° 11835 et 12510 (1^{re} législature), relatives à la modernisation et à l'aménagement des horaires scolaires à l'intérieur de la semaine, dans le sens d'un groupement des deux jours de repos, soit samedi et dimanche, soit dimanche et lundi, soit, ce qui serait préférable parce qu'intéressant le plus grand nombre de familles, le samedi après-midi, le dimanche et le lundi matin. A l'appui de sa thèse, il faisait valoir que, grâce à l'élévation du niveau de vie, grâce au développement de la motorisation et aux modifications des horaires de travail des parents tendant de plus en plus à la semaine de cinq jours, les familles ont l'habitude de pratiquer le week-end en dehors de Paris et, selon l'activité professionnelle, souhaiteraient partir du samedi au dimanche soir ou du dimanche au lundi soir. Mais, dans les deux hypothèses, ce souhait est contrarié par le fait que le samedi et le lundi toute la journée sont occupés par l'école, principalement dans l'enseignement primaire. Le raisonnement est également valable pour le personnel de l'enseignement qui, s'il bénéficie de deux jours de congé par semaine, trouve des inconvénients à les utiliser séparément. Un autre argument militant en faveur de l'aménagement des horaires peut être trouvé dans l'amélioration des conditions de la rentrée par voie de route chaque dimanche soir à Paris et dans les grandes villes, et par la diminution du nombre des accidents que les pouvoirs publics déplorent spectaculairement sans rechercher des solutions à la fois faciles et efficaces comme celle de l'aménagement des horaires. L'expérience pourrait être limitée aux seules grandes agglomérations. Enfin, il convient de reconnaître que, malgré la brièveté du repos du dimanche, les familles parlent tout de même, mais avec comme contrepartie les retours dans la nuit du dimanche au lundi ou aux toutes premières heures de la matinée du lundi, avec comme conséquences des nuits insuffisamment sacrées au sommeil pour les enfants et souvent, des leçons non sues et des devoirs mal faits. Le principal argument en réponse des services du ministère de l'éducation nationale consistait à mettre en avant l'article 2 de la loi du 28 mars 1882, qui stipulait que les classes devaient vaquer deux jours par semaine et que le repos en dehors du dimanche devait se prendre en une journée entière et non en deux demi-journées. Un autre argument consistait à dire que cette même loi avait voulu respecter la volonté des familles, qui désiraient faire donner une instruction religieuse à leurs enfants et que la journée du jeudi — que la loi en question n'a jamais fixée comme devant être celui du deuxième jour de repos — permettait « traditionnellement » de faire donner cette instruction. Il souhaiterait que l'anachronisme et la faiblesse de tels arguments soient reconnus. Il s'étonne que l'on puisse, sans en être gêné, prétendre régler un problème touchant aux

conditions de vie dans la deuxième moitié du xx^e siècle par un texte âgé de quatre-vingts ans. Il n'est pas possible de comparer le mode de vie de la société française en 1882 et en 1963. Et, même si les arguments tirés de cette législation archaïque avaient quelque valeur, ils doivent être revus dans l'optique contemporaine. Il faut, par ailleurs, se rappeler que, s'il était nécessaire, au moment où a été institué l'enseignement primaire laïque, de prendre quelques précautions pour protéger l'enseignement de la religion, cet impératif a totalement disparu de nos jours. Il ne saurait plus être retenu sérieusement pour faire échec à une expérience sur l'aménagement des horaires, quitte à revenir sur cette expérience en cas de difficultés majeures, ainsi que cela a été pratiqué depuis quelques années en matière de fixation des dates des vacances scolaires. A titre transitoire et expérimental, l'aménagement des horaires pourrait être appliqué pendant le seul troisième trimestre scolaire. Ne mésestimant pas le caractère révolutionnaire de la mesure préconisée, il lui demande si elle ne pourrait, tout au moins être envisagée et étudiée avec plus de sérieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent et, au besoin, si une enquête ne pourrait être lancée auprès de toutes les catégories de personnes intéressées.

1468. — 2 mars 1963. — **M. Westphal** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 a prévu que diverses majorations d'ancienneté seraient accordées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ayant servi contre les puissances de l'Axe ou leurs alliés ou ayant pris part aux campagnes d'Indochine ou de Corée. Il lui demande s'il envisage d'étendre aux fonctionnaires alsaciens-lorrains, incorporés de force dans la Wehrmacht pendant les années 1942 à 1945, le bénéfice de ces dispositions, dont ils ont été injustement exclus jusqu'à ce jour.

1471. — 2 mars 1963. — **M. Privat** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 1539 du code général des impôts, le taux de la taxe sur les chasses gardées, que les communes sont autorisées à instituer, est de 3 p. 100 du prix de location, sans pouvoir être inférieur à 0,05 franc ni excéder 0,15 franc par hectare. Cette disposition résulte d'un texte très ancien — puisqu'il s'agit de l'ordonnance n° 45-2674 du 2 novembre 1945 — et que ce taux est véritablement dérisoire, alors que la location des chasses dans les régions où le gibier est relativement abondant donne lieu au paiement de loyers extrêmement élevés, ce qui a d'ailleurs pour effet d'évincer les petits et moyens chasseurs de l'exercice de la chasse au profit de véritables trusts qui réservent les actions de chasse à une très petite minorité, susceptible de les payer à un taux exorbitant. D'autre part, les sociétés existant dans de nombreuses communes et groupant des centaines, voire des milliers, de chasseurs et qui, jusqu'ici, se sont attachées avec succès à régulariser l'exercice de la chasse et à assurer la protection et le repeuplement du gibier, se voient retirer la concession des propriétés dont elles bénéficiaient depuis de longues années, étant donné qu'elles ne peuvent soutenir une surenchère basée sur une exploitation spéculative du droit de chasse. Cette situation est contraire aux intérêts de l'immense majorité des chasseurs et paraît indispensable d'y apporter remède. Il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour éviter que l'exercice de la chasse ne soit rendu impossible à l'immense majorité des chasseurs français; 2° s'il envisage de relever les taux fixés à l'article 1539 du code général des impôts, qui ont été institués il y a plus de 17 ans et qui sont incroyablement bas, pour les mettre en harmonie avec les conditions économiques actuelles et procurer ainsi aux communes bénéficiaires un supplément de recettes, dont elles ont le plus grand besoin en raison de la constante augmentation de leurs charges.

1473. — 2 mars 1963. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, depuis plusieurs années déjà, les services d'orientation scolaire et professionnelle (O. S. P.), se trouvent, faute de personnel qualifié, dans l'impossibilité de mener à bien leurs tâches et de répondre aux besoins de plus en plus nombreux qui se font sentir. Dans un souci d'efficacité, certains centres sont obligés de limiter leur activité aux secteurs urbains, au détriment des campagnes, déjà bien défavorisées à plusieurs titres, et cela au moment où dans les secteurs ruraux se posent des problèmes très graves pour la solution desquels les services de l'O. S. P. ont un rôle important à jouer, à savoir: d'une part, l'orientation de la main-d'œuvre rendue disponible par la mécanisation de l'agriculture, d'autre part, l'augmentation du taux de scolarisation dans les classes de 6^e. Mais ce nécessaire accroissement des services de l'O. S. P. ne pourra intervenir qu'après une revalorisation de la fonction de conseiller O. S. P., laquelle est subordonnée à la publication du nouveau statut qui doit apporter les améliorations nécessaires à la marche normale des services. Ce statut, attendu depuis dix ans déjà, a fait l'objet de nombreuses études, et la décision définitive se trouve périodiquement reportée à une date ultérieure. Si cette étude n'est pas reprise rapidement, et si les promesses faites au personnel O. S. P. ne sont pas tenues, la situation des centres, déjà fort critique, se détériorera encore par une limitation des secteurs géographiques d'activité, par une désaffection encore plus accentuée des candidats à l'entrée des instituts de formation des conseillers O. S. P., par le départ massif du personnel en place vers le secteur privé, ou par le retour pur et simple à l'enseignement pour les anciens professeurs ou instituteurs. Il lui demande s'il peut lui donner l'assurance que toutes

mesures nécessaires seront prises rapidement, pour la reprise immédiate de la discussion du nouveau statut du personnel des centres publics d'orientation scolaire et professionnelle, et pour la publication des textes concernant ce statut.

1475. — 2 mars 1963. — M. d'Aillères attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la gravité de la situation financière dans laquelle se trouvent beaucoup d'entreprises de toute nature, du fait de la sévérité exceptionnelle de l'hiver, qui paralyse un grand nombre d'activités depuis de nombreuses semaines. Il lui demande s'il envisage de prendre rapidement des mesures pour tenir compte de ces circonstances particulières, d'abord sur le plan fiscal pour accorder des dégrèvements ou des délais, puis dans le domaine du crédit pour que les établissements bancaires pratiquent une politique plus libérale et plus souple qui permettrait aux entreprises en difficulté de franchir cette période difficile.

1478. — 2 mars 1963. — M. Alduy attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des fonctionnaires ayant occupé des emplois conduisant à pension, du régime spécial des retraites des collectivités locales de la métropole ou de la France d'outre-mer, qui ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 70 de la loi de finances du 26 décembre 1959, complétant l'article L. 26 du code des pensions, et prévoyant pour les fonctionnaires ayant exercé pendant quatre ans d'une façon continue à l'intérieur des quinze dernières années précédant la limite d'âge des intéressés une fonction plus importante que celle occupée à la fin de l'activité une retraite calculée sur l'indice le plus élevé. Il lui demande les raisons qui s'opposent à l'application à cette catégorie de retraités particulièrement méritants des avantages concédés à leurs collègues appartenant au régime général.

1481. — 2 mars 1963. — M. Jacques Hébert appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation particulièrement digne d'intérêt des ouvriers et chefs ouvriers ex-immatriculés de la marine nationale. Il lui demande: s'il envisage de prendre toutes dispositions de nature à améliorer la pension qui est actuellement allouée à ces agents, et notamment de procéder à leur classement à l'échelle 4.

1484. — 2 mars 1963. — M. Pie expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des commis de préfecture qui n'ont pas bénéficié, comme les agents de mêmes catégories de certaines autres administrations de l'Etat (finances, travail, agriculture, etc.), des avantages prévus par le décret du 19 juillet 1958. Une intervention avait déjà été faite à ce propos à la tribune de l'Assemblée nationale il y a quelques années, au moment du vote du budget du ministère de l'intérieur, et des assurances avaient été données par M. le ministre de l'intérieur de l'époque en vue du règlement favorable de cette question pour les commis de préfecture. Or, à l'heure actuelle, toutes les propositions qui ont été faites sont demeurées vaines, des motifs ayant été invoqués par le ministère des finances pour refuser le bénéfice des dispositions du décret du 19 juillet 1958 aux commis issus de la loi du 3 avril 1950, considérés comme recrutés en dehors des règles statutaires. Il semble que les commis de préfecture soient victimes d'une injustice, puisque d'autres administrations de l'Etat ont fait application de ce texte à leurs agents recrutés en application de la loi sur l'auxiliaariat. Par ailleurs, ces commis pourraient bénéficier de la réforme des cadres C et D puisqu'ils auraient acquis, par application du décret du 19 juillet 1953, l'ancienneté suffisante pour être admis dans l'échelle ES 4. M. le ministre de l'intérieur, dans sa réponse à la question écrite n° 15719, publiée au J. O. du 11 août 1962, a laissé espérer un règlement favorable de cette situation, sous réserve de l'accord de M. le ministre des finances. Il lui demande dans quel délai des dispositions seront prises pour rétablir la parité des commis de préfecture avec leurs homologues des autres administrations de l'Etat en les faisant bénéficier des avantages prévus par le décret du 19 juillet 1953.

1489. — 2 mars 1963. — M. de Chambrun demande à M. le ministre de l'information: 1° quelles ont été pour l'année 1962 les organisations nationalisées ou privées qui ont pu soit « patrouiller », soit participer à l'organisation d'émissions télévisées; 2° quelles ont été les organisations privées ou publiques qui ont pu bénéficier d'émissions de caractère de propagande à la télévision; 3° quel a été le montant des sommes soit perçues directement, soit entrées dans un décompte de compensation de services pour l'exercice 1962; 4° quelle est l'autorité qui décide du choix des organisations ou organismes bénéficiaires, et quels sont les critères employés pour opérer ces choix.

1512. — 2 mars 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les agents de la fonction publique, de la R. A. T. P., de l'E. G. F., lors de la liquidation de leur pension, bénéficient de bonifications de retraite pour services de guerre. Il lui demande: 1° si les cheminots de la S. N. C. F. perçoivent les mêmes avantages; 2° dans la négative, pour quelles raisons ils en ont été exclus.

1515. — 2 mars 1963. — M. Desouches expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'un employé de la S. N. C. F., ancien blessé de guerre, ayant été réformé, son état de santé s'aggravant continuellement, cette administration lui a refusé une demande en révision de pension sous le prétexte que cette aggravation « était imputable à la cause qui avait ouvert droit à pension militaire », et qu'il lui appartenait de se mettre en rapport avec l'autorité militaire, c'est-à-dire avec le ministère des anciens combattants. Celui-ci, consulté, s'est refusé à toute révision, et a maintenu le taux de sa pension à 55 p. 100. Il lui demande s'il ne lui paraît pas excessif que la S. N. C. F., ayant pris cet employé dans ses services, rejette ensuite toute responsabilité et le laisse dans le dénuement le plus complet.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du jeudi 9 mai 1963.

SCRUTIN (N° 29)

Sur la demande de commission spéciale pour l'examen du projet de loi pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises.

Nombre des votants.....	432
Nombre des suffrages exprimés.....	422
Majorité absolue.....	212

Pour l'adoption.....	238
Contre	184

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1) :

M. Abelin.	Chambrun (de)	Feuillard.
Achille-Fould.	Chandernagor.	Flornoy.
Aillères (d').	Charbonnel.	Fontanet.
Alduy.	Charpentier.	Forest.
Anthoz.	Charvet.	Fouchier.
Angier.	Chauvel.	Fouet.
Mme Ayme de la Chevrière.	Chazalon.	Fourmond.
Bailly.	Cherbonneau.	Fraissinelle (de).
Banlaudy.	Collette.	François-Benard.
Barrière.	Commenay.	Fréville.
Baudis.	Cornelle.	Fric.
Baudouin.	Cornil-Gentille.	Gaillard (Félix).
Bayou (Raoul).	Couderc.	Gaulin.
Beauguille (André).	Couzinet.	Gauthier.
Béchar (Paul).	Dalainzy.	Genez.
Béniard (Jean).	Darchicourt.	Goemaere.
Béniard.	Dartas.	Gorge (Albert).
Béraud.	Daviaud.	Gronel.
Béruand.	Defferre.	Grimaud.
Berthouin.	Bejean.	Gueña.
Bellencourt.	Belachenal.	Halbout (Emile-Pierre).
Bilères.	Bellaune.	Halgouët (du).
Blanchot.	Belmas.	Mme Hauteclorque (de).
Blouse.	Belorme.	Hébert (Jacques).
Boinwilliers.	Belory.	Héber.
Boisdé (Raymond).	Beniau.	Hersant.
Boisson.	Benvers.	Jacquel (Michel).
Bonnet (Christian).	Derancy.	Jailion.
Bonnet (Georges).	Deschizeaux.	Jarrol.
Bosson.	Desouches.	Jullien.
Bourges.	Mlle Diensch.	Juskiewenski.
Bourgund.	Dubuis.	Kir.
Boulard.	Ducap.	Labéguerie.
Boulière.	Duchesne.	Lacoste (Robert).
Brelles.	Ducos.	Lainé (Jean).
Brugerolle.	Duffaut (Henri).	Lamarque-Cando.
Caill (Antoine).	Dullot.	Lapeyrusse.
Calméjane.	Duhameil.	Larue (Tony).
Carler.	Dumortier.	Lathière.
Cessagne.	Duraffour.	Laurent (Marceau).
Catry.	Durbet.	Lavigne.
Cazenave.	Dussarhou.	Le Haut de La Mortinière.
Cencau.	Ehard (Guy).	Le Douarac (François).
Césaire.	Escande.	Le Gallo.
Chamant.	Evrard (Roger).	Le Gosnven.
	Fabre (Robert).	Lejeune (Max).
	Fanton.	
	Faure (Gilbert).	
	Faure (Maurice).	

Le Laun.	Paquet.	Salardaine.	Rocher (Bernard).	Schaff.	Tourné.
Lepage.	Pavot.	Sallé (Louis).	Rochet (Waldeck).	Schwartz.	Trémoulières.
Lepou.	Péronnet.	Sallenave.	Roucaute (Roger).	Sérafini.	Tricon.
Lepourry.	Perrot.	Sanson.	Roux.	Souchal.	Valenet.
Lipkowski (de).	Philibert.	Sauzedde.	Ruils.	Tallinger.	Vanier.
Longueue.	Philippe.	Schaffner.	Ruffe.	Teariki.	Vial-Massat.
Loustan.	Pianta.	Schnebelen.	Sagette.	Thillard.	Vivien.
Magne.	Pic.	Schumann (Maurice).	Salagnac.	Thorez (Maurice).	Wagner.
Malliot.	Picquot.	Seramy.	Sanglier.	Tirefort.	Zimmermann.
Marcenet.	Pierrebourg (de).	Sesmaisons (de).	Sanguinetti.	Touret.	
Masse (Jean).	Pillet.	Terré.			
Massot.	Pimont.	Terrenoire.			
Matalon.	Plancis.	Mme Thome-Patenôtre			
Max-Pellit.	Pleven (René).	(Jacqueline).			
Meck.	Mme Ploux.	Thorailler.			
Mélaiguerie.	Ponsellé.	Tinguy (de).			
Mer.	Privat.	Tomasini.			
Miossec.	Quentier.	Valentin (Jean).			
Millerraud.	Rabourdin.	Vals (Francis).			
Moeh (Jules).	Radins.	Van Haeecke.			
Mollet (Guy).	Raust.	Var.			
Mondon.	Regaudie.	Vendroux.			
Moumerville (Pierre).	Renouard.	Ver (Antonin).			
Montagne (Rémy).	Rey (André).	Véry (Emmanuel).			
Montalat.	Richards (Arthur).	Vignaux.			
Montesquieu (de).	Richet.	Viltet (Pierre).			
Morleval.	Rivain.	Voilquin.			
Moulin (Jean).	Roche-Defrance.	Volsin.			
Moynet.	Roues.	Weber.			
Nègre.	Roussi.	Weinman.			
Neuwirth.	Russelot.	Yvon.			
Noiret.	Sablé.	Zuccarelli.			
Notebart.					

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.	Le Gall.	Peyrel.
Bayle.	Lemarchand.	Valon (Louis).
Billotte.	Marquant-Galraud.	Ziller.
Bourgeois (Lucien).	Mohamed (Ahmed).	

N'ont pas pris part au vote :

MM.	Hunault.	Monfel (Eugène).
Albrand.	Ibrahim (Saïd).	Morisse.
Barrot (Noël).	Ihuel.	Palowski (Jean-Paul).
Bénard (François).	Kaspercic.	Palmero.
Oise.	Mme Launay.	Prigent (Tanguy).
Bizet.	Leduc (René).	Royer.
Bordage.	Le Guen.	Sabatier.
Boulay.	Le Theule.	Saintout.
Briand.	Loste.	Spénale.
Charlé.	Luciani.	Toury.
Coste-Floret (Paul).	Malène (de la).	Mme Vaillant-
Fil.	Martin.	Couturier.
Frys.	Milthau (Lucien).	Voyer.
Godefroy.		

Ont voté contre (1) :

MM.	Degraeve.	Landrin.
Alzier.	Delatre.	Laurin.
Ansquer.	Deloug.	Lecocq.
Ballanger (Robert).	Denis (Bertrand).	Lecornu.
Barberot.	Bidier.	Lemaire.
Barbet (Raymond).	Doize.	Lenormand (Maurice).
Barbet (Maurice).	Drouot-L'Hermine.	Lépidi.
Bas (Pierre).	Duperrier.	Le Tac.
Becker.	Dupuy.	L'Huillier (Waldeck).
Bécue.	Durlot.	Liloux.
Berger.	Dusscaux.	Lollive.
Bernard.	Duterne.	Macquet.
Billoux.	Duvillard.	Malinguy.
Bisson.	Ehm.	Malleville.
Bord.	Fagot.	Manceau.
Borocco.	Fajon (Elienne).	Martel.
Boscher.	Félix.	Meunier.
Bourdéliès.	Fiévez.	Moulin (Arthur).
Bourgeois (Georges).	Fossé.	Moussa (Ahmed-Idriss).
Bourgoin.	Fourvel.	Musmeoux.
Bousseau.	Gamel.	Nessler.
Bricout.	Garcin.	Niès.
Briol.	Gasparini.	Nungesser.
Brousset.	Georges.	Odu.
Buot (Henri).	Germain (Charles).	Orvoën.
Buslin.	Germain (Hubert).	Pasquini.
Cachat.	Girard.	Peretti.
Caille (René).	Gorce-Franklin.	Perrin (Joseph).
Cance.	Grailly (de).	Pezé.
Capitant.	Grénier (Fernand).	Pezout.
Carlier.	Gruessenmeyer.	Poirier.
Catalfaud.	Guillermi.	Poncelet.
Catroux.	Gullon.	Poulpique (de).
Cermolacce.	Guyot (Marcel).	Préaumont (de).
Chalopin.	Halhout (André).	Mme Prin.
Chapalain.	Hauret.	Prioux.
Chapuis.	Heitz.	Raffier.
Charret (Edouard).	Herman.	Ramette (Arthur).
Chaze.	Herzog.	Rault.
Chérasse.	Hinsberger.	Réthoré.
Christiaens.	Hoffer.	Rey (Henry).
Clerget.	Hoguët.	Ribadeau Dumas.
Clostermann.	Hoslier.	Ribière (René).
Comte-Offenbach.	Houcke.	Richard (Lucien).
Couillet.	Honé.	Rieubon.
Coumaros.	Jacson.	Risbourg.
Danel.	Jamet.	Ritter.
Daniio.	Karcher.	Rives-Henrys.
Dassault (Marcel).	Krieg.	Rivière (Joseph).
Dassié.	Kröpfé.	Rivière (Paul).
Davoust.	La Combe.	
	Lalie.	
	Lamps.	

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM.	Perrin (François).	Schloesing.
Michaud (Louis).	Pflimlin.	Westphal.

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et M. Schmittlein, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Béchard (Paul) à M. Monfel (Eugène) (maladie).
Bourgeois (Georges) à M. Kröpfé (maladie).
Commenay à M. Sallenave (maladie).
Duterne à M. Bécue (assemblées internationales).
Gérnez à M. Cornette (maladie).
Hauret à M. Hoguel (maladie).
Heitz à M. Hinsberger (maladie).
Herzog à M. Guillermin (mission).
Nessler à M. Quentier (assemblées européennes).
Perrot à M. Rabourdin (maladie).
Préaumont (de) à M. Germain (Hubert) (assemblées européennes).
Radus à M. Malliot (assemblées Internationales).
Richards (Arthur) à M. Lathière (assemblées Internationales).
Sanglier à M. Vivien (maladie).
Souchal à M. Noiret (maladie).
Vendroux à M. Bricout (assemblées Internationales).
Voilquin à M. Denis (Bertrand) (assemblées européennes).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Michaud (Louis) (assemblées Internationales).
Perrin (François) (maladie).
Pflimlin (assemblées européennes).
Schloesing (maladie).
Westphal (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.